

Améliorer la vie des gens

Financière
IGM Gestion de patrimoine
Gestion d'actifs

Rapport annuel de 2023

Société financière IGM | TSX : IGM

Vers un avenir
meilleur 

Table des matières

3	Notre raison d'être
4	Faits saillants de 2023
6	Lettre aux actionnaires
12	Faits saillants du secteur Gestion de patrimoine
13	Faits saillants du secteur Gestion d'actifs
14	Nos gens
16	Notre engagement à l'égard du développement durable
17	Rapport de gestion
101	États financiers consolidés

La Société financière IGM rassemble le meilleur de la gestion de patrimoine et d'actifs.

La **Société financière IGM Inc. (TSX : IGM)** est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde.

Le groupe de sociétés d'IGM fournit une vaste gamme de services de planification financière et de gestion de placements afin d'aider sa clientèle à atteindre ses objectifs financiers. Les activités de gestion de patrimoine et d'actifs de la Société sont complétées par des partenariats stratégiques qui créent de la valeur pour les actionnaires en diversifiant les revenus et en multipliant les possibilités.

Raisons d'investir

- Les sociétés en exploitation demeurent solides et en bonne position pour croître, et leur stratégie de gestion de patrimoine et d'actifs respective leur donne de l'élan.
- La diversification au moyen de nos partenaires stratégiques offre des occasions de croissance et de partage des connaissances additionnelles.
- Une équipe de direction chevronnée qui vise à favoriser l'innovation et crée une culture agile permettant d'obtenir des résultats exceptionnels pour les clients et en matière d'engagement des employés.
- La possibilité de tirer parti d'assises financières solides, de l'envergure d'une grande entreprise et d'une gouvernance rigoureuse en faisant partie du groupe de sociétés de Power Corporation.
- L'engagement à créer de la valeur à long terme pour nos actionnaires et à faire ce qui est juste pour un avenir durable.

Les lecteurs sont priés de se reporter aux mises en garde à l'égard des déclarations prospectives et des mesures financières non conformes aux normes IFRS et mesures additionnelles conformes aux normes IFRS, aux pages 18 et 19 du présent rapport.

À moins d'avis contraire, tous les chiffres figurant dans le présent rapport sont présentés en dollars canadiens et sont en date du 31 décembre 2023 ou pour l'exercice clos à cette date.

Notre raison d'être

Le groupe de sociétés de la Société financière IGM s'engage à améliorer la vie des gens, en offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.

Nous nous efforçons d'y parvenir en mettant l'accent sur les éléments suivants :

De meilleures expériences

Nous réunissons le meilleur des deux mondes pour nos gens – l'imputabilité et l'agilité d'une petite société avec l'envergure et l'impact d'une plus grande entreprise – tout en accordant plus de place à la croissance, dans un environnement de travail diversifié et inclusif.

De meilleures solutions

Nous prôtons l'amélioration du bien-être financier des Canadiens en facilitant l'accès à des solutions de planification des placements et du patrimoine exhaustives, en nous appuyant sur des relations durables, et non sur des transactions.

De meilleures collectivités

Nous tirons parti de notre connectivité locale d'un océan à l'autre et de notre renommée mondiale pour améliorer nos collectivités, l'environnement et le monde qui nous entoure, ce qui crée un impact collectif qui va bien au-delà de l'entreprise.

Une meilleure participation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, nous trouvons un équilibre entre les besoins à court terme et les perspectives à long terme axées sur la création d'une valeur pérenne et d'un avenir durable pour les générations à venir.

Nos valeurs guident la façon dont nous interagissons avec nos gens, notre clientèle, nos actionnaires et nos collectivités. Nos valeurs :



progressisme

Nous pensons à l'avenir et nous remettons les conventions en question pour rechercher de nouvelles et meilleures façons de travailler.



esprit d'entreprise

Nous célébrons l'initiative et encourageons chacun à être responsable de ses actes.



responsabilité

Nous nous imposons les normes les plus strictes et faisons ce qui est juste pour aujourd'hui et durable pour notre avenir.



inclusivité

Nous intégrons et cultivons nos perspectives uniques comme un atout à faire valoir.

Faits saillants de 2023

Clients



Plus de 1 million
de clients

10 %
de rendement moyen
global pour la clientèle

59 %
de l'actif des fonds
communs de placement
d'IG est détenu dans des
fonds notés quatre ou
cinq étoiles par Morningstar



Plus de 30 000
conseillers externes et
investisseurs institutionnels

Plus de 1 million
d'épargnants et de
clients institutionnels

51 %
de l'actif des fonds communs
de placement de Mackenzie
est détenu dans des fonds
notés quatre ou cinq étoiles
par Morningstar

Employés



IGM a été reconnue
comme l'un des
100 meilleurs
employeurs au Canada
pour 2024

Plus de 3 600
employés à temps
plein dans l'ensemble
du groupe de
sociétés d'IGM



IGM a été nommée
parmi les meilleurs
employeurs pour la
diversité au Canada
en 2023

Plus de 3 100
conseillers d'IG Gestion de
patrimoine situés partout
au Canada qui aident les
gens à atteindre leurs
objectifs financiers

Notre monde

**9 millions
de dollars**
versés aux collectivités
et aux organismes de
charité partout au Canada

**Plus de
900 000 \$**
en don à plus de
300 organisations
de base locales dans
l'ensemble du Canada grâce
aux bureaux régionaux d'IG

IGM a du cœur
1,6 M\$ recueilli dans le
cadre de la campagne de
don d'IGM, soit une hausse
de la participation de 8 %
par rapport à 2022

250 000 \$
en don, de concert avec
la Canada Vie et Power
Corporation, pour appuyer
les opérations de secours
lors des feux de forêt dans
l'ensemble du Canada

Développement durable



IGM a été reconnue par
Corporate Knights comme
l'une des 100 sociétés les
plus durables au monde
pour 2024



Mackenzie et IG sont
des membres soutenant
la transition vers la
carboneutralité de nos
entités émettrices à
fortes émissions



IGM a été reconnue
par Corporate Knights
parmi les 50 meilleures
entreprises responsables
au Canada en 2023



IGM participe
activement au sondage
annuel concernant
les changements
climatiques depuis 2013

Actionnaire

Bénéfice net

1 148,9 M\$

4,82 par action

attribuable aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net ajusté¹

820,7 M\$

3,44 par action

attribuable aux actionnaires ordinaires

Actif géré et actif sous services-conseils²

240,2 G\$

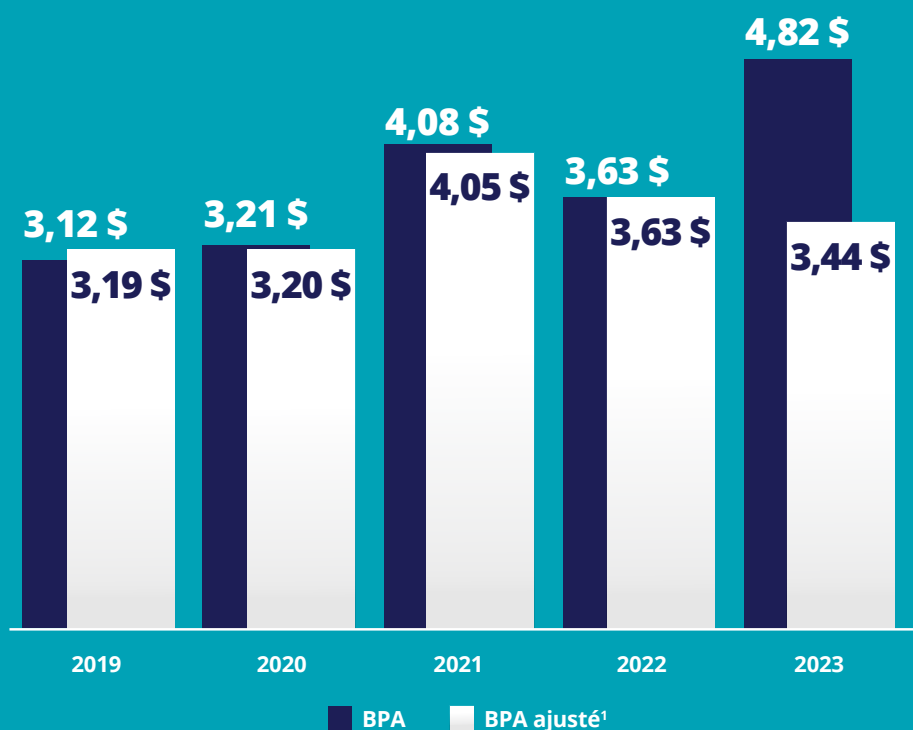
Dividendes déclarés

535,7 M\$

2,25 par action

par action ordinaire

Bénéfice par action de la Société financière IGM



Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

	Au 31 décembre 2023	Variation en % d'un exercice à l'autre
IG Gestion de patrimoine	121,1 G\$	9,4 %
Placements Mackenzie	195,7 G\$	4,9 %
Données consolidées de la Société financière IGM^{2,3}	240,2 G\$	7,1 %
Données de la Société financière IGM, y compris les investissements stratégiques^{2,3,4}	389,4 G\$	35,1 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » à la page 19 du présent document.

2. La vente d'Investment Planning Counsel a été conclue le 30 novembre 2023. Les chiffres présentés excluent IPC pour toutes les périodes.

3. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

4. Se reporter aux définitions des autres mesures financières à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » à la page 19 du présent rapport.

Lettre aux actionnaires

En 2023, les gens se sont **adaptés** à de nouvelles routines et ont **renoué** de manière plus enrichissante avec leur famille, leurs amis et leurs collègues tout en surveillant leurs finances sur fonds d'inflation persistante, de hausse des taux d'intérêt et d'instabilité croissante à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, la Société financière IGM a entamé un **nouveau chapitre stimulant** en tant qu'entreprise tout en respectant son engagement à améliorer la vie des gens en offrant une **meilleure** planification et une meilleure gestion de leur argent.

Au cours de l'exercice, nous avons fourni à notre clientèle les conseils et le soutien dont elle avait besoin pour relever ces défis, ce qui démontre à quel point une stratégie et une exécution solides génèrent les meilleurs résultats. En demeurant engagée à respecter ses plans financiers, notre clientèle s'est vue récompensée de solides rendements globaux moyens, soit près de 10 % pour l'exercice. Grâce à notre vaste bassin de talents, nous avons pu maintenir notre élan dans nos activités principales, contrôler nos charges et travailler plus efficacement. Nous avons également effectué d'importants investissements d'envergure qui ont positionné notre Société afin qu'elle génère une croissance significative des bénéfices au cours des exercices à venir.

Nous avons continué de surveiller de près les charges, ce qui nous a permis de réduire nos prévisions en ce qui a trait aux charges annuelles à un maximum de 2 %. À la fin de 2023, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 240 G\$, en hausse de 7,1 % par rapport au 31 décembre 2022 (compte non tenu d'IPC). Le bénéfice net annuel s'est établi à 1 148,9 M\$, ou 4,82 \$ par action et le bénéfice net ajusté annuel (une mesure financière non conforme aux normes IFRS) s'est établi à 820,7 M\$, ou 3,44 \$ par action.

L'attention portée sur les charges n'a pas eu d'incidence sur nos investissements dans nos activités. Nous avons continué de collaborer avec des partenaires technologiques mondiaux de premier plan, comme Salesforce, Microsoft, Google et Broadridge, afin d'optimiser notre performance et d'approfondir nos relations avec les conseillers et les investisseurs. Ces initiatives visent la mise à jour de notre service de soutien, la modernisation de notre centre d'assistance et l'amélioration de l'expérience client et de l'expérience des employés.

Après avoir pratiquement achevé la modernisation de nos principaux systèmes et complété nos investissements en technologie afin de renforcer notre performance et notre position concurrentielle dans le secteur, nous avons été en mesure de simplifier nos activités et de réduire les coûts structurels. Cela comprend notamment l'élimination des rôles et des systèmes en double, l'établissement de partenariats dans l'ensemble de l'entreprise et l'amélioration de l'efficacité. Ces initiatives stratégiques nous ont permis de réinvestir dans notre avenir, ainsi que de réorganiser et de soutenir nos activités principales tout en accélérant la croissance et en réduisant les coûts.

Notre solide équipe de talents et de dirigeants a livré une performance exceptionnelle face aux fluctuations du marché et aux défis macroéconomiques.

En janvier, nous avons augmenté notre participation à 27,8 % dans China Asset Management Co. (« ChinaAMC »), l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au pays, ce qui a accru notre présence dans le secteur de la gestion d'actifs en Chine. Ce partenariat grandissant nous offre des occasions de croissance et renforce, diversifie et différencie nos activités à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, en avril, nous avons annoncé l'acquisition d'une participation de 20,5 % dans Rockefeller Capital Management, une étape stratégique importante qui permet l'expansion de l'empreinte d'IGM dans le secteur de la gestion de patrimoine aux États-Unis, grâce à une marque emblématique axée sur la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. Le partenariat illustre notre engagement à l'égard de la diversification et de la croissance tout en renforçant l'interconnexion entre nos entreprises et nos participations stratégiques.

Parallèlement à la transaction liée à Rockefeller, nous avons vendu l'une de nos entreprises de gestion de patrimoine, Investment Planning Counsel (« IPC »), à notre société sœur, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, ce qui nous a permis de concentrer nos efforts et nos investissements dans nos activités principales. Nous tenons à remercier le chef de la direction d'IPC, Blaine Shewchuk, le président exécutif, Chris Reynolds, ainsi que toute l'équipe pour leur contribution à IGM au cours des vingt dernières années.

Aujourd'hui, nos activités restructurées positionnent IGM en vue de perspectives de croissance dans l'ensemble des secteurs démographiques et dans diverses régions. Nos différentes entreprises sont des chefs de file dans leurs secteurs respectifs : IG Gestion de patrimoine, Rockefeller et Wealthsimple en tant que pôle du secteur de la gestion de patrimoine, et Placements Mackenzie, ChinaAMC et Northleaf Capital Partners en tant que groupe dynamique d'entreprises de gestion d'actifs.

Gestion de patrimoine

Dans un contexte économique plus difficile, nous démontrons notre plus grande valeur pour les Canadiens en leur fournissant les outils et les conseils dont ils ont besoin pour renforcer leur résilience pendant les périodes d'instabilité des marchés tout en les aidant à naviguer dans tous les aspects de leur vie financière.

En 2023, au sein d'IG Gestion de patrimoine, Damon Murchison et son équipe ont mis en œuvre un certain nombre d'initiatives clés visant à favoriser la croissance à long terme et la réussite des affaires tout en enrichissant et en rehaussant l'expérience des conseillers et de la clientèle. Ces initiatives comprennent des investissements dans des plateformes technologiques et des partenariats visant à poursuivre la numérisation de l'entreprise et à renforcer l'étendue de nos conseils grâce à l'innovation, ainsi que la promotion de pratiques exemplaires dans l'ensemble de notre réseau diversifié et croissant de conseillers afin de répondre aux besoins des Canadiens aisés et à valeur élevée.

Ces stratégies ont donné lieu à une augmentation de l'actif sous services-conseils de la clientèle, qui est passé à 121,2 G\$ par rapport à 110,8 G\$ en 2022. Les sorties nettes se sont établies à 165 M\$. IG a maintenu son élan en attirant et en servant la clientèle des segments aisée et à valeur élevée. En effet, les placements gérés par IG



James O'Sullivan

Président et
chef de la direction
Société financière IGM

attribuables à une nouvelle clientèle aisée dont l'actif investi dépasse 500 000 \$ ont augmenté de 58,3 % depuis 2020. La modernisation des plateformes de gestion de placements et de planification financière d'IG s'est poursuivie en 2023. La solution Mortgage Cloud de nesto, lancée en 2023 et dont l'intégration se poursuit en 2024, aide les conseillers IG à offrir à la clientèle une expérience hypothécaire numérique plus facile, plus rapide et de meilleure qualité. De même, notre plateforme de planification financière, issue d'un fournisseur de logiciels de premier plan dans le secteur, Conquest Planning, est devenue un élément essentiel de nos activités de planification financière et continue d'offrir un niveau de planification très réactif, sophistiqué et souple, à un moment où les conseillers s'adaptent aux attentes, aux priorités et aux scénarios changeants de la clientèle.

Au cours de l'exercice, IG a lancé les Services-conseils privés aux entreprises IG, une équipe spécialisée qui soutient les propriétaires de petites et moyennes entreprises canadiennes en leur offrant des conseils dans des domaines clés comme la stratégie de croissance, la mobilisation de capitaux, les fusions, les acquisitions, ainsi que les dessaisissements.

Nous avons continué d'améliorer notre modèle d'engagement de la clientèle à canaux multiples tout au long de 2023, ce qui nous a permis d'offrir une expérience de planification financière de premier ordre pour l'ensemble des besoins de la clientèle, tout en demeurant dévoués

à la croissance des segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée. Ce modèle comprend un canal des services-conseils personnalisés qui offre un accès complet à des conseillers financiers experts, et IG Gestion connectée, une offre numérique appuyée par des conseils d'experts en planification. Ensemble, IG Gestion connectée et le canal des services-conseils personnalisés forment notre canal organisationnel dont l'actif combiné s'élevait à 6,1 G\$ au 31 décembre 2023.

Le partenariat historique conclu avec Rockefeller au cours de l'exercice fait progresser notre stratégie visant à accroître notre présence dans les segments de la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée et offre à IG une occasion unique de partager des connaissances et de favoriser des partenariats d'affaires entre nos entreprises liées dans l'avenir.

IGM est également l'actionnaire le plus important de Wealthsimple grâce à sa participation d'environ 25 %. Wealthsimple, l'une des sociétés de services financiers les plus innovatrices et florissantes au Canada, a été nommée l'institution financière la plus digne de confiance chez les Canadiens de moins de 45 ans par le Globe and Mail. La société jouit d'une position dominante au sein de la génération du millénaire et elle complète nos principales activités de gestion du patrimoine.

Nos efforts visant à fournir aux conseillers et à la clientèle des conseils de qualité supérieure, des outils de planification financière personnalisés, ainsi que des services et des solutions de pointe nous ont à nouveau valu des distinctions en 2023 et reflètent les investissements à forte incidence que nous avons effectués dans nos activités. IG a terminé au premier rang parmi toutes les sociétés offrant une gamme de services complète dans 10 catégories clés de la fiche de pointage annuel des courtiers (Dealers'



Nous croyons en notre capacité à générer de la croissance pour nos actionnaires au cours des années à venir, tout en travaillant à améliorer la vie des Canadiens.

R. Jeffrey Orr

Président du conseil
Société financière IGM

Report Card) d'Investment Executive, notamment en ce qui a trait à la formation des conseillers, ainsi qu'à la formation et au soutien à l'intention de la clientèle à valeur élevée. Cette réalisation remarquable consécutive au sommet sur quatre ans atteint en 2022 dans le cadre de ce rapport sectoriel de référence témoigne de notre engagement à soutenir nos conseillers en 2023 dans un contexte de marchés difficiles, de taux d'intérêt élevés et de besoins accrus de la clientèle.

Gestion d'actifs

Conformément à nos efforts visant à renforcer nos activités principales en vue d'une croissance future durable, les activités de gestion d'actifs d'IGM ont continué de tirer parti des marchés les plus prometteurs au monde grâce à son portefeuille de partenaires solides et à ses placements très pertinents.

Sous la direction de Luke Gould, Placements Mackenzie a affiché un bon rendement en 2023, malgré les défis du marché en général. Le total de l'actif géré s'est établi à 195,7 G\$, comparativement à 186,6 G\$ à la fin de 2022. En 2023, les rachats nets de fonds d'investissement se sont élevés à 2,1 G\$ et le total des rachats nets (y compris les ventes institutionnelles) s'est élevé à 1,9 G\$.

Au cours de l'exercice, Mackenzie a poursuivi sa transformation numérique grâce à diverses initiatives. En novembre, nous avons annoncé une entente avec CIBC Mellon pour offrir des capacités de gestion d'actifs améliorées par l'entremise d'OnCore, une solution de suivi de marché mondiale novatrice et moderne gérée par BNY Mellon.

En tant que société reconnue pour son désir de bâtir un monde plus durable, Mackenzie a lancé plusieurs produits clés en 2023, notamment le Fonds Global 100 Corporate Knights Mackenzie et le FINB Global 100 Corporate Knights Mackenzie, ainsi que le Fonds mondial toutes capitalisations de l'environnement en dollars US Mackenzie Greenchip, le plus important fonds à thématique environnementale du Canada.

De façon plus générale, Mackenzie a également lancé le Portefeuille FNB toutes actions Mackenzie et le Fonds mondial de dividendes en dollars US Mackenzie, de même que deux nouveaux fonds en partenariat avec Les Services Financiers Primerica, soit le Fonds d'actions mondiales charia Mackenzie FuturePath et le Fonds américain de base Mackenzie FuturePath. L'engagement de la société envers l'innovation et l'excellence des produits a permis

à son équipe spécialisée en fonds négociés en bourse (« FNB ») d'être reconnue en tant que meilleur émetteur de FNB d'actions américaines et de meilleur émetteur de FNB d'actions canadiennes dans le cadre des prix ETF Express Canada en 2023.

Au cours de l'exercice, notre entreprise de gestion d'actifs a renforcé notre réseau de partenariat au moyen de placements stratégiques qui cadrent avec nos objectifs visant à créer un monde davantage investi et à bâtir une offre de services mondiale. À cette fin, nous avons accru notre présence dans le secteur en croissance rapide de la gestion d'actifs en Chine en acquérant la participation de Power Corporation du Canada dans ChinaAMC, ce qui a porté notre participation à 27,8 %.

Étant donné que les placements alternatifs représentent une part croissante des produits tirés de la gestion mondiale d'actifs, notre participation croissante dans les actifs privés et les placements alternatifs en partenariat avec Northleaf cadre avec notre mission de stimuler la croissance et d'offrir de la valeur à long terme aux actionnaires d'IGM. L'actif géré de Northleaf s'est élevé à 26,6 G\$ en 2023, une hausse de 10,4 % par rapport à 2022, ce qui représente un taux de croissance cumulatif annuel de 22,3 % depuis le début de notre partenariat, à la fin de 2020.

Cette approche a procuré des avantages évidents au personnel, aux conseillers et aux investisseurs de Mackenzie. Pour la première fois, Mackenzie figure parmi la liste des meilleurs endroits pour travailler de Glassdoor, un palmarès fondé uniquement sur les commentaires des employés. Mackenzie a également maintenu des résultats solides dans la fiche de pointage annuelle de la clientèle du secteur, tel qu'il a été établi dans l'étude sur le point de vue des conseillers d'Environics de 2023, conservant sa position parmi les trois principaux chefs de file en termes de notes globales. Ces résultats sont d'autant plus impressionnants que Mackenzie a dû composer avec un incident lié à la cybersécurité d'un tiers au cours de l'exercice. Ils témoignent de l'attention soutenue que l'équipe accorde à la transparence et du fait qu'elle privilégie toujours les conseillers et les investisseurs.

Promouvoir le changement positif

En 2023, IGM a continué de promouvoir les initiatives qui servent et renforcent nos entreprises, nos gens et les collectivités qui nous entourent en mettant l'accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion, la durabilité environnementale, ainsi que l'engagement auprès des collectivités locales.

Nous avons poursuivi notre transition vers un milieu de travail hybride qui aidera nos employés à s'épanouir. La recherche de façons de travailler ensemble virtuellement au cours des dernières années a contribué à accélérer l'innovation et la flexibilité dans l'ensemble de nos activités, et nous continuerons d'équilibrer les avantages de flexibilité et d'efficacité du travail en mode virtuel tout en ayant une présence au bureau.

Nous travaillons sans relâche pour être un endroit où les employés à travers le pays se sentent respectés et valorisés, et pour leur donner de nombreuses occasions de développer leur carrière tandis que nous bâtissons une culture fondée sur la diversité, l'équité et l'inclusion. Nous continuerons de tirer parti des progrès que nous avons réalisés en intégrant une perspective inclusive à l'ensemble de nos activités.

Les changements climatiques sont l'un des défis majeurs de notre époque. Nous comprenons que nous avons un rôle à jouer dans la mise en œuvre de pratiques commerciales durables et dans l'investissement dans une économie résiliente aux changements climatiques. Nous nous sommes engagés à respecter les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques et nous participons à l'enquête annuelle du Carbon Disclosure Project (« CDP ») depuis 2013 afin de présenter notre approche à l'égard de la gestion des changements climatiques et des mesures et cibles connexes. Tout au long de 2023, notre groupe-ressource vert a eu une incidence positive sur nos collectivités en mettant en œuvre des initiatives qui ont donné lieu à la plantation de 650 arbres et au nettoyage des rives et des parcs dans les grandes villes canadiennes.

En tant qu'entreprise canadienne, nous savons que nous avons la responsabilité de participer activement aux collectivités dans lesquelles nous vivons et travaillons. Lors de la campagne de dons annuelle d'IGM, en appui à Centraide et à la Fondation de bienfaisance Mackenzie Ensemble, nous avons recueilli plus de 1,6 M\$ et enregistré un taux de participation record des employés. De plus, grâce à notre plateforme communautaire IG Soyez maître de votre avenir, nous avons continué à renforcer la confiance financière de quatre groupes marginalisés, soit les collectivités autochtones, les nouveaux arrivants, les aînés et les jeunes. Au cours de notre semaine annuelle de bénévolat Mackenzie Ensemble, la communauté Mackenzie s'est réunie pour donner son temps à divers organismes caritatifs.

Ensemble, ces réalisations nous ont permis d'être à nouveau reconnus en tant que l'un des 100 meilleurs employeurs au

Canada (2024), l'un des meilleurs employeurs au Canada pour la diversité (2023) et l'un des meilleurs employeurs au Manitoba (2023), par Mediacorp Canada dans le cadre de son classement annuel des entreprises qui offrent un milieu de travail exceptionnel à leurs employés. Nous nous sommes également une fois de plus classés au palmarès des 100 entreprises les plus durables au monde pour 2024 de Corporate Knights.

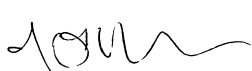
2024 et par la suite

Notre solide équipe de talents et de leaders a livré une performance exceptionnelle face aux fluctuations du marché et aux défis macroéconomiques. Nous avons restructuré nos entreprises principales, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie, et nous les avons combinées avec nos quatre partenaires de premier ordre, soit Rockefeller, Wealthsimple, ChinaAMC et Northleaf, afin d'être en bonne position pour enregistrer une croissance future.

Nous tenons à remercier nos équipes pour leur excellent travail en 2023, car elles ont contribué à assurer le bien-être financier des Canadiens. Les changements transformateurs des quatre dernières années ont renforcé notre capacité à rivaliser avec les gestionnaires d'actifs mondiaux et permis à notre entreprise de gestion de patrimoine d'étendre ses relations auprès de la clientèle à valeur élevée et très élevée. Ces changements, combinés à notre vaste bassin de talents expérimentés et à l'attention que nous accordons à l'exécution, ont permis de remodeler notre Société et nous ont mis sur la voie d'une croissance soutenue.

En tant que société axée sur les valeurs, IGM continuera de soutenir la croissance et le perfectionnement professionnel de ses employés et de ses conseillers, de redonner aux collectivités où nous vivons et travaillons et d'utiliser notre influence et notre capacité en tant que grande société de services financiers afin de stimuler l'incidence sociale positive et de lutter contre les changements climatiques. Après une période d'évolution et de changements retentissants, nous croyons en notre capacité à générer de la croissance et à accroître la valeur pour nos actionnaires au cours des années à venir, tout en travaillant à améliorer la vie des Canadiens.

Au nom du conseil d'administration,



James O'Sullivan

Président et
chef de la direction
Société financière IGM



R. Jeffrey Orr

Président du conseil
Société financière IGM

Structure de l'entreprise

IGM déploie les stratégies uniques de chacune de ses entreprises tout en maximisant la valeur des connaissances et des ressources partagées.

Solidité et envergure : les avantages d'appartenir au groupe de sociétés de Power Corporation.



POWER CORPORATION
DU CANADA

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Financière
IGM

Gestion de patrimoine



ROCKEFELLER
CAPITAL MANAGEMENT

Wealthsimple

Gestion d'actifs



Northleaf

Nous avons pu constater directement à quel point une meilleure planification et une meilleure gestion de l'argent peuvent changer des vies. C'est ce qui nous motive à faire progresser nos activités.

Gestion de patrimoine

La Société financière IGM a pour mission d'améliorer le bien-être financier de sa clientèle.

IG Gestion de patrimoine a continué de mettre l'accent sur son approche exhaustive de la planification financière et sur la promotion d'une culture qui place le bien-être financier des Canadiens au cœur de toutes ses activités.



Damon Murchison
Président et
chef de la direction
IG Gestion de patrimoine



121,2 G\$

Total de l'actif sous services-conseils

12,7 G\$

Entrées brutes des clients



Un montant de **6,2 M\$** recueilli à l'échelle nationale par plus de 21 000 marcheurs dans le cadre de la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine.

Classée au premier rang dans plusieurs catégories d'après la fiche de pointage (Dealers' Report Card) d'Investment Executive en 2023, ce qui représente le 2^e plus haut pointage en matière de rendement global des courtiers en fonds communs de placement à service complet



LSEG Lipper Fund Awards

5

prix LSEG Lipper pour rendement exceptionnel d'un fonds



10

trophées FundGrade A+⁺ pour le rendement

Le canal organisationnel met l'accent sur la croissance

Le canal spécialisé est passé à **3,2 G\$**

IG Gestion connectée est passée à **2,9 G\$**

ROCKEFELLER CAPITAL MANAGEMENT

Rockefeller Capital Management a été créée en 2018. Rockefeller, un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan, offre des conseils stratégiques aux particuliers et aux familles à valeur élevée et à valeur très élevée, aux institutions et aux sociétés partout aux États-Unis.

Participation de **20,5 %**

Wealthsimple

Wealthsimple est l'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada. Wealthsimple permet à IGM d'innover et d'avoir accès à des marchés à fort potentiel de croissance.

Participation de **24,7 %**

Gestion d'actifs

La Société financière IGM s'est engagée à offrir des placements novateurs et de haute qualité.

Placements Mackenzie a continué d'aider les conseillers et les investisseurs à bâtir des portefeuilles solides et à renforcer l'importance d'être investi dans tous les cycles des marchés.



MACKENZIE
Placements

Luke Gould
Président et
chef de la direction
Placements Mackenzie



195,7 G\$*

Total de l'actif géré

7,3 G\$

Total des rachats nets

INVESTIR. S'INVESTIR.

La nouvelle plateforme de marque encourage les gens à être engagés dans ce qui compte pour eux tout en investissant leur argent afin de réaliser leurs objectifs.



Reconnue comme l'un des 25 meilleurs lieux de travail d'après les commentaires des employés seulement



La station de ski White Hills près de Clarendville, à Terre-Neuve, remporte le troisième concours annuel Au sommet avec Mackenzie



11 Trophées FundGrade A+ pour un rendement des placements exceptionnel

3^e meilleur pointage général dans l'étude sur le point de vue des conseillers d'Environics en 2023

2^e en ce qui a trait à la valeur de la marque

2^e en ce qui a trait à la pénétration des ventes des conseillers

* comprend un montant de 76,8 G\$ se rapportant aux mandats de conseiller à honoraires exécutés par le secteur Gestion de patrimoine.



Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, China Asset Management Co. Ltd. maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. Notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois.

Participation de **27,8 %**

Northleaf

Northleaf est une société de placement sur les marchés privés d'envergure mondiale axée sur les sociétés et les actifs du marché intermédiaire. Ayant fait ses preuves à titre d'investisseur principal dans les secteurs des fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale, Northleaf accroît les solutions de placement que nous offrons à notre clientèle.

Participation de **56 %**

Nos gens

À IGM, nous travaillons continuellement à être un employeur qui se distingue en favorisant une culture forte, inclusive et progressiste pour nos gens, un lieu où les individus peuvent faire progresser leur carrière, accomplir le meilleur pour leurs clients et leurs collectivités et s'entraider.

Nous sommes fiers du travail accompli pour soutenir nos gens et pour bâtir une culture axée sur la performance qui favorise de solides résultats. D'ailleurs, ces efforts ont également été reconnus à l'externe. Nous sommes très fiers d'avoir été nommés à nouveau comme l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada en 2024 et, en 2023, comme l'un des meilleurs employeurs au Canada pour la diversité et l'un des meilleurs employeurs au Manitoba par Mediacorp Canada dans le cadre du classement annuel des entreprises qui offrent un milieu de travail exceptionnel à leurs employés.

Pour favoriser notre réussite collective, nous avons continué de faire évoluer notre modèle de travail afin de permettre aux employés de prospérer tout en établissant des relations entre eux et en nouant des liens significatifs avec la clientèle. Nos employés ont répondu positivement, et les résultats de notre sondage annuel sur l'engagement démontrent un taux de satisfaction impressionnant de 89 % en ce qui a trait à l'équilibre entre le travail et la vie personnelle.

Résultats du sondage

Nos gens nous ont dit combien ils sont fiers de travailler pour IGM. En effet, les meilleurs résultats liés au taux de mobilisation des employés de notre sondage annuel sont attribuables à nos gestionnaires et à nos initiatives sur la diversité, l'équité et l'inclusion et sur la durabilité, qui continuent de se classer au-dessus des taux de référence externes. Voici quelques faits saillants de notre sondage annuel sur l'engagement des employés :

89 % affirment qu'IGM crée un environnement où les gens possédant divers antécédents peuvent réussir

88 % estiment que tous les membres de leur équipe sont en mesure de réaliser leur plein potentiel à IGM, peu importe qui ils sont

84 % estiment qu'IGM est engagée à assurer le développement durable au sein de son entreprise, et des produits et services qu'elle offre à ses clients

89 % considèrent que leur gestionnaire appuie leurs efforts pour concilier le travail et la vie personnelle

Le taux de mobilisation des employés s'élève à **78 %**, soit un taux plus élevé que les taux de référence canadien et internationaux benchmarks

Nous avons organisé des activités et des événements tout au long de l'année afin de rassembler les employés d'IGM.



Ces résultats sont conformes à nos sondages auprès de nos conseillers et de notre clientèle, lesquels sont demeurés stables ou se sont améliorés au cours du dernier exercice, ce qui témoigne du lien existant entre les employés engagés et les personnes que nous soutenons.

Diversité, équité et inclusion

En 2023, nous avons entamé la troisième année de notre campagne visant à faire progresser la diversité, l'équité et l'inclusion dans l'ensemble du secteur des services financiers. Les résultats exceptionnels de notre sondage susmentionnés reflètent l'incidence des plans de nos gestionnaires visant à faire progresser la diversité, l'équité et l'inclusion au sein de leurs équipes et témoignent des progrès réalisés et de l'engagement pris en matière de diversité, d'équité et d'inclusion à l'échelle de l'organisation. Notre conseil exécutif, notre centre d'excellence sur la diversité, l'équité et l'inclusion et sept groupes-ressources nous ont également aidés à mettre en œuvre notre stratégie à trois piliers.

Voici quelques faits saillants de 2023 :

- Croissance et participation continues dans nos sept groupes-ressources dirigés par des employés grâce à des programmes et à des activités visant à soutenir les membres et à favoriser l'apprentissage et l'engagement. Par l'intermédiaire de nos groupes-ressources représentant les identités 2SLGBTQIA+, les communautés noires, diverseABILITIES, les groupes écologiques, les Autochtones, les groupes panasiatiques et les femmes, nos gens trouvent une communauté grâce à des programmes et à des initiatives qui s'alignent sur notre stratégie globale en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, ainsi que sur nos priorités d'affaires.
- La formation intitulée Les 4 saisons de la réconciliation a été suivie par 1 300 employés et ceux-ci ont consacré du temps à la commémoration de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation du Canada.
- Nous avons lancé un nouveau programme de mentorat qui s'adresse tout particulièrement à notre groupe-ressource représentant les communautés noires et qui vise à développer et à faire progresser nos talents noirs.

Milieu de travail inclusif

Bâtir une culture favorisant les alliances et le leadership inclusif

Diversité des talents

Attirer, perfectionner et retenir les talents et favoriser leur progression

Clients et marque

Tirer parti de la diversité, de l'équité et de l'inclusion au sein du marché

Les employés de Mackenzie célèbrent le début de la saison de ski de 2023.



1 900 employés et conseillers d'IG ont pris part à la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine.

Notre engagement à l'égard du développement durable

À IGM, nous estimons que nous avons un rôle important à jouer dans la construction d'un avenir plus **radieux** pour les Canadiens.

Notre stratégie de développement durable nous permet de nous concentrer sur ce qui importe le plus pour notre entreprise et nos parties prenantes. Nous cherchons à accélérer le changement positif dans les domaines où nous pouvons avoir le plus d'impact en tant que gestionnaires de patrimoine et d'actif.

Axes prioritaires



Améliorer le bien-être financier

500 000 \$ sur cinq ans

aux organisations qui soutiennent le bien-être financier des femmes par l'intermédiaire des subventions Mackenzie Ensemble



Favoriser l'investissement durable

6,0 G\$

d'actif géré dans les solutions durables, en hausse de 25 % par rapport à 4,8 G\$ en 2022



Accélérer la diversité, l'équité et l'inclusion dans le secteur des services financiers

84 %

des employés ont participé à la déclaration volontaire grâce à notre initiative Je m'inscris!

Nos engagements



Engagée envers la mise en œuvre de pratiques commerciales responsables

- Gouvernance
- Éthique et conformité
- Gestion des risques
- Sécurité informatique et protection des renseignements personnels
- Talents et culture
- Soutien à la collectivité
- Changements climatiques et environnement

Visitez la page igmfinancial.com/fr/developpement-durable pour en savoir plus sur nos efforts en matière de développement durable.

Plus de 2 700 membres de la communauté autochtone

ont participé à un atelier de littératie financière ou ont reçu des services d'aide financière individuels dans le cadre du partenariat d'IG avec Prospérité Canada

172

sociétés et organismes gouvernementaux participant à divers enjeux liés aux facteurs ESG dans des fonds gérés par Mackenzie

Plus de 500

employés contribuent à l'un de nos sept groupes-ressources, soit une croissance de 300 % du nombre de participants par rapport à 2022

Section financière

Rapport de gestion

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	20
--	----

Gestion de patrimoine

Revue des activités	34
Revue des résultats d'exploitation par secteur	43

Gestion d'actifs

Revue des activités	50
Revue des résultats d'exploitation par secteur	59

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	65
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	67
Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	71
Gestion des risques	77
Le cadre des services financiers	95
Estimations et méthodes comptables critiques	97
Contrôles et procédures de communication de l'information	99
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	100
Autres renseignements	100

Revue financière

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	102
Rapport de l'auditeur indépendant	103
États financiers consolidés	106
Notes annexes	111

Données supplémentaires

Données trimestrielles	150
Rétrospective sur dix ans	152

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 31 décembre 2023 et 2022 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 15 février 2024.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2023, Power Corporation du Canada (« Power ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de Power, détenaient, directement ou indirectement, 62,1 % et 3,9 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM », « IGM » ou la « Société »). Les déclarations prospectives sont fournies afin de vous aider à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosions de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Prière de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Nous vous prions également d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas vous fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedarplus.ca.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières

Ce rapport contient des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des ratios non conformes aux normes IFRS qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, ils pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures et ces ratios sont utilisés afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placement des mesures additionnelles pour évaluer le rendement.

Les mesures financières non conformes aux normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice net ajusté », le « bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat », le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAII ajusté »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente »). Ces mesures ne tiennent pas compte des autres éléments qui sont non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

Les ratios non conformes aux normes IFRS comprennent ce qui suit :

Ratio	Numérateur	Dénominateur
Bénéfice ajusté par action (BPA ajusté)	Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution
Rendement (rendement ajusté) des capitaux propres	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle
Rendement des capitaux propres (rendement ajusté des capitaux propres), compte non tenu de l'incidence des titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle et de l'incidence des titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS, y compris les composantes des ratios non conformes aux normes IFRS, et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1 à 4.

Ce rapport contient également d'autres mesures financières, notamment :

- **L'actif géré et l'actif sous services-conseils** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue ses produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de notre présentation. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation. L'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent l'actif géré, l'actif sous services-conseils, les ventes, les rachats et les flux nets d'Investment Planning Counsel (« IPC ») qui ont été présentés à titre d'activités abandonnées.
- **L'actif sous services-conseils** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de notre entreprise principale du secteur Gestion de patrimoine.
- **L'actif géré** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation directe et indirecte dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. Les actifs de la clientèle de Rockefeller comprennent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.
- **Le fonds de roulement**, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, à l'exclusion des actifs et des passifs qui ne reflètent pas les activités continues.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers et conseillères et la clientèle qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. Le secteur Gestion de patrimoine de la Société comprend IG Gestion de patrimoine (« IG ») et les investissements stratégiques dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »). Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie (« Mackenzie ») et les investissements stratégiques dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »). La Société détient également une participation dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »). Au quatrième trimestre de 2023, la Société a vendu sa filiale Investment Planning Counsel (« IPC »).

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 389,4 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 288,3 G\$ au 31 décembre 2022, comme il est présenté dans le tableau 6.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM se chiffraient à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 224,2 G\$ au 31 décembre 2022. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 232,8 G\$, comparativement à 229,4 G\$ en 2022. Pour le quatrième trimestre de 2023, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 232,1 G\$, comparativement à 222,6 G\$ au quatrième trimestre de 2022.

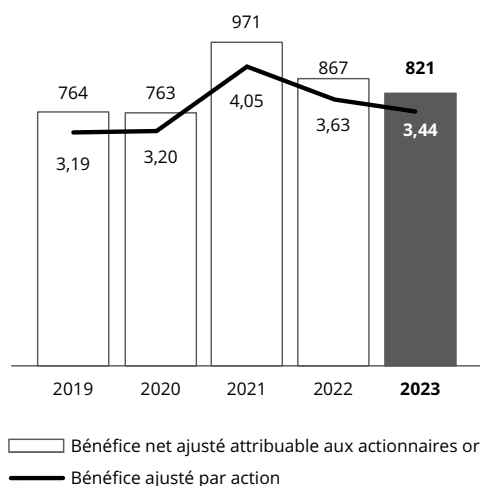
Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est chiffré à 1 148,9 M\$, ou 4,82 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 867,2 M\$, ou 3,63 \$ par action, en 2022, ce qui représente une augmentation du bénéfice par action de 32,8 %. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 419,6 M\$, ou 1,76 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 224,7 M\$, ou 0,94 \$ par action, pour

la période correspondante de 2022, ce qui représente une augmentation de 87,2 % du bénéfice par action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 820,7 M\$, ou 3,44 \$ par action, comparativement au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 867,2 M\$, ou 3,63 \$ par action, pour la période correspondante de 2022. Pour le quatrième trimestre de 2023, le bénéfice net ajusté attribuable aux

Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹ et bénéfice ajusté par action¹

Pour les exercices (en M\$, sauf les montants par action)



Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice ajusté par action excluent les montants après impôt suivants :

2019 – la quote-part des charges exceptionnelles de Lifeco revenant à la Société.

2020 – le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée et les charges de restructuration et autres charges revenant à la Société.

2021 – la contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.

2023 – le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement, ainsi que la restructuration et les autres éléments liés à IFRS 17 pour Lifeco.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 198,9 M\$, ou 0,84 \$ par action, comparativement au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 224,7 M\$, ou 0,94 \$ par action, pour la période correspondante de 2022.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les autres éléments étaient les suivants :

- Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Des charges de restructuration et autres charges de 76,2 M\$ après impôt (103,3 M\$ avant impôt), comptabilisées au deuxième trimestre, découlant d'une rationalisation et d'une simplification plus poussées du modèle opérationnel de la Société afin qu'il s'aligne davantage sur les priorités de l'entreprise. Parmi les initiatives figuraient :
 - Des changements apportés à la structure organisationnelle, notamment son harmonisation, qui permettront de mieux répondre aux besoins croissants de l'entreprise et de mettre en œuvre des initiatives stratégiques clés. Ces changements comprennent également l'optimisation des ressources et de la structure des talents de la Société pour mieux répondre aux besoins croissants de l'entreprise, favoriser les partenariats dans l'ensemble de l'entreprise et exercer les activités de façon plus efficace et efficiente.
 - Une transformation numérique qui se traduira par l'abandon des systèmes en double, de même que l'automatisation et la modernisation de notre infrastructure technologique dans le but d'accroître l'efficacité et la capacité de la Société à répondre aux besoins de la clientèle.
 - Une consolidation immobilière de l'empreinte d'IG Gestion de patrimoine qui reflétera l'adoption d'un modèle de travail hybride et de nouvelles technologies.
- Un profit à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$ après impôt (172,9 M\$ avant impôt), comprenant un montant de 174,8 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée sur une base prospective au deuxième trimestre.
- L'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, comptabilisé au deuxième trimestre, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de façon prospective.

Les capitaux propres se chiffraient à 6,7 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2022. Le rendement ajusté des capitaux propres (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des autres mesures financières) pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 13,0 %, contre 14,3 % pour la période correspondante de 2022. Le rendement ajusté

des capitaux propres, compte non tenu de l'incidence des titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des autres mesures financières), pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 13,7 %, comparativement à 15,6 % en 2022. En 2023, le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'à la fin de 2022.

Faits nouveaux en 2023

Rockefeller Capital Management

Le 3 avril 2023, la Société financière IGM a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller, un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan aux États-Unis, pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Les faits saillants de la transaction liée à Rockefeller comprennent ce qui suit :

- l'expansion de l'empreinte d'IGM en gestion de patrimoine, par l'intermédiaire de Rockefeller, vers les États-Unis, grâce à une marque et à un modèle d'affaires axés sur la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée;
- une participation stratégique permettant à IGM d'occuper deux sièges au conseil d'administration et lui conférant le droit d'accroître sa participation dans Rockefeller à l'avenir;
- la possibilité, pour Rockefeller et IG Gestion de patrimoine, le secteur de la gestion de patrimoine d'IGM, de partager des connaissances et de collaborer.

Parallèlement à la transaction liée à Rockefeller, IGM a conclu une entente visant la vente de la totalité d'IPC à La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie ») pour un montant de 575 M\$. Le paiement de 835 M\$ (622 M\$ US) relativement à la transaction liée à Rockefeller a été effectué le 2 juin 2023.

Les résultats financiers de Rockefeller sont comptabilisés dans le secteur Gestion de patrimoine de la Société.

Investment Planning Counsel Inc. – Activités abandonnées

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC pour un produit de 575 M\$ plus les ajustements et a comptabilisé un profit de 220,7 M\$.

En vertu d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées du secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net tiré des activités abandonnées pour toutes les périodes considérées est présenté à titre de poste distinct dans les résultats consolidés et les résultats par secteurs.

China Asset Management Co., Ltd.

Le 12 janvier 2023, la Société a conclu la transaction visant l'acquisition de la participation de 13,9 % de Power dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$, ce qui a entraîné une hausse de la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %. Afin de financer partiellement la transaction, la Société financière IGM a vendu 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power

pour une contrepartie en trésorerie de 553 M\$, ce qui a réduit la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4 % à 2,4 %. La Société a comptabilisé un profit à la vente des actions de Lifeco de 174,8 M\$, déduction faite de l'impôt. La contrepartie restante de 597 M\$ a été financée au moyen des ressources financières existantes de la Société, y compris des dividendes de 22 M\$ reçus après le 31 mars 2022 relativement aux actions de Lifeco qui ont été vendues.

Les avantages de l'acquisition de ChinaAMC comprennent :

- l'accroissement de la participation au secteur de la gestion d'actifs chinois en pleine croissance, grâce à une

Tableau 1 : Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022
<i>(en M\$, sauf le bénéfice par action)</i>					
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	198,9 \$	209,8 \$	224,7 \$	820,7 \$	867,2 \$
Profit à la vente d'IPC	220,7	–	–	220,7	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	168,6	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	419,6 \$	209,8 \$	224,7 \$	1 148,9 \$	867,2 \$
Bénéfice ajusté par action¹	0,84 \$	0,88 \$	0,94 \$	3,44 \$	3,63 \$
Profit à la vente d'IPC	0,92	–	–	0,93	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	(0,32)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	0,71	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	0,06	–
Bénéfice par action²	1,76 \$	0,88 \$	0,94 \$	4,82 \$	3,63 \$
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 156	238 550	237 958	238 418	238 996
BAIIA avant les commissions de vente¹	345,8 \$	362,3 \$	366,1 \$	1 404,2 \$	1 425,6 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(26,7)	(30,2)	(22,2)	(116,7)	(130,8)
BAIIA après les commissions de vente¹	319,1	332,1	343,9	1 287,5	1 294,8
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	26,7	30,2	22,2	116,7	123,5
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(25,2)	(24,2)	(20,9)	(94,2)	(77,6)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(26,5)	(27,1)	(26,2)	(106,5)	(104,0)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	294,1	311,0	319,0	1 203,5	1 236,7
Charges d'intérêts ³	38,6	41,3	28,7	141,0	113,8
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat – activités poursuivies et activités abandonnées¹	255,5	269,7	290,3	1 062,5	1 122,9
Impôt sur le résultat	54,9	59,8	63,3	238,2	250,4
Bénéfice net ajusté¹	200,6	209,9	227,0	824,3	872,5
Profit à la vente d'IPC	220,7	–	–	220,7	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	168,6	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	15,1	–
Bénéfice net	421,3 \$	209,9 \$	227,0 \$	1 152,5 \$	872,5 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Bénéfice dilué par action.

3. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location et, aux deuxième et quatrième trimestres de 2023, elles comprennent aussi les intérêts sur la facilité de crédit.

participation importante dans l'un des gestionnaires d'actifs de premier plan en Chine;

- le renforcement des relations et des occasions d'affaires entre Mackenzie et ChinaAMC au fur et à mesure que Mackenzie crée des solutions mondiales, entièrement diversifiées et différenciées pour ses clients et qu'elle renforce les occasions de distribution en Chine;
- la simplification de la structure organisationnelle de la Société financière IGM et de Power par le regroupement de leur participation dans ChinaAMC au sein de Mackenzie.

Les résultats financiers de ChinaAMC sont comptabilisés dans le secteur Gestion d'actifs de la Société.

Aperçu des marchés

Les rendements des marchés des capitaux étaient positifs au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

- L'indice composé de rendement total S&P/TSX a augmenté de 8,1 % au quatrième trimestre de 2023 et de 11,8 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice de rendement total S&P 500, ont augmenté de 11,7 % au quatrième trimestre de 2023 et de 26,3 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers européens, représentés par l'indice de rendement total MSCI Europe (net), ont augmenté de 6,4 % au quatrième trimestre de 2023 et de 15,8 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers asiatiques, représentés par l'indice de rendement total MSCI AC Asia Pacific (net), ont augmenté de 8,0 % au quatrième trimestre de 2023 et de 11,4 % pour l'exercice.
- L'indice obligataire universel de rendement total FTSE TMX Canada a augmenté de 8,3 % au quatrième trimestre de 2023 et de 6,7 % pour l'exercice.
- Les placements de nos clients ont obtenu un rendement moyen de 6,7 % au quatrième trimestre de 2023 et de 9,9 % pour l'exercice (excluant IPC).

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté de 7,1 %, passant de 224,2 G\$ au 31 décembre 2022 à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023. Se reporter au tableau 6 pour consulter la ventilation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM.

Secteurs à présenter

Au quatrième trimestre de 2023, la Société a restructuré ses secteurs à présenter afin de mieux caractériser et simplifier ses secteurs d'activité, lesquels comprennent maintenant les secteurs de la gestion du patrimoine et de la gestion d'actifs.

La révision des secteurs reflète la réorganisation de Rockefeller et de Wealthsimple au sein du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de ChinaAMC et de Northleaf au sein du secteur Gestion d'actifs. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice déclaré de la Société. Les données comparatives des périodes précédentes ont été retraitées pour tenir compte de la réorganisation des secteurs.

Les secteurs à présenter de la Société sont Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Activités internes et autres. Ces secteurs tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2, 3 et 4).

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de ses courtiers en valeurs mobilières, de ses courtiers en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur. Ce secteur comprenait également IPC, qui a été vendue le 30 novembre 2023. Les résultats d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les

Tableau 2 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Trimestres clos les <i>(en M\$)</i>	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022
Produits								
Gestion de patrimoine	551,7 \$	530,8 \$	– \$	– \$	(1,7)\$	– \$	550,0 \$	530,8 \$
Gestion d'actifs	–	–	259,5	260,5	(25,2)	(27,0)	234,3	233,5
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(76,0)	(76,9)	(0,7)	(0,1)	(76,7)	(77,0)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	183,5	183,6	(25,9)	(27,1)	157,6	156,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,7	2,1	4,0	5,6	2,9	7,2	10,6	14,9
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,8)	(0,4)	32,3	24,9	19,1	40,9	50,6	65,4
	554,6	532,5	219,8	214,1	(5,6)	21,0	768,8	767,6
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	232,4	217,2	20,8	21,3	–	–	253,2	238,5
Activités et services de soutien	115,9	108,9	92,7	91,3	0,2	(0,2)	208,8	200,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	43,0	41,5	1,2	1,0	(27,5)	(27,0)	16,7	15,5
	391,3	367,6	114,7	113,6	(27,3)	(27,2)	478,7	454,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹	163,3	164,9	105,1	100,5	21,7	48,2	290,1	313,6
Charges d'intérêts ²	26,0	22,6	6,5	5,9	–	–	32,5	28,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	137,3	142,3	98,6	94,6	21,7	48,2	257,6	285,1
Impôt sur le résultat	36,6	38,2	20,1	20,2	(0,7)	3,4	56,0	61,8
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	100,7	104,1	78,5	74,4	22,4	44,8	201,6	223,3
Bénéfice net – activités abandonnées	3,5	3,5	–	–	(4,5)	0,2	(1,0)	3,7
Bénéfice net ajusté¹	104,2	107,6	78,5	74,4	17,9	45,0	200,6	227,0
Participation ne donnant pas le contrôle	–	0,2	1,7	2,1	–	–	1,7	2,3
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	104,2 \$	107,4 \$	76,8 \$	72,3 \$	17,9 \$	45,0 \$	198,9	224,7
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Profit à la vente d'IPC							220,7	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							419,6 \$	224,7 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.

- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des activités principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif

sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue ses produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de notre présentation. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes activités principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation. L'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent l'actif géré, l'actif sous services-conseils, les ventes, les rachats et les flux nets d'IPC qui ont été présentés à titre d'activités abandonnées.

L'actif sous services-conseils est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

Tableau 3 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Cumul annuel

Exercices clos les <i>(en M\$)</i>	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022
Produits								
Gestion de patrimoine	2 206,2 \$	2 159,9 \$	– \$	– \$	(6,5)\$	– \$	2 199,7 \$	2 159,9 \$
Gestion d'actifs	–	–	1 051,2	1 077,7	(102,2)	(110,5)	949,0	967,2
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(311,4)	(327,6)	(2,7)	–	(314,1)	(327,6)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	739,8	750,1	(104,9)	(110,5)	634,9	639,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,3	2,4	12,0	5,7	12,3	14,2	37,6	22,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,3)	(0,4)	121,4	82,9	66,9	128,2	185,0	210,7
	2 216,2	2 161,9	873,2	838,7	(32,2)	31,9	3 057,2	3 032,5
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	922,7	882,7	83,5	79,4	–	–	1 006,2	962,1
Activités et services de soutien	438,5	424,0	362,7	360,5	1,2	2,1	802,4	786,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	172,4	169,1	4,6	4,9	(111,3)	(110,5)	65,7	63,5
	1 533,6	1 475,8	450,8	444,8	(110,1)	(108,4)	1 874,3	1 812,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt sur le résultat¹	682,6	686,1	422,4	393,9	77,9	140,3	1 182,9	1 220,3
Charges d'intérêts ²	98,2	89,7	25,0	23,5	–	–	123,2	113,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	584,4	596,4	397,4	370,4	77,9	140,3	1 059,7	1 107,1
Impôt sur le résultat	156,1	159,7	83,8	81,6	(2,0)	4,7	237,9	246,0
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	428,3	436,7	313,6	288,8	79,9	135,6	821,8	861,1
Bénéfice net – activités abandonnées	15,0	11,3	–	–	(12,5)	0,1	2,5	11,4
Bénéfice net ajusté¹	443,3	448,0	313,6	288,8	67,4	135,7	824,3	872,5
Participation ne donnant pas le contrôle	0,2	0,2	3,4	5,1	–	–	3,6	5,3
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	443,1 \$	447,8 \$	310,2 \$	283,7 \$	67,4 \$	135,7 \$	820,7	867,2
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Profit à la vente d'IPC							220,7	–
Charges de restructuration et autres charges							(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco							168,6	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco							15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							1 148,9 \$	867,2 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

L'actif géré est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif

géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation directe et indirecte dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. Les actifs de la clientèle de Rockefeller comprennent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.

Présentation financière

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des

Tableau 4 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2023

<i>Trimestres clos les</i> <i>(en M\$)</i>	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2023	30 sept. 2023
Produits								
Gestion de patrimoine	551,7 \$	564,8 \$	– \$	– \$	(1,7)\$	(1,7)\$	550,0 \$	563,1 \$
Gestion d'actifs	–	–	259,5	265,7	(25,2)	(25,8)	234,3	239,9
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(76,0)	(77,9)	(0,7)	(0,7)	(76,7)	(78,6)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	183,5	187,8	(25,9)	(26,5)	157,6	161,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,7	2,2	4,0	2,5	2,9	3,2	10,6	7,9
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,8)	0,7	32,3	25,1	19,1	12,7	50,6	38,5
	554,6	567,7	219,8	215,4	(5,6)	(12,3)	768,8	770,8
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	232,4	234,3	20,8	19,0	–	–	253,2	253,3
Activités et services de soutien	115,9	108,8	92,7	87,2	0,2	0,4	208,8	196,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	43,0	43,8	1,2	1,2	(27,5)	(28,2)	16,7	16,8
	391,3	386,9	114,7	107,4	(27,3)	(27,8)	478,7	466,5
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt sur le résultat ¹	163,3	180,8	105,1	108,0	21,7	15,5	290,1	304,3
Charges d'intérêts ²	26,0	25,9	6,5	6,6	–	0,1	32,5	32,6
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	137,3	154,9	98,6	101,4	21,7	15,4	257,6	271,7
Impôt sur le résultat	36,6	41,2	20,1	22,4	(0,7)	(3,3)	56,0	60,3
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies ¹	100,7	113,7	78,5	79,0	22,4	18,7	201,6	211,4
Bénéfice net – activités abandonnées	3,5	4,5	–	–	(4,5)	(6,0)	(1,0)	(1,5)
Bénéfice net ajusté ¹	104,2	118,2	78,5	79,0	17,9	12,7	200,6	209,9
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	1,7	0,1	–	–	1,7	0,1
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	104,2 \$	118,2 \$	76,8 \$	78,9 \$	17,9 \$	12,7 \$	198,9	209,8
Autres éléments ¹ , déduction faite de l'impôt								
Profit à la vente d'IPC							220,7	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							419,6 \$	209,8 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux

services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.

- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.
- **Quote-part du bénéfice des entreprises associées** – Il s'agit de la quote-part du bénéfice des participations mises en équivalence revenant à la Société, y compris Lifeco, ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à la clientèle du secteur Gestion de patrimoine et d'activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Ces dépenses comprennent

la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des niveaux de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients et clientes, ainsi que le nombre de relations qui existent avec les conseillers et la clientèle.

- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des niveaux de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location. La variation des charges d'intérêts pour le trimestre et l'exercice découle de l'incidence de l'émission de débentures à 5,426 % d'un montant de 300 M\$ le 26 mai 2023. La charge d'intérêts

est affectée à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. Les charges d'intérêts liées à la facilité de crédit, qui correspondait au financement temporaire mis en place au deuxième trimestre de 2023 et qui a été remboursée au quatrième trimestre avant la clôture de la vente d'IPC, sont comprises dans les activités abandonnées et ont totalisé 6,0 M\$ et 17,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

En décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») a publié le modèle de règles du Pilier Deux, qui définit la structure d'un nouveau régime prévoyant un impôt minimum mondial de 15 %. À ce jour, l'Irlande et le Royaume-Uni sont les seuls pays où la Société exerce ses activités à avoir adopté une loi, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024. Le projet de loi du Pilier Deux au Canada n'a pas été quasi adopté. Cependant, lorsqu'il sera adopté, la loi devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

L'évaluation de l'exposition potentielle à l'impôt sur le résultat en vertu des règles du Pilier Deux est fondée sur les

Tableau 5 : Taux d'imposition effectif¹

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,65 %	26,59 %	26,64 %	26,68 %	26,63 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées	(4,37)	(2,84)	(5,61)	(3,40)	(4,56)
Autres	(0,58)	(1,52)	0,63	(0,46)	0,15
Taux d'imposition effectif – avant les autres éléments	21,70	22,23	21,66	22,82	22,22
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	(3,68)	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	(0,35)	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net tiré des activités poursuivies	21,70 %	22,23 %	21,66 %	18,79 %	22,22 %

1. Les taux d'imposition effectifs pour les chiffres comparatifs ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées à IPC des bénéfices.

déclarations de revenus les plus récentes, sur la présentation de l'information par pays ainsi que sur les états financiers de la Société et de ses filiales en tant que groupe de sociétés liées. Selon cette évaluation, les taux d'imposition effectifs en vertu des règles du Pilier Deux des territoires importants dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités sont supérieurs à 15 %. L'impôt sur le résultat en vertu des règles du Pilier Deux pourrait s'appliquer dans des territoires non significatifs où, toutefois, la Société et ses filiales ne s'attendent pas à y être exposées de façon importante.

Les autres éléments, qui figurent aux tableaux 2, 3 et 4, comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre et ils ne sont pas attribués à des secteurs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Des charges de restructuration et autres charges de 76,2 M\$ après impôt (103,3 M\$ avant impôt), comptabilisées au deuxième trimestre, découlant d'une rationalisation et d'une simplification plus poussées du modèle opérationnel de la Société afin qu'il s'aligne davantage sur les priorités de l'entreprise. Parmi les initiatives figuraient :
 - Des changements apportés à la structure organisationnelle, notamment son harmonisation, qui permettront de mieux répondre aux besoins croissants de l'entreprise et de mettre en œuvre des initiatives stratégiques clés. Ces changements comprennent également l'optimisation des ressources et de la structure des talents de la Société pour mieux répondre aux besoins croissants de l'entreprise, favoriser les partenariats dans l'ensemble de l'entreprise et exercer les activités de façon plus efficace et efficiente.
 - Une transformation numérique qui se traduira par l'abandon des systèmes en double, de même que l'automatisation et la modernisation de notre infrastructure technologique dans le but d'accroître l'efficacité et la capacité de la Société à répondre aux besoins de la clientèle.
 - Une consolidation immobilière de l'empreinte d'IG Gestion de patrimoine qui reflétera l'adoption d'un modèle de travail hybride et de nouvelles technologies.
- Un profit à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$ après impôt (172,9 M\$ avant impôt), comprenant un montant de 174,8 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée sur une base prospective au deuxième trimestre.

- L'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, comptabilisé au deuxième trimestre, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de façon prospective.

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 389,4 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 288,3 G\$ au 31 décembre 2022, comme il est présenté dans le tableau 6.

Au 31 décembre 2023, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 240,2 G\$, comparativement à 224,2 G\$ au 31 décembre 2022, soit une augmentation de 7,1 %, comme il est présenté au tableau 6. Au 31 décembre 2023, l'actif géré s'élevait à 226,6 G\$, comparativement à 213,6 G\$ au 31 décembre 2022, soit une hausse de 6,1 %.

Les sorties nettes de l'actif géré et l'actif sous services-conseils pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 se chiffraient à 2,0 G\$ par rapport à des entrées nettes de 859 M\$ en 2022, comme il est présenté au tableau 6. Les rachats nets de fonds d'investissement pour l'exercice se sont chiffrés à 4,3 G\$ en 2023, comparativement à des rachats nets de 1,0 G\$ en 2022. Pour le quatrième trimestre de 2023, les sorties nettes se sont établies à 1,2 G\$ par rapport à des sorties nettes de 520 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022, comme il est présenté au tableau 6. Pour le quatrième trimestre, les rachats nets de fonds d'investissement se sont chiffrés à 1,9 G\$ par rapport à des rachats nets de 1,6 G\$ en 2022. Les flux nets et les ventes nettes sont fondés sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller pour la Canada Vie et le secteur Gestion de patrimoine.

La Société tire également parti des actifs gérés sous-jacents des investissements de la Société dans des entreprises associées, notamment ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller, et de sa participation dans Wealthsimple, qui est classée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société a inclus la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de ces investissements lui revenant dans son actif géré et son actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, en fonction de sa participation directe et indirecte dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2023, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 1 823,6 milliards RMB¥ (341,0 G\$), comparativement à 1 721,6 milliards RMB¥ (337,6 G\$) au 31 décembre 2022, soit une hausse de 5,9 % (1,0 % en \$ CA). Au 31 décembre 2022, la Société financière IGM détenait une participation de 13,9 % dans ChinaAMC, laquelle est passée à 27,8 % le 12 janvier 2023.

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils

	Gestion de patrimoine ¹		Gestion d'actifs ²		éliminations intersociétés ³		Données consolidées	
(en M\$)	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022
Trimestres clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	2 628 \$	2 125 \$	1 736 \$	1 559 \$	– \$	– \$	4 364 \$	3 684 \$
Entrées brutes des courtiers ³	3 089	3 031	–	–	–	–	3 089	3 031
Entrées liées aux activités abandonnées	1 196	1 157	–	–	–	–	1 196	1 157
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ⁴	(1 052)	(718)	(987)	(966)	–	–	(2 039)	(1 684)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	161	134	–	–	161	134
Ventes nettes de fonds d'investissement	(1 052)	(718)	(826)	(832)	–	–	(1 878)	(1 550)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	–	–	(186)	(135)	–	–	(186)	(135)
Ventes nettes des produits d'IGM	(1 052)	(718)	(1 012)	(967)	–	–	(2 064)	(1 685)
Autres flux nets des courtiers	824	1 147	–	–	1	18	825	1 165
Total des flux nets ³	(228)	429	(1 012)	(967)	1	18	(1 239)	(520)
Flux nets liés aux activités abandonnées	387	45	–	–	17	35	404	80
Total des flux nets, y compris les activités abandonnées ³	160	476	(1 012)	(967)	17	51	(835)	(440)
Exercices clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	10 917 \$	10 587 \$	7 270 \$	7 496 \$	– \$	– \$	18 187 \$	18 083 \$
Entrées brutes des courtiers ³	12 650	12 872	–	–	–	–	12 650	12 872
Entrées liées aux activités abandonnées	4 671	4 424	–	–	–	–	4 671	4 424
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ⁴	(2 254)	43	(2 314)	(1 736)	–	–	(4 568)	(1 693)
Créations nettes de parts de FNB ⁵	–	–	245	705	–	–	245	705
Ventes nettes de fonds d'investissement	(2 254)	43	(2 069)	(1 031)	–	–	(4 323)	(988)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ⁶	–	–	192	(834)	–	–	192	(834)
Ventes nettes des produits d'IGM	(2 254)	43	(1 877)	(1 865)	–	–	(4 131)	(1 822)
Autres flux nets des courtiers	2 089	2 647	–	–	1	34	2 090	2 681
Total des flux nets ³	(165)	2 690	(1 877)	(1 865)	1	34	(2 041)	859
Flux nets liés aux activités abandonnées	728	255	–	–	98	43	826	298
Total des flux nets, y compris les activités abandonnées ³	567	2 951	(1 877)	(1 865)	95	71	(1 215)	1 157

1. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont présentés dans l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine et dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine.
2. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller pour la Canada Vie et le secteur Gestion de patrimoine.
3. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.
4. L'actif géré et les ventes nettes d'IG Gestion de patrimoine comprennent les comptes à gestion distincte.
5. FNB – Au cours de l'exercice 2022, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 675 M\$ parmi les FNB de Mackenzie.
6. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes
 - Au cours du deuxième trimestre de 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.
 - Au cours du premier trimestre de 2022, un investisseur institutionnel a fait des rachats de 291 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller.

Au 31 décembre 2023, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 26,6 G\$, comparativement à 24,1 G\$ au 31 décembre 2022, soit une hausse de 10,4 %. La Société financière IGM détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Au 31 décembre 2023, les actifs de la clientèle de Rockefeller se chiffraient à 122,1 G\$ US (161,6 G\$). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 décembre 2023, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 31,0 G\$, comparativement à 18,3 G\$ au 31 décembre 2022, soit une hausse de 69,4 %. La Société financière IGM détient une participation de 24,7 % dans Wealthsimple.

Les variations de l'actif géré des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils (suite)

	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Éliminations intersociétés ¹		Données consolidées	
(en M\$)	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2023	31 déc. 2022
Actif géré et actif sous services-conseils								
IG Gestion de patrimoine								
Actif géré ²	107 635 \$	99 275 \$						
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	13 588	11 541						
Actif sous services-conseils	121 223	110 816						
Placements Mackenzie								
Fonds communs de placement			56 408 \$	54 434 \$				
FNB ³			5 507	5 219				
Fonds d'investissement			61 915	59 653				
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			7 367	6 422				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ⁴			49 665	47 023				
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			57 032	53 445				
Actif géré des tiers			118 947	113 098				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ⁴			76 758	73 514				
Total de l'actif géré			195 705	186 612				
Données consolidées, excluant les activités abandonnées⁵								
Actif géré	107 635 \$	99 275 \$	195 705 \$	186 612 \$	(76 758) \$	(72 336) \$	226 582 \$	213 551 \$
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	121 223	110 816	195 705	186 612	(76 758)	(73 186)	240 170	224 242
Investissements stratégiques⁶								
ChinaAMC			94 792	46 932				
Northleaf			14 912	13 521				
Rockefeller	33 061	–						
Wealthsimple	7 657	4 447						
Éliminations intrasectorielles	(6)	–	(260)	(156)				
	40 712	4 447	109 444	60 297	(901)	(719)	149 255	64 025
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les investissements stratégiques⁵								
	161 935	115 263	305 149	246 909	(77 659)	(73 905)	389 425	288 267

1. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

2. L'actif géré du secteur Gestion de patrimoine comprend les comptes à gestion distincte.

3. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 12,9 G\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 12,4 G\$).

4. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et des activités abandonnées de Mackenzie, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie.

5. Exclut les activités abandonnées d'IPC en 2022 : 4,6 G\$ au titre de l'actif géré et 29,5 G\$ au titre de l'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine, (4,4) G\$ au titre d'entrées liées aux éliminations relativement à l'actif sous services-conseils et 25,2 G\$ au titre de l'actif géré et de l'actif sous-services conseils consolidés d'IGM.

6. La quote-part de l'actif géré des investissements stratégiques comprend 27,8 % (2022 – 13,9 %) de l'actif géré de ChinaAMC, 56 % (2022 – 56 %) de l'actif géré de Northleaf, 20,5 % (2022 – néant) des actifs des clients de Rockefeller et 24,7 % (2022 – 24,3 %) de l'actif sous services-conseils de Wealthsimple.

dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

Principales données annuelles

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 7.

Bénéfice net et bénéfice par action – À l'exception du rapprochement présenté au tableau 7, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent principalement de l'évolution de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 309,8 G\$ en 2021, ont diminué pour s'établir à 288,3 M\$ en 2022 et ont augmenté pour s'établir à 389,4 M\$ en 2023. L'augmentation en 2023 est principalement attribuable à l'augmentation de la quote-part de la participation dans ChinaAMC, à la participation dans Rockefeller et à l'augmentation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des activités principales.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils se sont chiffrés à 248,8 G\$ en 2021, ont diminué pour s'établir à 224,2 G\$ en 2022 et ont augmenté pour s'établir à 240,2 G\$ en 2023. Les variations sont principalement attribuables aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 232,8 G\$, comparativement à 229,4 G\$ en 2022. L'incidence de l'évolution du total de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen et des autres éléments pertinents sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats d'exploitation par secteur » dans les sections relatives à IG Gestion de patrimoine et à Mackenzie du rapport de gestion.

Le bénéfice net des périodes futures dépendra principalement du volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, qui continuera d'être touché par la conjoncture mondiale.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,25 \$ en 2023, soit le même montant qu'en 2022 et en 2021.

Sommaire des résultats trimestriels

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne de l'actif géré reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

Tableau 7 : Principales données annuelles

	2023	2022	2021
États consolidés du résultat net (en M\$)			
Produits			
Gestion de patrimoine	2 199,7 \$	2 159,9 \$	2 231,2 \$
Gestion d'actifs – produits nets	634,9	639,6	657,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	37,6	22,3	10,9
Quote-part du résultat des entreprises associées	185,0	210,7	196,4
	3 057,2	3 032,5	3 096,0
Charges	1 997,5	1 925,4	1 866,7
	1 059,7	1 107,1	1 229,3
Charges de restructuration et autres charges	(103,3)	–	–
Profit à la vente de Lifeco	172,9	–	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	15,1	–	–
Profit à la vente de Personal Capital	–	–	10,6
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 144,4	1 107,1	1 239,9
Impôt sur le résultat	215,1	246,0	279,2
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	929,3	861,1	960,7
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	223,2	11,4	20,2
Bénéfice net	1 152,5	872,5	980,9
Participation ne donnant pas le contrôle	(3,6)	(5,3)	(2,0)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 148,9 \$	867,2 \$	978,9 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	820,7 \$	867,2 \$	971,2 \$
Autres éléments :			
Profit à la vente d'IPC	220,7	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(76,2)	–	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	168,6	–	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	15,1	–	–
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	–	–	7,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 148,9 \$	867,2 \$	978,9 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice ajusté par action ¹			
– De base	3,45 \$	3,64 \$	4,07 \$
– Dilué	3,44	3,63	4,05
Bénéfice par action			
– De base	4,83	3,64	4,10
– Dilué	4,82	3,63	4,08
Dividendes par action (\$)			
Actions ordinaires	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	164,8 \$	164,0 \$	168,0 \$
Total de l'actif géré	220,7	220,8	227,0
Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils	232,8	229,4	233,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	169,5 \$	158,9 \$	178,9 \$
Total de l'actif géré	226,6	213,6	240,7
Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils	240,2	224,2	248,8
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques² (en G\$)			
	389,4 \$	288,3 \$	309,8 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	18 663 \$	18 738 \$	17 661 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	2 400 \$	2 100 \$	2 100 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	238 132	237 668	239 679
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 418	238 996	240 019

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Comme il est décrit aux définitions de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, l'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Tableau 8 : Sommaire des résultats trimestriels

	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023	T4 2022	T3 2022	T2 2022	T1 2022
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	550,0 \$	563,1 \$	552,5 \$	534,1 \$	530,8 \$	532,6 \$	535,3 \$	561,2 \$
Gestion d'actifs	234,3	239,9	238,7	236,1	233,5	235,7	241,9	256,1
Charge de rémunération des courtiers	(76,7)	(78,6)	(79,5)	(79,3)	(77,0)	(77,4)	(82,1)	(91,1)
Gestion d'actifs – produits nets	157,6	161,3	159,2	156,8	156,5	158,3	159,8	165,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	10,6	7,9	8,1	11,0	14,9	10,3	(0,4)	(2,5)
Quote-part du résultat des entreprises associées	50,6	38,5	42,9	53,0	65,4	46,9	50,0	48,4
	768,8	770,8	762,7	754,9	767,6	748,1	744,7	772,1
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	253,2	253,3	254,0	245,7	238,5	235,1	243,5	245,0
Activités et services de soutien	208,8	196,4	195,4	201,8	200,0	189,9	193,6	203,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	16,7	16,8	16,4	15,8	15,5	15,2	15,4	17,4
Charges d'intérêts ¹	32,5	32,6	30,0	28,1	28,5	28,5	28,3	27,9
	511,2	499,1	495,8	491,4	482,5	468,7	480,8	493,4
Bénéfice avant les éléments suivants	257,6	271,7	266,9	263,5	285,1	279,4	263,9	278,7
Charges de restructuration et autres charges	-	-	(103,3)	-	-	-	-	-
Profit à la vente de Lifeco	-	-	(6,2)	179,1	-	-	-	-
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	-	-	15,1	-	-	-	-	-
Bénéfice avant impôt sur le résultat	257,6	271,7	172,5	442,6	285,1	279,4	263,9	278,7
Impôt sur le résultat	56,0	60,3	35,5	63,3	61,8	63,4	58,5	62,3
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	201,6	211,4	137,0	379,3	223,3	216,0	205,4	216,4
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	219,7	(1,5)	1,8	3,2	3,7	1,0	3,0	3,7
Bénéfice net	421,3	209,9	138,8	382,5	227,0	217,0	208,4	220,1
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,1	0,6	1,2	2,3	0,9	1,3	0,8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$	381,3 \$	224,7 \$	216,1 \$	207,1 \$	219,3 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ²	198,9 \$	209,8 \$	205,5 \$	206,5 \$	224,7 \$	216,1 \$	207,1 \$	219,3 \$
Autres éléments :								
Profit à la vente d'IPC	220,7	-	-	-	-	-	-	-
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt (27,1 M\$)	-	-	(76,2)	-	-	-	-	-
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt (premier trimestre – 4,3 M\$)	-	-	(6,2)	174,8	-	-	-	-
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	-	-	15,1	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$	381,3 \$	224,7 \$	216,1 \$	207,1 \$	219,3 \$
Bénéfice par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ²								
– De base	0,84 \$	0,88 \$	0,86 \$	0,87 \$	0,95 \$	0,91 \$	0,87 \$	0,91 \$
– Dilué	0,84	0,88	0,86	0,87	0,94	0,91	0,87	0,91
Bénéfice par action								
– De base	1,76	0,88	0,58	1,60	0,95	0,91	0,87	0,91
– Dilué	1,76	0,88	0,58	1,60	0,94	0,91	0,87	0,91
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 156	238 550	238 631	238 424	237 958	237 808	239 242	241 251
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen³ (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	164,0 \$	165,7 \$	165,4 \$	164,2 \$	158,6 \$	159,5 \$	164,3 \$	173,7 \$
Total de l'actif géré	219,2	221,5	221,8	220,2	213,1	213,8	221,4	234,2
Actif géré et actif sous services-conseils	232,1	233,7	233,6	231,6	222,6	222,4	229,4	242,1
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin³ (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	169,5 \$	160,9 \$	166,3 \$	165,6 \$	158,9 \$	153,0 \$	155,5 \$	173,3 \$
Total de l'actif géré	226,6	215,2	222,6	222,3	213,6	205,3	209,6	233,1
Actif géré et actif sous services-conseils	240,2	227,4	234,7	234,1	224,2	214,1	217,7	241,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques³ (en G\$)	389,4 \$	372,9 \$	375,2 \$	349,1 \$	288,3 \$	277,3 \$	279,9 \$	300,3 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

2. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

3. Comme il est décrit aux définitions de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, l'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine ainsi que les investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple. Avant la réorganisation du secteur au quatrième trimestre de 2023, Rockefeller et Wealthsimple étaient comprises dans le secteur des investissements stratégiques et autres. Les données comparatives des périodes précédentes ont été retraitées pour tenir compte de la réorganisation du secteur.

Le secteur Gestion de patrimoine comprend également IPC, qui a été classée dans les activités abandonnées et qui a été vendue au quatrième trimestre de 2023.

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de conseil** comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils.
- **Les honoraires liés aux produits et aux programmes** ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres

honoraires connexes, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré.

- **Les autres produits tirés de la planification financière** sont des honoraires se rapportant à l'offre d'autres produits financiers à la clientèle, notamment des prêts hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.
- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice lié aux placements en titres de capitaux propres du secteur.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, est une société de gestion de patrimoine de premier plan au Canada dont l'intérêt premier est de fournir une vaste gamme de services de planification financière personnelle aux Canadiens grâce à ses conseillers qui offrent une vaste gamme de produits et de services financiers.

Rockefeller, fondé en 2018, est un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. L'objectif de Rockefeller est d'être un cabinet de services-conseils de premier plan qui redéfinit et améliore l'expérience des services financiers afin de donner aux particuliers, aux familles, aux institutions et aux sociétés les moyens de réaliser leurs aspirations et d'atteindre leurs objectifs les plus importants.

Wealthsimple, fondée en 2014, est l'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada qui fournit des outils numériques simples pour gérer et faire fructifier votre argent. La mission de Wealthsimple est d'aider chaque personne à atteindre la liberté financière.

Faits nouveaux en 2023

Rockefeller Capital Management

Le 3 avril 2023, la Société financière IGM a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Investment Planning Counsel

Le 30 novembre 2023, la Société financière IGM a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC.

En vertu de l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées du secteur Gestion de patrimoine. Par conséquent, les résultats d'exploitation d'IPC inclus dans le tableau 11, « Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine », du secteur Gestion de patrimoine, ont été classés dans les

activités abandonnées et sont présentés en tant que poste distinct pour toutes les périodes considérées.

Faits nouveaux d'IG Gestion de patrimoine

nesto

IG Gestion de patrimoine et nesto Inc. (« nesto ») ont conclu une entente stratégique au cours du quatrième trimestre de 2022 en vertu de laquelle nesto offrira des services hypothécaires de nouvelle génération en marque blanche à la clientèle d'IG Gestion de patrimoine à l'échelle du Canada par l'entremise de sa solution Mortgage Cloud. Cette initiative fait partie intégrante de la stratégie continue d'IG Gestion de patrimoine visant à transformer ses activités, et fait suite à la modernisation de ses plateformes de gestion de placements et de planification financière.

Services-conseils privés aux entreprises IG

Au troisième trimestre de 2023, IG Gestion de patrimoine a lancé les Services-conseils privés aux entreprises IG afin de fournir des conseils exhaustifs aux propriétaires de petites et moyennes entreprises canadiennes pour soutenir leur planification de la relève. L'équipe des Services-conseils privés aux entreprises IG collabore avec la clientèle d'IG Gestion de patrimoine et fournit des conseils dans des domaines liés à leurs activités, notamment la stratégie de croissance, les fusions, les acquisitions et les dessaisissements, ainsi que la mobilisation de capitaux.

Portefeuilles d'épargne-études à date cible IG

La Société a lancé les Portefeuilles d'épargne-études à date cible IG qui investiront dans une combinaison d'actifs qui change automatiquement selon le moment prévu du début des études postsecondaires de l'enfant. L'objectif passe graduellement de l'optimisation de la croissance durant les premières années, pour suivre le rythme de l'augmentation des frais de scolarité, à la production d'un revenu et à la préservation du capital, à mesure que la date cible des études approche. Les Portefeuilles d'épargne-études à date cible IG sont conçus pour être détenus dans des régimes enregistrés d'épargne-études afin de profiter de la Subvention canadienne pour l'épargne-études, de la croissance à l'abri de l'impôt et d'un financement des études fiscalement efficace, des avantages que n'offrent pas les comptes d'épargne traditionnels.

IG Gestion de patrimoine

IG Gestion de patrimoine est l'une des sociétés de planification financière indépendantes les plus importantes au Canada et ses conseillers sont présents dans toutes les collectivités d'un océan à l'autre. Nous sommes animés par notre mission d'inspirer la confiance financière qui peut transformer la vie de notre clientèle et de leurs familles, et nous sommes

profondément engagés à améliorer la littératie financière dans les collectivités où nous travaillons et vivons.

Notre réseau exclusif se compose de 3 139 conseillers. Plus de un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise forment la clientèle d'IG Gestion de patrimoine.

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,2 billions de dollars au 31 décembre 2022, et nous considérons ces actifs comme le marché potentiel d'IG Gestion de patrimoine. Cette épargne est détenue dans une proportion de 75 % par des ménages qui détiennent un actif de plus de 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle à valeur élevée, et est autrement détenue dans une proportion de 22 % par des ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle aisée. La clientèle de ces secteurs présente généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Stratégie

Notre objectif en tant que principale société de planification financière du Canada est d'aider les Canadiens à atteindre le bien-être financier.

Nous nous efforçons de remplir notre mandat stratégique en faisant ce qui suit :

- 1) Mettre l'accent sur les principaux secteurs de la clientèle aisée et à valeur nette élevée en alignant nos capacités sur les facteurs de richesse du secteur;
- 2) utiliser un modèle de prestation de conseils sectoriel pour harmoniser nos conseils de premier ordre avec les besoins des Canadiens en matière de planification financière dans toute leur complexité;
- 3) tirer parti de l'innovation de pointe pour améliorer l'expérience client et l'efficacité opérationnelle.

IG Gestion de patrimoine a une stratégie axée sur la clientèle, qui met l'accent sur les segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée, que nous définissons comme les ménages détenant plus de 1 M\$ et entre 100 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

IG Gestion de patrimoine s'engage à accroître la confiance financière de tous les Canadiens en tirant parti de ses gens, de son expertise et de ses ressources, car elle croit que cela contribuera à créer des collectivités plus solides et à assurer un avenir meilleur pour tous.

Nous sommes d'avis que les Canadiens méritent d'obtenir des conseils qui satisfont à des normes élevées et qui tiennent

compte de toutes les dimensions de leur vie financière dans le cadre de plans financiers conçus pour répondre à leurs besoins et s'y adapter.

Nous nous concentrons sur la prestation de conseils financiers exhaustifs et de solutions de placement bien élaborées qui sont conçues pour procurer des rendements et une gestion des risques qui sont fondés sur les besoins et les exigences de chaque client et cliente.

Conseils financiers

Nos conseillers se concentrent sur la prestation de conseils financiers, soit la valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller ajoute aux relations avec la clientèle et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.

Conseillers

IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers dans des collectivités partout au Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

IG Gestion de patrimoine fournit des conseils par l'intermédiaire des deux canaux suivants :

- Les conseillers entrepreneurs d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les ménages ayant des besoins plus complexes qui font partie des segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée en mettant l'accent sur les ménages détenant des actifs s'élevant à plus de 250 000 \$.
- Le canal organisationnel d'IG Gestion de patrimoine est axé sur les ménages dont les besoins sont moins complexes et se compose de conseillers employés répartis en deux groupes :
 - Les conseillers de confiance qui offrent leurs services aux ménages de la clientèle aisée dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 250 000 \$.
 - Les conseillers regroupés qui offrent leurs services aux ménages de la clientèle du marché de masse dont l'actif est inférieur à 100 000 \$.

Notre réseau de conseillers entrepreneurs crée un avantage concurrentiel et favorise l'engagement de la clientèle en mettant l'accent sur des solutions exhaustives en matière de planification et de produits financiers. Notre avantage est également consolidé par l'embauche de conseillers de haut calibre, l'approfondissement des compétences, l'amélioration de la technologie, la mise en œuvre d'une approche de segmentation de la clientèle et le renforcement d'une marque solide.

L'actif sous services-conseils comprend les éléments suivants :

- Clientèle disposant d'un actif du ménage de plus de 1 M\$ (définis comme la « clientèle à valeur élevée ») – total de 45,8 G\$ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 21,6 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 38 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle disposant d'un actif du ménage allant de 100 000 \$ à 1 M\$ (définis comme la « clientèle aisée ») – total de 66,3 G\$ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 4,2 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 55 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clients disposant d'un actif du ménage de moins de 100 000 \$ (définis comme les « clients du marché de masse ») – total de 9,1 G\$ au 31 décembre 2023, soit une diminution de 4,4 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 7 % du total de l'actif sous services-conseils.

Les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine sont des chefs de file du secteur en termes de détention d'un titre accrédité dans le domaine de la planification financière. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examen normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Voici une répartition des principales composantes du réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine au 31 décembre 2023 :

- 1 700 pratiques de conseillers (1 741 au 31 décembre 2022), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent une clientèle qui représente environ 96 % de l'actif géré.
- 251 nouveaux conseillers (333 au 31 décembre 2022), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 188 conseillers associés et vice-présidents régionaux (1 161 au 31 décembre 2022). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 139 conseillers (3 235 au 31 décembre 2022).

IG Gestion de patrimoine évalue son réseau de conseillers au moyen d'une mesure clé, soit la productivité des conseillers. La productivité est évaluée en fonction des entrées brutes par conseiller et elle est surveillée tant pour les conseillers

recrues comptant moins de quatre ans d'expérience que pour les pratiques de conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience.

- Les entrées brutes des recrues se sont établies à 0,7 M\$ par conseiller, inchangées par rapport à la période correspondante de 2022.
- Les entrées brutes des pratiques de conseillers se sont établies à 1,6 M\$ par pratique, comparativement à 1,5 M\$ pour la période correspondante de 2022.

Les initiatives clés qui ont une incidence sur la productivité des conseillers sont les suivantes :

- Les critères de recrutement ont été resserrés, ce qui a permis d'augmenter les chances de succès tout en améliorant notre culture et notre marque.
- Le canal organisationnel de services-conseils assure des niveaux de service constants à la clientèle dont les besoins sont moins complexes et il crée de la capacité pour les conseillers.
- Des améliorations aux produits et à la tarification ont été apportées en ciblant la clientèle à valeur élevée et aisée.
- Des améliorations aux technologies sont apportées de façon continue, comme le Portail des conseillers hébergé par Salesforce.
- L'expérience client a été bonifiée grâce au Plan vivant IG^{MC} et à d'autres améliorations.
- Une application numérique a été créée pour présenter des propositions de placement personnalisées à la clientèle (propulsée par CapIntel).

Nous soutenons aussi nos conseillers et notre clientèle au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, de l'assurance et des valeurs mobilières. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, dans le cadre du partenariat hypothécaire stratégique, nous avons retenu les services de nesto pour offrir à la clientèle une aide à la planification hypothécaire. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive regroupant la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client ou d'une cliente. Les conseillers et les spécialistes qui offrent des services à la clientèle détiennent des permis de vente de fonds communs de placement et, pour un certain nombre d'entre eux, de valeurs mobilières.

Expériences client

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant à sa clientèle des services exhaustifs de planification qui permettent de synchroniser tous les aspects de leur vie financière. IG Gestion de patrimoine sert environ un million de clients et de clientes d'un bout à l'autre du Canada. Une des

grandes priorités est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché de la clientèle à valeur élevée, IG Gestion privée de patrimoine met l'accent sur les facteurs de richesse du secteur, notamment la planification et l'optimisation fiscales, l'état de préparation à la retraite, le transfert de patrimoine et la planification successorale, la monétisation des petites et moyennes entreprises, la littératie financière et la philanthropie pour la clientèle à valeur élevée ainsi que la planification de l'héritage.

Le Plan vivant IG^{MC} permet à la clientèle de collaborer avec un conseiller d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre d'une expérience numérique améliorée afin d'élaborer et de suivre un plan financier conçu en fonction des objectifs propres à chaque client et cliente.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- Des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement axés sur des solutions gérées, qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et cliente et les risques et le rendement des investissements.
- Des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada.
- Des solutions de services bancaires hypothécaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.

Le Programme philanthropique est un programme à vocation arrêtée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Le compte de services-conseils IG (le « CSCIG ») est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant à la clientèle de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui propose des honoraires de conseil transparents à toute notre clientèle. Le CSCIG permet d'accroître la transparence des frais et peut comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.

Solutions financières

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible en mettant l'accent sur des solutions gérées qui créent de la valeur pour la clientèle grâce à une gestion active. Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers

hautement qualifiés afin que notre clientèle ait accès à une gamme diversifiée de produits et de solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

Nos solutions de placement mettent à profit les relations que nous entretenons avec des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan, y compris Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement d'envergure mondiale, comme Fidelity Investments Canada, T. Rowe Price (Canada), Sagard Credit Partners, Portage, Beutel Goodman & Company, PanAgora Asset Management, PIMCO Canada Corp., Northleaf Capital Partners (Canada), BristolGate Capital Partners, Aristotle Capital Boston, Putnam Investments Canada, Franklin Templeton Investment Management, Wellington Management Canada, Rockefeller & Co., JP Morgan Asset Management (Canada), BlackRock Asset Management Canada, ClearBridge Investments, Gestion d'actifs 1832 (Dynamique), American Century Investment Management et ChinaAMC.

Nous fournissons à notre clientèle une gamme complète de solutions financières, bien construite et à des tarifs concurrentiels, qui comprennent des placements sur les marchés publics et privés, ainsi que des stratégies de placement alternatives. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients et aux clientes d'atteindre leurs objectifs. Nous sommes d'avis que des solutions gérées bien conçues représentent le meilleur moyen d'aider les conseillers à se concentrer sur la prestation de conseils financiers à leur clientèle.

En 2023, IG Gestion de patrimoine a une fois de plus été reconnue pour ses rendements exceptionnels, qui lui ont permis de remporter dix trophées FundGrade A+[†] de Fundata se rapportant à ses solutions de placement. Ces prix sont remis chaque année et récompensent les fonds auxquels FundGrade accorde une note élevée de façon constante tout au long de l'année civile.

Nous élaborons des portefeuilles à l'aide de solutions de placement qui font appel à des stratégies de placement sur les marchés publics, les marchés privés et les marchés alternatifs.

Nos solutions de placement comprennent ce qui suit :

- Des solutions gérées qui rééquilibrent les placements pour faire en sorte que les caractéristiques choisies en matière de placements, de risque et de rendement soient maintenues. Ces solutions comprennent les Portefeuilles fondamentaux

IG, les Portefeuilles à croissance gérée IG, les Portefeuilles à versements gérés IG, les Portefeuilles Investors, les Portefeuilles Action climat IG, les Portefeuilles pour contribuables américains IG, les Portefeuilles d'épargne-études à date cible IG et les Portefeuilles à risque géré IG.

- *Portefeuilles Profil^{MC}* – Les Portefeuilles Profil comprennent une gamme de six solutions gérées qui procurent une diversification complète et sont conçus pour satisfaire les préférences personnelles des clients et des clientes en matière de tolérance au risque et d'objectifs de placement. Ces portefeuilles offrent une exposition semblable à celle des placements des Fonds privés Profil.
- *Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil^{MC}* – Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil ont été conçus de manière à favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde. Les portefeuilles comprennent des portefeuilles modèles à mandat discrétionnaire et des Fonds privés Profil pour soutenir les modèles : quatre Fonds privés de répartition active Profil, le Fonds privé de placements alternatifs Profil qui comprend des mandats axés sur des stratégies macroéconomiques mondiales et de couverture d'actions mondiales, le Fonds privé de FNB Profil offrant une exposition aux fonds négociés en bourse (« FNB »), le Fonds privé à faible volatilité Profil dont la couverture géographique s'étend aux marchés canadien, américain, internationaux et émergents, le Fonds privé de marchés émergents, le Fonds privé de titres à revenu fixe, le Fonds privé d'actions canadiennes, le Fonds privé d'actions américaines Profil et le Fonds privé d'actions internationales.
- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région du monde, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire).

Nous avons intégré des investissements dans des actifs privés grâce à la création du mandat de crédit privé du Fonds privé de titres à revenu fixe Profil. Le Fonds a prévu des engagements dans quatre placements en titres de créance de sociétés fermées de Northleaf Capital Partners axés sur les prêts aux sociétés à moyenne capitalisation en Amérique du Nord et en

Europe, ainsi que dans des placements gérés par BlackRock, PIMCO et Sagard. Des mandats de placement privé ont également été inclus dans le Fonds privé d'actions canadiennes Profil et le Fonds privé d'actions américaines Profil. Ces deux mandats visent à offrir aux investisseurs une diversification accrue et une appréciation du capital à long terme au moyen de placements dans des sociétés fermées. Le Fonds privé d'actions canadiennes Profil a pris des engagements à l'égard du fonds de croissance de Northleaf, du Northleaf Venture Catalyst III Fund, d'un fonds privé personnalisé d'actions canadiennes IG de Northleaf, ainsi que d'un fonds géré par Sagard. Le Fonds privé d'actions américaines Profil a pris des engagements à l'égard du Northleaf Capital Opportunities Fund, du Northleaf Private Equity Investors VIII Fund, du Northleaf Secondary Partners III Fund, ainsi qu'à l'égard des placements gérés par BlackRock et Portage. Au quatrième trimestre de 2023, le Fonds privé d'actions internationales Profil a pris des engagements envers le Fonds privé d'actions européenne IG de Northleaf.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en les comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar[†] est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 décembre 2023, 92,2 % de l'actif des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine était dans des fonds notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 58,7 % dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 86,8 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 50,2 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2023. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds analogues.

Autres produits et services

Fonds distincts

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 décembre 2023, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,2 G\$, comparativement à 1,3 G\$ au 31 décembre 2022.

Assurance

Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine distribue des produits

d'assurance au Canada et offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Au 31 décembre 2023, le nombre total de polices en vigueur s'établissait à environ 374 000, pour une valeur assurée de 105 G\$, comparativement à environ 377 000 polices, pour une valeur assurée de 103 G\$ au 31 décembre 2022. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour la clientèle à valeur élevée.

Opérations sur titres

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à sa clientèle des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine peuvent ainsi diriger des clients et des clientes vers l'un de nos spécialistes en patrimoine de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Activités bancaires hypothécaires

Des prêts hypothécaires sont offerts à la clientèle par IG Gestion de patrimoine. Des courtiers hypothécaires titulaires d'une licence sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec notre clientèle et ses conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et des stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client et cliente dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine se sont chiffrés à 188 M\$ et à 783 M\$, contre 121 M\$ et 694 M\$ en 2022, ce qui constitue une augmentation de 55,3 % et de 12,9 %, respectivement. Au 31 décembre 2023, les prêts hypothécaires gérés totalisaient 6,8 G\$, comparativement à 6,9 G\$ au 31 décembre 2022, soit une baisse de 1,4 %.

Services-conseils privés aux entreprises

Les Services-conseils privés aux entreprises consistent en un service exhaustif offert aux propriétaires de petites et moyennes entreprises afin de leur fournir des conseils sur le financement par emprunt et par actions, l'évaluation d'entreprises et la relève.

Actif géré et actif sous services-conseils du secteur gestion de patrimoine

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine, comme il est présenté dans les tableaux 9 et 10.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 161,9 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 115,3 G\$ au 31 décembre 2022. Les investissements stratégiques de l'actif sous services-conseils sont fondés sur la participation directe et indirecte de la Société dans ces sociétés.

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 121,2 G\$ au 31 décembre 2023, une hausse de 9,4 % par rapport au 31 décembre 2022. Le niveau de l'actif sous

services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées des clients, les sorties des clients et les rendements des placements. Il regroupe les produits d'épargne et de placement, y compris l'actif géré, pour lequel nous fournissons des services de gestion de placements, qui sont détenus dans les comptes de notre clientèle. Les honoraires de conseil sont facturés en fonction d'un pourcentage annuel de la quasi-totalité de l'actif sous services-conseils, par l'intermédiaire des honoraires du compte de services-conseils IG, et ils représentent la majorité des honoraires gagnés auprès de notre clientèle. La rémunération de nos conseillers entrepreneurs se calcule aussi en fonction de l'actif sous services-conseils et de l'apport d'actifs nets de notre clientèle.

Au 31 décembre 2023, les actifs de la clientèle de Rockefeller se chiffraient à 122,1 G\$ US (161,6 G\$). La Société financière IGM

Tableau 9 : Variation de l'actif sous services-conseils – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes des clients d'IG	3 089 \$	3 103 \$	3 031 \$	(0,5)%	1,9 %
Sorties brutes des clients d'IG	3 317	3 120	2 602	6,3	27,5
Flux nets	(228)	(17)	429	n.s.	n.s.
Rendements des placements	7 247	(2 593)	5 358	n.s.	35,3
Variation de l'actif, montant net	7 019	(2 610)	5 787	n.s.	21,3
Actif au début	114 204	116 814	105 029	(2,2)	8,7
Actif sous services-conseils à la fin	121 223 \$	114 204 \$	110 816 \$	6,1 %	9,4 %
Actif sous services-conseils liés aux investissements stratégiques à la fin					
Rockefeller	33 061 \$	30 991 \$	– \$	6,7 %	n.s. %
Wealthsimple	7 657	6 051	4 447	26,5	72,2
Éliminations intrasectorielles	(6)	(4)	–	(50,0)	n.s.
	40 712 \$	37 038 \$	4 447 \$	9,9 %	n.s. %
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements strat��giques¹	161 935 \$	151 242 \$	115 263 \$	7,1 %	40,5 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine	117 090 \$	116 921 \$	109 638 \$	0,1 %	6,8 %
Exercices clos les (en M\$)					
			31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes des clients d'IG			12 650 \$	12 872 \$	(1,7)%
Sorties brutes des clients d'IG			12 815	10 182	25,9
Flux nets			(165)	2 690	n.s.
Rendements des placements			10 572	(11 431)	n.s.
Variation de l'actif, montant net			10 407	(8 741)	n.s.
Actif au début			110 816	119 557	(7,3)
Actif sous services-conseils à la fin¹			121 223 \$	110 816 \$	9,4 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine			116 188 \$	111 271 \$	4,4 %

1. Exclut les activités abandonnées liées à IPC de 30,3 G\$ et de 29,5 G\$ au troisième trimestre de 2023 et au quatrième trimestre de 2022, respectivement.

Tableau 10 : Variation de l'actif géré – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Ventes	2 628 \$	2 687 \$	2 125 \$	(2,2)%	23,7 %
Rachats	3 680	3 107	2 843	18,4	29,4
Ventes nettes (rachats nets)	(1 052)	(420)	(718)	(150,5)	(46,5)
Rendements des placements	6 742	(2 396)	4 533	n.s.	48,7
Variation de l'actif, montant net	5 690	(2 816)	3 815	n.s.	49,1
Actif au début	101 945	104 761	95 460	(2,7)	6,8
Actif à la fin	107 635 \$	101 945 \$	99 275 \$	5,6 %	8,4 %
Actif géré quotidien moyen	104 198 \$	104 726 \$	99 208 \$	(0,5)%	5,0 %

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Ventes	10 917 \$	10 587 \$	3,1 %
Rachats	13 171	10 544	24,9
Ventes nettes (rachats nets)	(2 254)	43	n.s.
Rendements des placements	10 614	(11 309)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	8 360	(11 266)	n.s.
Actif au début	99 275	110 541	(10,2)
Actif à la fin	107 635 \$	99 275 \$	8,4 %
Actif géré quotidien moyen	104 121 \$	101 859 \$	2,2 %

a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller au cours du deuxième trimestre de 2023.

Au 31 décembre 2023, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 31,0 G\$, comparativement à 18,3 G\$ au 31 décembre 2022, soit une hausse de 69,4 %. La Société financière IGM détenait une participation de 24,7 % dans Wealthsimple au 31 décembre 2023, comparativement à 24,3 % au 31 décembre 2022.

Actif géré et actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les entrées brutes des clients se sont élevées à 3,1 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, en hausse de 1,9 % par rapport à 3,0 G\$ pour la période correspondante de 2022. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les entrées brutes des clients nouvellement acquis, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 25,4 % de toutes les entrées des clients nouvellement acquis. Les sorties nettes des clients se sont chiffrées à 228 M\$, par rapport à des entrées nettes des clients de 429 M\$ pour la période correspondante de 2022. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 7,2 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 5,4 G\$ au quatrième trimestre de 2022.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les entrées brutes des clients en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se sont établies à 12,7 G\$, en baisse de 1,7 % par rapport à 12,9 G\$ pour la période correspondante de 2022. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les entrées brutes des clients nouvellement acquis, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 25,5 % de toutes les entrées des clients nouvellement acquis. Les sorties nettes des clients se sont établies à 165 M\$ pour l'exercice, soit une baisse de 2,9 G\$ par rapport à des entrées nettes des clients de 2,7 G\$ pour la période correspondante de 2022. En 2023, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 10,6 G\$ de l'actif sous services-conseils, par rapport à une diminution de 11,4 G\$ en 2022.

Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 10.

Au 31 décembre 2023, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 87,0 G\$, ou 82 % de l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, en hausse de 13,4 %, comparativement à 76,7 G\$ au 31 décembre 2022, soit 77 % de l'actif géré.

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats de 2023 par rapport à ceux de 2022

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 121,2 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 9,4 % comparativement à 110,8 G\$ au 31 décembre 2022. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 107,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 8,4 % comparativement à 99,3 G\$ au 31 décembre 2022. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 104,2 G\$ au quatrième trimestre de 2023, en hausse de 5,0 % par rapport à 99,2 G\$ au quatrième trimestre de 2022. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement totalisait 104,1 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en hausse de 2,2 % par rapport à 101,9 G\$ en 2022.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 2,6 G\$, soit une hausse de 23,7 % par rapport à la période correspondante de 2022. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,7 G\$, soit une hausse de 29,4 % par rapport à 2022. Pour le quatrième trimestre de 2023, les rachats nets de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 1,1 G\$, comparativement à des rachats nets de 718 M\$ en 2022. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 6,7 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 4,5 G\$ au cours du quatrième trimestre de 2022.

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 13,4 % au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 11,0 % au quatrième trimestre de 2022. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'établissait à 12,2 % au 31 décembre 2023, comparativement à 10,0 % au 31 décembre 2022, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 15,8 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 31 décembre 2023.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 10,9 G\$, soit une hausse de 3,1 % par rapport à 2022. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 13,2 G\$, soit une hausse de 24,9 % par rapport à 2022. Les rachats nets de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 2,3 G\$, comparativement à des ventes nettes de 43 M\$ en 2022. En 2023, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 10,6 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 11,3 G\$ en 2022.

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats du quatrième trimestre de 2023 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 121,2 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 6,1 %, comparativement à 114,2 G\$ au 30 septembre 2023. Au 31 décembre 2023, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 107,6 G\$, soit une augmentation de 5,6 %, par rapport à 101,9 G\$ au 30 septembre 2023. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 104,2 G\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 104,7 G\$ au troisième trimestre de 2023, soit une diminution de 0,5 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,6 G\$, soit une baisse de 2,2 % par rapport au troisième trimestre de 2023. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,7 G\$ au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 18,4 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 13,4 % au quatrième trimestre, comparativement à 11,4 % au troisième trimestre de 2023. Les rachats nets de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevés à 1,1 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 420 M\$ au cours du trimestre précédent.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 11 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, le bénéfice lié aux investissements stratégiques et les activités d'IPC.

À la suite de la vente d'IPC annoncée le 3 avril 2023, les résultats d'exploitation d'IPC inclus dans le secteur Gestion de patrimoine ont été classés dans les activités abandonnées et sont présentés dans un poste distinct dans le tableau 11 pour toutes les périodes considérées.

IG Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 12. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2023 s'est chiffré à 101,7 M\$, soit une baisse de 2,8 % par rapport au quatrième trimestre de 2022, et une baisse de 10,2 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 432,4 M\$, soit une baisse de 1,1 % par rapport à 2022.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2023 s'est chiffré à 164,3 M\$, soit une baisse

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	301,3 \$	300,9 \$	283,1 \$	0,1 %	6,4 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	224,0	225,5	214,7	(0,7)	4,3
	525,3	526,4	497,8	(0,2)	5,5
Frais de rachat	–	0,1	0,6	(100,0)	(100,0)
Autres produits tirés de la planification financière	26,4	38,3	32,4	(31,1)	(18,5)
Total du secteur Gestion de patrimoine	551,7	564,8	530,8	(2,3)	3,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,7	2,2	2,1	68,2	76,2
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,8)	0,7	(0,4)	n.s.	(100,0)
	554,6	567,7	532,5	(2,3)	4,2
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	145,6	148,0	140,3	(1,6)	3,8
Rémunération fondée sur les ventes	24,3	23,6	20,4	3,0	19,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	18,7	17,2	16,8	8,7	11,3
Croissance des affaires	43,8	45,5	39,7	(3,7)	10,3
	62,5	62,7	56,5	(0,3)	10,6
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	232,4	234,3	217,2	(0,8)	7,0
Activités et services de soutien	115,9	108,8	108,9	6,5	6,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	43,0	43,8	41,5	(1,8)	3,6
	391,3	386,9	367,6	1,1	6,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	163,3	180,8	164,9	(9,7)	(1,0)
Charges d'intérêts	26,0	25,9	22,6	0,4	15,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	137,3	154,9	142,3	(11,4)	(3,5)
Impôt sur le résultat	36,6	41,2	38,2	(11,2)	(4,2)
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	100,7	113,7	104,1	(11,4)	(3,3)
Bénéfice net – activités abandonnées²	3,5	4,5	3,5	(22,2)	–
Bénéfice net ajusté ¹	104,2	118,2	107,6	(11,8)	(3,2)
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	0,2	–	(100,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	104,2 \$	118,2 \$	107,4 \$	(11,8)%	(3,0)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Résultats d'exploitation par secteur d'IPC.

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 188,5 \$	1 140,4 \$	4,2 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	890,5	875,1	1,8
	2 079,0	2 015,5	3,2
Frais de rachat	1,0	3,9	(74,4)
Autres produits tirés de la planification financière	126,2	140,5	(10,2)
	2 206,2	2 159,9	2,1
Total du secteur Gestion de patrimoine			
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,3	2,4	n.s.
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,3)	(0,4)	n.s.
	2 216,2	2 161,9	2,5
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	584,4	558,9	4,6
Rémunération fondée sur les ventes	91,8	76,1	20,6
Autres			
Autres commissions liées aux produits	66,7	65,5	1,8
Croissance des affaires	179,8	182,2	(1,3)
	246,5	247,7	(0,5)
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	922,7	882,7	4,5
Activités et services de soutien	438,5	424,0	3,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	172,4	169,1	2,0
	1 533,6	1 475,8	3,9
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	682,6	686,1	(0,5)
Charges d'intérêts	98,2	89,7	9,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	584,4	596,4	(2,0)
Impôt sur le résultat	156,1	159,7	(2,3)
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	428,3	436,7	(1,9)
Bénéfice net – activités abandonnées²	15,0	11,3	32,7
Bénéfice net ajusté ¹	443,3	448,0	(1,0)
Participation ne donnant pas le contrôle	0,2	0,2	–
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	443,1 \$	447,8 \$	(1,0)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Résultats d'exploitation par secteur d'IPC.

de 0,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2022, et une baisse de 9,0 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 686,9 M\$, inchangé par rapport à 2022.

Résultats de 2023 par rapport à ceux de 2022

Produits tirés des honoraires

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont

chiffrés à 301,3 M\$ au quatrième trimestre de 2023, en hausse de 18,2 M\$, ou 6,4 %, par rapport à 283,1 M\$ en 2022. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les honoraires de conseil se sont chiffrés à 1 188,5 M\$, en hausse de 48,1 M\$, ou 4,2 %, par rapport à 1 140,4 M\$ en 2022.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 6,8 %, comme l'illustre le tableau 9, contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. L'augmentation des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 4,4 %. Le taux moyen

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	301,3 \$	300,9 \$	283,1 \$	0,1 %	6,4 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	224,0	225,5	214,7	(0,7)	4,3
	525,3	526,4	497,8	(0,2)	5,5
Frais de rachat	–	0,1	0,6	(100,0)	(100,0)
Autres produits tirés de la planification financière	26,4	38,3	32,4	(31,1)	(18,5)
Total du secteur Gestion de patrimoine	551,7	564,8	530,8	(2,3)	3,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,7	2,2	2,1	68,2	76,2
	555,4	567,0	532,9	(2,0)	4,2
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	145,6	148,0	140,3	(1,6)	3,8
Rémunération fondée sur les ventes	24,3	23,6	20,4	3,0	19,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	18,7	17,2	16,8	8,7	11,3
Croissance des affaires	43,8	45,5	39,7	(3,7)	10,3
	62,5	62,7	56,5	(0,3)	10,6
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	232,4	234,3	217,2	(0,8)	7,0
Activités et services de soutien	115,7	108,4	108,8	6,7	6,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	43,0	43,8	41,5	(1,8)	3,6
	391,1	386,5	367,5	1,2	6,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	164,3	180,5	165,4	(9,0)	(0,7)
Charges d'intérêts	26,0	25,9	22,6	0,4	15,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹	138,3	154,6	142,8	(10,5)	(3,2)
Impôt sur le résultat	36,6	41,3	38,2	(11,4)	(4,2)
Bénéfice net ajusté¹	101,7 \$	113,3 \$	104,6 \$	(10,2)%	(2,8)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

des honoraires de conseil pour le quatrième trimestre s'est établi à 102,1 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 102,4 points de base en 2022. Le taux moyen des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 102,3 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 102,5 points de base en 2022.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 224,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 4,3 % par rapport à 214,7 M\$ pour l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 5,0 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 10. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 890,5 M\$, comparativement à 875,1 M\$ en 2022, soit une augmentation de 1,8 % principalement attribuable à la hausse

de l'actif géré moyen de 2,2 %. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 85,5 et 85,7 points de base de l'actif géré moyen, respectivement, comparativement à 85,9 points de base pour les deux périodes correspondantes de 2022.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 26,4 M\$ au quatrième trimestre de 2023, ont diminué de 6,0 M\$ par rapport à 32,4 M\$ en 2022. Pour l'exercice, les autres produits tirés de la planification financière

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 188,5 \$	1 140,4 \$	4,2 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	890,5	875,1	1,8
	2 079,0	2 015,5	3,2
Frais de rachat	1,0	3,9	(74,4)
Autres produits tirés de la planification financière	126,2	140,5	(10,2)
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 206,2	2 159,9	2,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,3	2,4	n.s.
	2 219,5	2 162,3	2,6
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	584,4	558,9	4,6
Rémunération fondée sur les ventes	91,8	76,1	20,6
Autres			
Autres commissions liées aux produits	66,7	65,5	1,8
Croissance des affaires	179,8	182,2	(1,3)
	246,5	247,7	(0,5)
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	922,7	882,7	4,5
Activités et services de soutien	437,5	423,6	3,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	172,4	169,1	2,0
	1 532,6	1 475,4	3,9
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	686,9	686,9	-
Charges d'intérêts	98,2	89,7	9,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	588,7	597,2	(1,4)
Impôt sur le résultat	156,3	159,8	(2,2)
Bénéfice net ajusté¹	432,4 \$	437,4 \$	(1,1)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

se sont chiffrés à 126,2 M\$, en baisse de 14,3 M\$ par rapport à 140,5 M\$ en 2022. La variation pour le trimestre et l'exercice est principalement attribuable à la baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires et à la baisse des produits tirés de la distribution de produits bancaires, partiellement contrebalancées par la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance. La baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires au cours des deux périodes est attribuable aux ajustements de la juste valeur et aux marges nettes découlant des taux d'intérêt actuels.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et l'exercice est présenté dans le tableau 13.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte aux profits ou aux pertes latents sur les placements dans des fonds exclusifs enregistrés au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2023, aux

produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi qu'aux titres et autres produits qui ne se rapportent pas à nos activités principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Activités internes et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

Charges

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de nature

Tableau 13 : Activités bancaires hypothécaires – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	41,7 \$	40,2 \$	34,1 \$	3,7 %	22,3 %
Charges d'intérêts	39,6	35,8	29,5	10,6	34,2
Produits d'intérêts nets	2,1	4,4	4,6	(52,3)	(54,3)
Profits (pertes) sur ventes ¹	(0,8)	(1,8)	–	55,6	n.s.
Ajustements de la juste valeur	(9,2)	3,2	(5,7)	n.s.	(61,4)
Autres	4,6	4,1	4,0	12,2	15,0
	(3,3)\$	9,9 \$	2,9 \$	n.s. %	n.s. %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	4 694 \$	4 613 \$	4 567 \$	1,8 %	2,8 %
Autres	2 084	2 162	2 357	(3,6)	(11,6)
	6 778 \$	6 775 \$	6 924 \$	– %	(2,1)%
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes ² :					
Titrisations	379 \$	542 \$	359 \$	(30,1)%	5,6 %
Autres ¹	38	82	–	(53,7)	n.s.
	417 \$	624 \$	359 \$	(33,2)%	16,2 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			155,2 \$	127,2 \$	22,0 %
Charges d'intérêts			142,8	102,8	38,9
Produits d'intérêts nets			12,4	24,4	(49,2)
Profits (pertes) sur ventes ¹			(3,6)	(3,5)	(2,9)
Ajustements de la juste valeur			(8,0)	(3,1)	(158,1)
Autres			14,6	8,2	78,0
			15,4 \$	26,0 \$	(40,8)%
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			4 630 \$	4 708 \$	(1,7)%
Autres			2 144	2 404	(10,8)
			6 774 \$	7 112 \$	(4,8)%
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes ² :					
Titrisations			1 327 \$	1 281 \$	3,6 %
Autres ¹			228	355	(35,8)
			1 555 \$	1 636 \$	(5,0)%

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie, ainsi que les profits (pertes) réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers et de conseillères ou de clients et clientes.

La rémunération fondée sur l'actif fluctue en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils. La rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 5,3 M\$ et de 25,5 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023 par rapport à 2022, pour s'établir à 145,6 M\$ et à 584,4 M\$, respectivement. L'augmentation observée pour le trimestre et l'exercice est

principalement attribuable à l'augmentation de l'actif sous services-conseils, aux unités de commissions de vente différées arrivant à échéance et à d'autres changements apportés à la rémunération.

La rémunération fondée sur les ventes d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous

les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients et de clientes. La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 24,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, soit une hausse de 3,9 M\$ par rapport à 20,4 M\$ en 2022. Pour l'exercice, la charge liée à la rémunération fondée sur les ventes s'est chiffrée à 91,8 M\$, soit une hausse de 15,7 M\$ par rapport à 76,1 M\$ en 2022.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 62,5 M\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 56,5 M\$ en 2022, soit une augmentation de 6,0 M\$. Cette augmentation est attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance et au calendrier de certains projets et d'autres charges. Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 246,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en baisse de 1,2 M\$ par rapport à 247,7 M\$ en 2022.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 115,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, comparativement à 108,8 M\$ en 2022, soit une hausse de 6,9 M\$. L'augmentation au quatrième trimestre est attribuable au calendrier des projets et d'autres charges. Pour l'exercice, les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 437,5 M\$ en 2023, comparativement à 423,6 M\$ en 2022, soit une hausse de 13,9 M\$, ou 3,3 %.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 43,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, comparativement à 41,5 M\$ en 2022, soit une hausse de 1,5 M\$, ou 3,6 %. Pour l'exercice, les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 172,4 M\$ en 2023, comparativement à 169,1 M\$ en 2022, soit une hausse de 3,3 M\$, ou 2,0 %. La variation observée pour les deux périodes est principalement attribuable aux variations de l'actif géré.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 26,0 M\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 22,6 M\$ en 2022. Pour l'exercice, les charges d'intérêts ont totalisé 98,2 M\$, comparativement à 89,7 M\$ en 2022. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme de la Société financière

IGM à IG Gestion de patrimoine. L'affectation de la dette a augmenté pour s'établir à 1,95 G\$ au cours du deuxième trimestre de 2023, en raison de l'émission de titres d'emprunt à long terme par la Société financière IGM. Auparavant, l'affectation s'établissait à 1,7 G\$.

Résultats du quatrième trimestre de 2023 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de conseil ont augmenté de 0,4 M\$, ou 0,1 %, au quatrième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2023, pour s'établir à 301,3 M\$. L'augmentation des honoraires de conseil au quatrième trimestre était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 0,1 % pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'est établi à 102,1 points de base de l'actif géré moyen, inchangé par rapport au troisième trimestre.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 224,0 M\$ au quatrième trimestre de 2023, soit une diminution de 1,5 M\$, comparativement à 225,5 M\$ au troisième trimestre de 2023. La diminution tient essentiellement à la baisse de l'actif géré moyen de 0,5 %, comme l'illustre le tableau 10. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes s'élevait à 85,5 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 85,7 points de base au troisième trimestre.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 26,4 M\$ au quatrième trimestre de 2023, ont diminué de 11,9 M\$ par rapport à 38,3 M\$ au troisième trimestre, en raison de la baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires, partiellement contrebalancée par la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance. La baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires est attribuable aux ajustements de la juste valeur et aux marges nettes découlant des taux d'intérêt actuels.

Charges

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 232,4 M\$, en baisse de 1,9 M\$ par rapport à 234,3 M\$ au trimestre précédent.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 115,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, comparativement à 108,4 M\$ au trimestre précédent, en raison principalement du calendrier des projets et du caractère saisonnier de certaines charges.

Tableau 14 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller	– \$	1,2 \$	– \$	(100,0)%	– %
Autres	(0,8)	(0,5)	(0,4)	(60,0)	(100,0)
	(0,8)	0,7	(0,4)	n.s.	(100,0)
Charges					
Activités et services de soutien	0,2	0,4	0,1	(50,0)	100,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	(1,0)	0,3	(0,5)	n.s.	(100,0)
Impôt sur le résultat	–	(0,1)	–	100,0	–
Bénéfice net ajusté ¹	(1,0)\$	0,4 \$	(0,5)\$	n.s. %	(100,0)%
Exercices clos les (en M\$)			31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller			(0,7)\$	– \$	n.s. %
Autres			(2,6)	(0,4)	n.s.
			(3,3)	(0,4)	n.s.
Charges					
Activités et services de soutien			1,0	0,4	150,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			(4,3)	(0,8)	n.s.
Impôt sur le résultat			(0,2)	(0,1)	(100,0)
Bénéfice net ajusté ¹			(4,1)\$	(0,7)\$	n.s. %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Investissements stratégiques dans le secteur gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques dans le secteur Gestion de patrimoine est présenté au tableau 14. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2023 s'est chiffré à (1,0) M\$, comparativement à (0,5) M\$ en 2022 et à 0,4 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté annuel s'est chiffré à (4,1) M\$, comparativement à (0,7) M\$ en 2022.

Résultats du quatrième trimestre de 2023 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023

Au quatrième trimestre de 2023, le bénéfice net ajusté lié à IPC a diminué de 1,0 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Investment Planning Counsel – activités abandonnées

Résultats de 2023 par rapport à ceux de 2022

Le bénéfice net ajusté d'IPC pour 2023 reflète le bénéfice jusqu'à la date de la vente, soit le 30 novembre. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre est demeuré comparable à celui du quatrième trimestre de 2022, et pour l'exercice, il a augmenté de 3,7 M\$ par rapport à l'exercice complet 2022.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie et les investissements stratégiques dans ChinaAMC et Northleaf. Avant la réorganisation du secteur au quatrième trimestre de 2023, ChinaAMC et Northleaf étaient comprises dans le secteur Investissements stratégiques et autres. Les données comparatives des périodes précédentes ont été retraitées pour tenir compte de la réorganisation du secteur.

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties** comprennent les honoraires provenant de nos fonds d'investissement et les honoraires de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. La rémunération versée aux courtiers vient contrebalancer les honoraires perçus.

- **Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine** comprennent les honoraires provenant du secteur Gestion de patrimoine. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.
- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part du bénéfice de la Société lié à la participation dans ChinaAMC et Northleaf.

L'actif géré par Mackenzie pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et nous utilisons une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à notre clientèle des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle;
- les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs;
- les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents.

Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les fonds négociés en bourse, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, ChinaAMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. ChinaAMC favorise la croissance grâce à l'innovation en matière de produits et à l'offre de solutions et de services de placement à actifs multiples aux investisseurs présentant divers profils risque/rendement.

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto. Northleaf cherche à offrir des rendements absolus ajustés en fonction du risque élevés grâce à l'accès à la création de valeur à l'extérieur des marchés publics.

Faits nouveaux en 2023

China Asset Management Co., Ltd.

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis, auprès de Power, une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$, ce qui a fait augmenter la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %.

Placements Mackenzie

Stratégie

Mackenzie a mené un examen de son cadre stratégique au cours du premier trimestre; la stratégie et l'orientation générales demeurent essentiellement inchangées. Les ajouts à notre cadre comprennent l'engagement pris de façon explicite envers la réussite de notre clientèle et l'embauche des meilleurs esprits dans le secteur de l'investissement, deux éléments qui définissent notre approche.

Mackenzie a pour mission de créer un monde davantage investi, ensemble.

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiales et le partenaire commercial préféré au Canada.

Les mandats stratégiques de Mackenzie sont les suivants : devenir le leader dans le marché de détail au Canada, établir des partenariats stratégiques significatifs et établir une présence dans des canaux sous-exploités en adoptant une approche ciblée. Nous accomplissons nos mandats stratégiques en ciblant les aspects clés suivants :

- améliorer la distribution de façon continue au moyen d'une approche sectorielle;
- générer un rendement des placements concurrentiel ajusté en fonction du risque;
- promouvoir un leadership de marque;
- créer des solutions et des produits novateurs et pertinents;
- encourager un avenir durable;
- assurer l'excellence et l'efficacité opérationnelles;
- favoriser une culture axée sur la performance, la diversification et l'excellence.

Les aspects clés que nous ciblons favorisent la croissance future des activités. Nous y parviendrons en nous engageant à assurer la réussite de notre clientèle, en attirant et en formant les meilleurs esprits dans le secteur de l'investissement, en maintenant une approche en matière de placement fondée sur une structure de boutiques de placement, en mettant l'accent sur les produits novateurs et visionnaires et en étant responsables dans tout ce que nous entreprenons.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. En outre, notre participation dans Northleaf accroît nos capacités de placement en offrant à notre clientèle des solutions de placements en actions de sociétés fermées, instruments de crédit privé et infrastructures à l'échelle mondiale, et notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois. Nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter nos capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques ainsi que le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leur clientèle. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine et de Lifeco (y compris d'IPC). Mackenzie s'associe à Wealthsimple pour distribuer des FNB par l'intermédiaire de sa gamme de produits. Mackenzie est également l'un des deux fournisseurs exclusifs de solutions de placement auprès de Les Placements PFSL du Canada Ltée (« Primerica »). À ce titre, elle a lancé une gamme de 27 fonds conçus pour répondre aux besoins particuliers des conseillers

de Primerica et de leur clientèle. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons de nouvelles entreprises institutionnelles grâce à nos relations avec des conseillers en régimes de retraite et en gestion.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable pour renforcer ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

Marque

Au cours du premier trimestre de 2023, Mackenzie a lancé sa nouvelle plateforme de marque « Investir. S'investir. » qui encourage les gens à s'impliquer dans ce qui compte dans leur vie tout en investissant leur argent afin de réaliser leurs objectifs. Cette nouvelle plateforme s'inscrit dans le prolongement de la mission de Mackenzie, à savoir « créer un monde investi, ensemble ».

Gestion de placements

Au 31 décembre 2023, l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 195,7 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 76,8 G\$. Mackenzie dispose d'équipes situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Notre équipe de placement se répartit actuellement en 16 boutiques spécialisées. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif

est de favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

La participation économique de 56 % de Mackenzie dans Northleaf augmente ses capacités d'investissement en offrant à la clientèle des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoint les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments, TOBAM, ChinaAMC et Impax Asset Management. À la suite du lancement de la gamme de 27 Fonds FuturePath pour Primerica, les sous-conseillers tiers suivants ont été ajoutés : Gestion d'actifs 1832, Addenda, Brandywine, BlackRock et T. Rowe Price.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2023, 31,5 %, 43,0 % et 54,0 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 31 décembre 2023, 83,2 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] étaient notés trois étoiles ou plus, et 50,7 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 86,8 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 50,2 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2023.

En 2023, Mackenzie a une fois de plus été reconnue pour ses rendements exceptionnels, qui lui ont permis de remporter dix trophées FundGrade A+[†] de Fundata se rapportant à ses fonds communs de placement et à ses fonds négociés en bourse. Ces prix sont remis chaque année et récompensent les fonds auxquels FundGrade accorde une note élevée de façon constante tout au long de l'année civile.

Produits

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leur clientèle. En 2023, Mackenzie a lancé six fonds communs de placement, y compris deux Fonds FuturePath, par l'entremise de son partenariat avec Les

Services Financiers Primerica (Canada) (« Primerica »), et cinq FNB, dont une gamme de trois FNB à revenu fixe.

Fonds communs de placement

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs. Au cours des trois premiers trimestres de 2023, Mackenzie a lancé quatre fonds communs de placement, dont deux fonds communs de placement FuturePath de Mackenzie, par l'entremise de son partenariat avec Primerica :

- Fonds Global 100 Corporate Knights Mackenzie
- Fonds mondial de dividendes en dollars US Mackenzie
- Fonds d'actions mondiales charia Mackenzie FuturePath
- Fonds américain de base Mackenzie FuturePath

Au cours du quatrième trimestre de 2023, Mackenzie a lancé deux fonds communs de placement :

- Le Fonds mondial toutes capitalisations de l'environnement Mackenzie Greenchip en dollars américains offre aux investisseurs l'occasion d'obtenir une exposition en dollars américains à l'économie liée à l'environnement.
- Le Portefeuille FNB toutes actions Mackenzie offre aux investisseurs une solution d'actions de base tout-en-un à prix concurrentiel. Le Fonds cherche à obtenir une plus-value du capital à long terme en investissant dans un ensemble diversifié de fonds négociés en bourse d'actions canadiennes et étrangères de Mackenzie et de tiers.

Fonds alternatifs

Mackenzie compte actuellement dix fonds alternatifs, y compris quatre produits en collaboration avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf ») dans le cadre de son engagement à accroître l'accès des épargnants aux solutions de placement sur les marchés privés. L'actif géré des quatre produits de Northleaf est supérieur à 150 M\$.

Fonds négociés en bourse

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement lorsqu'ils construisent des portefeuilles diversifiés à long terme.

En 2023, Mackenzie a lancé cinq nouveaux FNB. Ces FNB ont élargi davantage notre gamme diversifiée de FNB :

- FINB Global 100 Corporate Knights Mackenzie
- FINB Obligations à ultra-court terme canadiennes Mackenzie

- FINB Obligations à long terme du gouvernement canadien Mackenzie
- FINB Obligations à long terme du gouvernement américain Mackenzie
- FNB de répartition toutes actions Mackenzie

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 50 FNB : 26 FNB actifs et à bêta stratégique et 24 FNB indiciels traditionnels. À la fin du trimestre, l'actif géré des FNB s'établissait à 12,9 G\$, ce qui comprend des investissements de 7,4 G\$ des produits gérés d'IGM. Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le sixième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété

Au cours du quatrième trimestre de 2023, Mackenzie a lancé un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (« CELIAPP »). Accessible par l'entremise de conseillers financiers, le CELIAPP de Mackenzie accroît la capacité des Canadiens à épargner pour l'achat d'une première propriété grâce à un compte d'épargne et d'investissement à l'abri de l'impôt.

Lancement en 2024

Au cours du premier trimestre de 2024, Mackenzie a déposé un prospectus provisoire pour le lancement des produits suivants :

- Le Fonds mondial à faible volatilité Mackenzie et le FNB mondial à faible volatilité Mackenzie visent une croissance à long terme du capital en investissant principalement dans des titres de capitaux propres de sociétés à grande et moyenne capitalisation sur les marchés mondiaux développés, tout en cherchant à réduire la volatilité.
- Le Fonds d'actions mondiales charia Mackenzie cherche à procurer une croissance du capital à long terme en investissant principalement dans des titres de capitaux propres conformes à la charia de sociétés situées partout dans le monde.

Actif géré

L'actif géré est un indicateur de rendement clé pour le secteur Gestion d'actifs.

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 15, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 16. L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion d'actifs, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 305,1 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 246,9 G\$ au 31 décembre 2022. L'actif sous services-conseils des

investissements stratégiques est fondé sur la participation directe et indirecte de la Société dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2023, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 195,7 G\$, soit une hausse de 4,9 % par rapport à 186,6 G\$ pour l'exercice précédent. Le total de l'actif géré des tiers de Mackenzie s'est établi à 118,9 G\$, en hausse de 5,2 % par rapport à 113,1 G\$ pour l'exercice précédent. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements et les entrées de fonds nettes provenant de ses clients et de ses clientes.

Au 31 décembre 2023, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 1 823,6 milliards RMB¥ (341,0 G\$), comparativement à 1 721,6 milliards RMB¥ (337,6 G\$) au 31 décembre 2022, soit une hausse de 5,9 % (1,0 % en \$ CA). Au 31 décembre 2022, Mackenzie détenait une participation de 13,9 % dans ChinaAMC, laquelle est passée à 27,8 % le 12 janvier 2023.

Au 31 décembre 2023, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 26,6 G\$, comparativement à 24,1 G\$ au 31 décembre 2022, soit une hausse de 10,4 %. Mackenzie détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Actif géré de Placements Mackenzie

Variation de l'actif géré – Résultats de 2023 par rapport à ceux de 2022

Au 31 décembre 2023, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 195,7 G\$, en hausse de 4,9 %, comparativement à 186,6 G\$ au 31 décembre 2022. L'actif géré des tiers s'élevait à 118,9 G\$, en hausse de 5,2 %, par rapport à 113,1 G\$ au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 61,9 G\$, comparativement à 59,7 G\$ au 31 décembre 2022, soit une hausse de 3,8 %. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie de 56,4 G\$ a augmenté de 3,6 %, comparativement à 54,4 G\$ au 31 décembre 2022. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés de la Société financière IGM, se chiffrait à 5,5 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 5,5 %, par rapport à 5,2 G\$ au 31 décembre 2022. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 12,9 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 12,4 G\$ au 31 décembre 2022.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 1,7 G\$, soit une hausse de 11,4 % par rapport à 1,6 G\$ en 2022. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,7 G\$, soit une hausse de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le

trimestre clos le 31 décembre 2023 se sont établis à 1,0 M\$, inchangés par rapport à l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2023, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 161 M\$, comparativement à 134 M\$ pour l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 826 M\$, comparativement à des rachats nets de 832 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 3,7 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 2,9 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les rachats nets, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 1,0 G\$, inchangés par rapport à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 4,2 G\$, comparativement à une augmentation de 3,4 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 7,3 G\$, ce qui représente une baisse de 3,0 %, comparativement à 7,5 G\$ en 2022. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 9,6 G\$, soit une hausse de 3,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 se sont établis à 2,3 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,7 G\$ en 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 245 M\$, comparativement à 705 M\$ pour l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevés à 2,1 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,0 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de 4,3 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une diminution de 7,7 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de 2022, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 675 M\$ parmi les FNB de Mackenzie. Compte non tenu de cette transaction, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 30 M\$, et les rachats nets de fonds d'investissement se sont chiffrés à 1,7 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 2,7 G\$ et à 9,5 G\$, respectivement, comparativement à 2,5 G\$ et à 9,1 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2023, le taux de rachat trimestriel

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Actif géré de Mackenzie, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement	(987)\$	(712)\$	(966) \$	(38,6)%	(2,2)%
Créations nettes de parts de FNB	161	13	134	n.s.	20,1
Fonds d'investissement ^{1, 2}	(826)	(699)	(832)	(18,2)	0,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³	(186)	7	(135)	n.s.	(37,8)
Total des ventes nettes (rachats nets)	(1 012)	(692)	(967)	(46,2)	(4,7)
Rendements des placements	4 192	(1 948)	3 385	n.s.	23,8
Variation de l'actif, montant net	3 180	(2 640)	2 418	n.s.	31,5
Actif au début	66 102	68 742	63 657	(3,8)	3,8
Actif à la fin	69 282 \$	66 102 \$	66 075 \$	4,8 %	4,9 %
Actif géré consolidé de Mackenzie					
Fonds communs de placement	56 408 \$	53 950 \$	54 434 \$	4,6 %	3,6 %
FNB	5 507	5 050	5 219	9,0	5,5
Fonds d'investissement ^{1, 2}	61 915	59 000	59 653	4,9	3,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³	7 367	7 102	6 422	3,7	14,7
	69 282	66 102	66 075	4,8	4,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ⁴	49 665	45 906	47 023	8,2	5,6
Actif géré des tiers	118 947	112 008	113 098	6,2	5,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ^{2, 4}	76 758	74 325	73 514	3,3	4,4
Actif géré consolidé	195 705 \$	186 333 \$	186 612 \$	5,0 %	4,9 %
Actif géré à la fin, y compris les investissements stratégiques					
ChinaAMC	94 792 \$	94 470 \$	46 932 \$	0,3 %	102,0 %
Northleaf	14 912	15 092	13 521	(1,2)	10,3
Éliminations intrasectorielles	(260)	(302)	(156)	13,9	(66,7)
	109 444 \$	109 260 \$	60 297 \$	0,2 %	81,5 %
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	305 149 \$	295 593 \$	246 909 \$	3,2 %	23,6 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie ⁵					
Actif géré des tiers	114 128 \$	115 517 \$	112 651 \$	(1,2)%	1,3 %
Données consolidées	189 302	191 889	186 260	(1,3)	1,6

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
3. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes
– Au cours du deuxième trimestre de 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.
– Au cours du premier trimestre de 2022, un investisseur institutionnel a fait des rachats de 291 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller.
4. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseillers de Mackenzie des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseillers et actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseillers de la Canada Vie.
5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 19,7 %, comparativement à 18,2 % pour le quatrième trimestre de 2022. Au 31 décembre 2023, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 17,1 %, comparativement à 16,0 % pour l'exercice précédent.

Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,5 % au 31 décembre 2023. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Actif géré de Mackenzie, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine			
Ventes nettes (rachats nets)			
Fonds communs de placement	(2 314)\$	(1 736)\$	(33,3)%
Créations nettes de parts de FNB ⁶	245	705	(65,2)
Fonds d'investissement ^{1,2}	(2 069)	(1 031)	(100,7)
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³	192	(834)	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	(1 877)	(1 865)	(0,6)
Rendements des placements	5 084	(8 370)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	3 207	(10 235)	n.s.
Actif au début	66 075	76 310	(13,4)
Actif à la fin	69 282 \$	66 075 \$	4,9 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁵			
Actif géré des tiers	115 436 \$	117 801 \$	(2,0)%
Données consolidées	191 637	194 040	(1,2)

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
3. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes
– Au cours du deuxième trimestre de 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.
– Au cours du premier trimestre de 2022, un investisseur institutionnel a fait des rachats de 291 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller.
4. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseillers de Mackenzie des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseillers et actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseillers de la Canada Vie.
5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.
6. FNB – Au cours du premier trimestre de 2022, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 675 M\$ parmi les FNB de Mackenzie.

d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les rachats nets, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 1,9 G\$, inchangés par rapport à 2022. Au cours de l'exercice, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 5,1 G\$, comparativement à une diminution de 8,4 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice de 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, un investisseur institutionnel a fait des rachats de 291 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller, et Wealthsimple a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 675 M\$

parmi les FNB de Mackenzie. Compte non tenu de ces transactions, les rachats nets, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 2,4 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, comparativement à 2,3 G\$ en 2022.

Au 31 décembre 2023, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 49,7 G\$, comparativement à 47,0 G\$ au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 76,8 G\$, soit 71,3 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 73,5 G\$, soit 70,8 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2022.

Variation de l'actif géré – Résultats du quatrième trimestre de 2023 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023

Au 31 décembre 2023, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 195,7 G\$, en hausse de 5,0 %, comparativement à 186,3 G\$ au 30 septembre 2023. L'actif géré des tiers s'élevait

Tableau 16 : Variation de l'actif géré des fonds d'investissement – Placements Mackenzie¹

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Ventes	1 736 \$	1 503 \$	1 559 \$	15,5 %	11,4 %
Rachats	2 723	2 215	2 525	22,9	7,8
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement	(987)	(712)	(966)	(38,6)	(2,2)
Créations nettes de parts de FNB	161	13	134	n.s.	20,1
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2,3}	(826)	(699)	(832)	(18,2)	0,7
Rendements des placements	3 741	(1 840)	2 934	n.s.	27,5
Variation de l'actif, montant net	2 915	(2 539)	2 102	n.s.	38,7
Actif au début	59 000	61 539	57 551	(4,1)	2,5
Actif à la fin	61 915 \$	59 000 \$	59 653 \$	4,9 %	3,8 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	56 408 \$	53 950 \$	54 434 \$	4,6 %	3,6 %
FNB	5 507	5 050	5 219	9,0	5,5
Fonds d'investissement ³	61 915 \$	59 000 \$	59 653 \$	4,9 %	3,8 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	59 848 \$	60 949 \$	59 421 \$	(1,8)%	0,7 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Ventes			7 270 \$	7 496 \$	(3,0)%
Rachats			9 584	9 232	3,8
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement			(2 314)	(1 736)	(33,3)
Créations nettes de parts de FNB ⁴			245	705	(65,2)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2,3}			(2 069)	(1 031)	(100,7)
Rendements des placements			4 331	(7 678)	n.s.
Variation de l'actif, montant net			2 262	(8 709)	n.s.
Actif au début			59 653	68 362	(12,7)
Actif à la fin			61 915 \$	59 653 \$	3,8 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement			60 714 \$	62 114 \$	(2,3)%

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.
3. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
4. FNB – Au cours du premier trimestre de 2022, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 675 M\$ parmi les FNB de Mackenzie.

à 118,9 G\$, en hausse de 6,2 %, par rapport à 112,0 G\$ au 30 septembre 2023.

L'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 61,9 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 4,9 %, comparativement à 59,0 G\$ au 30 septembre 2023. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 56,4 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 4,6 %, comparativement à 54,0 G\$ au 30 septembre 2023. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 5,5 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 5,1 G\$ au 30 septembre 2023. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'est établi à 12,9 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 12,5 G\$ au 30 septembre 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 1,7 G\$, soit une hausse de 15,5 % par rapport au troisième trimestre de 2023. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,7 G\$, soit une hausse de 22,9 % par rapport au troisième trimestre de 2023. Les rachats nets de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établis à 1,0 G\$, comparativement à des rachats nets de 712 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 2,7 G\$, comparativement à 2,2 G\$ pour le troisième trimestre. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 19,7 %

pour le trimestre considéré, comparativement à 15,7 % pour le troisième trimestre.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 161 M\$, comparativement à 13 M\$ au troisième trimestre.

Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 826 M\$, comparativement à des rachats nets de 699 M\$ au troisième trimestre.

Au 31 décembre 2023, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 49,7 G\$, comparativement à 45,9 G\$ au 30 septembre 2023.

Au 31 décembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 76,8 G\$, soit 71,3 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 74,3 G\$, soit 69,6 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 30 septembre 2023.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 17 et comprend les activités de Placements Mackenzie ainsi que le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

Placements Mackenzie

Le bénéfice net ajusté de Placements Mackenzie est présenté dans le tableau 18. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2023 s'est chiffré à 49,4 M\$, soit une baisse de 3,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2022, et une baisse de 12,6 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 204,4 M\$, soit une baisse de 4,1 % par rapport à 2022.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2023 s'est chiffré à 73,8 M\$, soit une baisse de

2,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2022, et une baisse de 11,3 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 303,4 M\$, soit une baisse de 3,1 % par rapport à 2022.

Résultats de 2023 par rapport à ceux de 2022

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les honoraires

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	230,9 \$	236,2 \$	232,5 \$	(2,2)%	(0,7)%
Frais de rachat	0,6	0,7	0,7	(14,3)	(14,3)
	231,5	236,9	233,2	(2,3)	(0,7)
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(76,0)	(77,9)	(76,9)	(2,4)	(1,2)
Rémunération fondée sur les ventes	–	–	–	–	–
	(76,0)	(77,9)	(76,9)	(2,4)	(1,2)
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	155,5	159,0	156,3	(2,2)	(0,5)
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	28,0	28,8	27,3	(2,8)	2,6
Gestion d'actifs – produits nets	183,5	187,8	183,6	(2,3)	(0,1)
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,0	2,5	5,6	60,0	(28,6)
Quote-part du résultat des entreprises associées	32,3	25,1	24,9	28,7	29,7
	219,8	215,4	214,1	2,0	2,7
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	20,8	19,0	21,3	9,5	(2,3)
Activités et services de soutien	92,7	87,2	91,3	6,3	1,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,2	1,2	1,0	–	20,0
	114,7	107,4	113,6	6,8	1,0
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	105,1	108,0	100,5	(2,7)	4,6
Charges d'intérêts	6,5	6,6	5,9	(1,5)	10,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	98,6	101,4	94,6	(2,8)	4,2
Impôt sur le résultat	20,1	22,4	20,2	(10,3)	(0,5)
Bénéfice net ajusté	78,5	79,0	74,4	(0,6)	5,5
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,1	2,1	n.s.	(19,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	76,8 \$	78,9 \$	72,3 \$	(2,7)%	6,2 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	934,6 \$	962,9 \$	(2,9)%
Frais de rachat	3,0	3,1	(3,2)
	937,6	966,0	(2,9)
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(311,4)	(320,3)	(2,8)
Rémunération fondée sur les ventes	-	(7,3)	(100,0)
	(311,4)	(327,6)	(4,9)
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	626,2	638,4	(1,9)
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	113,6	111,7	1,7
Gestion d'actifs – produits nets	739,8	750,1	(1,4)
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,0	5,7	110,5
Quote-part du résultat des entreprises associées	121,4	82,9	46,4
	873,2	838,7	4,1
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	83,5	79,4	5,2
Activités et services de soutien	362,7	360,5	0,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	4,6	4,9	(6,1)
	450,8	444,8	1,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	422,4	393,9	7,2
Charges d'intérêts	25,0	23,5	6,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	397,4	370,4	7,3
Impôt sur le résultat	83,8	81,6	2,7
Bénéfice net ajusté	313,6	288,8	8,6
Participation ne donnant pas le contrôle	3,4	5,1	(33,3)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	310,2 \$	283,7 \$	9,3 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

d'administration tirés de nos fonds d'investissement et des honoraires de gestion provenant de nos comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des fonds négociés en bourse et des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est destinée

à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.

- Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.
- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif et la rémunération fondée sur les ventes. La rémunération fondée sur l'actif représente les commissions de suivi versées aux courtiers

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	230,9 \$	236,2 \$	232,5 \$	(2,2)%	(0,7)%
Frais de rachat	0,6	0,7	0,7	(14,3)	(14,3)
	231,5	236,9	233,2	(2,3)	(0,7)
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(76,0)	(77,9)	(76,9)	(2,4)	(1,2)
Rémunération fondée sur les ventes	–	–	–	–	–
	(76,0)	(77,9)	(76,9)	(2,4)	(1,2)
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	155,5	159,0	156,3	(2,2)	(0,5)
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	28,0	28,8	27,3	(2,8)	2,6
Gestion d'actifs – produits nets	183,5	187,8	183,6	(2,3)	(0,1)
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,0	2,5	5,6	60,0	(28,6)
	187,5	190,3	189,2	(1,5)	(0,9)
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	20,8	19,0	21,3	9,5	(2,3)
Activités et services de soutien	91,7	86,9	90,9	5,5	0,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,2	1,2	1,0	–	20,0
	113,7	107,1	113,2	6,2	0,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	73,8	83,2	76,0	(11,3)	(2,9)
Charges d'intérêts	6,5	6,6	5,9	(1,5)	10,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	67,3	76,6	70,1	(12,1)	(4,0)
Impôt sur le résultat	17,9	20,1	18,8	(10,9)	(4,8)
Bénéfice net ajusté¹	49,4 \$	56,5 \$	51,3 \$	(12,6)%	(3,7)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

s'appliquant à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. La rémunération fondée sur les ventes est versée aux courtiers à la vente de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. À compter du 1^{er} juin 2022, Mackenzie a cessé de vendre des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés, conformément aux modifications réglementaires.

- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseillers tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 155,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, soit une baisse de 0,8 M\$, ou 0,5 %, comparativement à 156,3 M\$ pour l'exercice précédent. La diminution des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est attribuable à une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets, en partie contrebalancée par une augmentation de 1,3 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 54,2 points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, comparativement à 55,1 points de base pour la période correspondante de 2022. La diminution du taux est principalement attribuable à une modification de la composition de l'actif géré.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 626,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une baisse de 12,2 M\$, ou 1,9 %, comparativement à 638,4 M\$ pour l'exercice précédent. La diminution des honoraires de gestion d'actifs – produits nets –

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	934,6 \$	962,9 \$	(2,9)%
Frais de rachat	3,0	3,1	(3,2)
	937,6	966,0	(2,9)
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(311,4)	(320,3)	(2,8)
Rémunération fondée sur les ventes	-	(7,3)	(100,0)
	(311,4)	(327,6)	(4,9)
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	626,2	638,4	(1,9)
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	113,6	111,7	1,7
Gestion d'actifs – produits nets	739,8	750,1	(1,4)
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,0	5,7	110,5
	751,8	755,8	(0,5)
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	83,5	79,4	5,2
Activités et services de soutien	360,3	358,4	0,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	4,6	4,9	(6,1)
	448,4	442,7	1,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	303,4	313,1	(3,1)
Charges d'intérêts	25,0	23,5	6,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	278,4	289,6	(3,9)
Impôt sur le résultat	74,0	76,4	(3,1)
Bénéfice net ajusté¹	204,4 \$	213,2 \$	(4,1)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

tierces parties est essentiellement attribuable à une diminution de 2,0 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, contrebalancée par une augmentation du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 54,4 points de base, comparativement à 54,2 points de base pour la période correspondante de 2022. L'augmentation du taux est principalement attribuable à la baisse des commissions de vente, partiellement contrebalancée par une modification de la composition de l'actif géré.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 28,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, soit une hausse de 0,7 M\$, ou 2,6 %, comparativement à 27,3 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation de 2,1 % de l'actif géré moyen et d'une augmentation du taux des honoraires de gestion. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 14,8 points de base,

comparativement à 14,7 points de base pour la période correspondante de 2022.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 113,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une hausse de 1,9 M\$, ou 1,7 %, comparativement à 111,7 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation du taux des honoraires de gestion. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 14,9 points de base, comparativement à 14,7 points de base pour la période correspondante de 2022. L'actif géré moyen est demeuré inchangé pour les deux périodes.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 4,0 M\$ au

cours du trimestre clos le 31 décembre 2023, comparativement à 5,6 M\$ pour l'exercice précédent, et à 12,0 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, comparativement à 5,7 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires s'élevaient à 20,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, en baisse de 0,5 M\$, ou 2,3 %, par rapport à 21,3 M\$ en 2022. Les charges se sont établies à 83,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une augmentation de 4,1 M\$, ou 5,2 %, par rapport à 79,4 M\$ pour l'exercice précédent.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 91,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, en hausse de 0,8 M\$, ou 0,9 %, par rapport à 90,9 M\$ en 2022. Les charges se sont établies à 360,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une augmentation de 1,9 M\$, ou 0,5 %, par rapport à 358,4 M\$ pour l'exercice précédent.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevaient à 1,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, comparativement à 1,0 M\$ en 2022. Les charges se sont établies à 4,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, comparativement à 4,9 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 6,5 M\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 5,9 M\$ pour la période correspondante de 2022. Les charges d'intérêts s'élevaient à 25,0 M\$ pour l'exercice, comparativement à 23,5 M\$ en 2022. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme de la Société financière IGM à Mackenzie. L'affectation de la dette a augmenté pour s'établir à 450 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2023, en raison de l'émission de titres d'emprunt à long terme par la Société financière IGM. Auparavant, l'affectation s'établissait à 400 M\$.

Résultats du quatrième trimestre de 2023 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 155,5 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 3,5 M\$, ou 2,2 %, par rapport à 159,0 M\$ au troisième trimestre de 2023. Les facteurs ayant contribué à cette diminution nette sont les suivants :

- Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets s'est établi à 54,2 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 54,8 points de base pour le troisième trimestre.
- L'actif géré moyen s'est établi à 114,1 G\$ pour le trimestre considéré, une baisse de 1,2 % par rapport au trimestre précédent.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont chiffrés à 28,0 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,8 M\$, ou 2,8 %, par rapport à 28,8 M\$ au troisième trimestre de 2023. Les facteurs ayant contribué à cette diminution nette sont les suivants :

- Le taux des honoraires de gestion d'actifs s'est établi à 14,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 15,0 points de base pour le deuxième trimestre.
- L'actif géré moyen s'est établi à 75,2 G\$ pour le trimestre considéré, une baisse de 1,6 % par rapport au trimestre précédent.

Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de 4,0 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 2,5 M\$ pour le troisième trimestre.

Charges

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 20,8 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 19,0 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 91,7 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 4,8 M\$, ou 5,5 %, comparativement à 86,9 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,2 M\$ pour le trimestre considéré, inchangées par rapport au troisième trimestre.

Investissements stratégiques du secteur gestion d'actifs

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques dans le secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 19. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2023 s'est chiffré à

Tableau 19 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	Variation	
				30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC	23,7 \$	24,6 \$	14,2 \$	(3,7)%	66,9 %
Northleaf	8,6	0,5	10,7	n.s.	(19,6)
	32,3	25,1	24,9	28,7	29,7
Charges					
Activités et services de soutien	1,0	0,3	0,4	233,3	150,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹	31,3	24,8	24,5	26,2	27,8
Impôt sur le résultat	2,2	2,3	1,4	(4,3)	57,1
Bénéfice net ajusté¹	29,1	22,5	23,1	29,3	26,0
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,1	2,1	n.s.	(19,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	27,4 \$	22,4 \$	21,0 \$	22,3 %	30,5 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC			104,1 \$	57,2 \$	82,0 %
Northleaf			17,3	25,7	(32,7)
			121,4	82,9	46,4
Charges					
Activités et services de soutien			2,4	2,1	14,3
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹			119,0	80,8	47,3
Impôt sur le résultat			9,8	5,2	88,5
Bénéfice net ajusté¹			109,2	75,6	44,4
Participation ne donnant pas le contrôle			3,4	5,1	(33,3)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹			105,8 \$	70,5 \$	50,1 %

¹ Une mesure financière non conforme aux normes IFRS - se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

27,4 M\$, comparativement à 21,0 M\$ en 2022 et à 22,4 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté annuel s'est chiffré à 105,8 M\$, comparativement à 70,5 M\$ en 2022.

La quote-part du bénéfice des entreprises associées se compose du bénéfice en capitaux propres provenant de ChinaAMC et de Northleaf.

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société s'est chiffrée à 23,7 M\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 14,2 M\$ pour la période correspondante de 2022, et à 104,1 M\$ pour l'exercice 2023, comparativement à 57,2 M\$ en 2022. L'augmentation en 2023 reflète l'achat par la Société d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC le 12 janvier 2023.

La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société s'est chiffrée à 8,6 M\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement à 10,7 M\$ pour la période correspondante de 2022, et à 17,3 M\$ pour l'exercice 2023, comparativement à 25,7 M\$ en 2022. Ces facteurs ont été contrebalancés par les participations ne donnant pas le contrôle présentées dans le tableau.

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les placements de la Société dans Lifeco et Portage. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice provenant du secteur Activités internes et autres comprend la quote-part revenant à la Société du résultat de son entreprise associée, Lifeco, des produits tirés des placements nets liés au capital non attribué ainsi que des écritures d'élimination liées à la consolidation.

Au 31 décembre 2023, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

Portage consiste en des fonds qui investissent dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; ils sont sous le contrôle de Power.

En plus de Lifeco et des autres placements détenus par la Société, le secteur Activités internes et autres inclut le capital non attribué, qui totalisait 282,3 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 770,9 M\$ au 31 décembre 2022, comme il est présenté dans le tableau 20.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement, de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Activités internes et autres est présenté dans le tableau 21.

Résultats de 2023 par rapport à ceux de 2022

La quote-part du résultat des entreprises associées a diminué de 21,8 M\$ au quatrième trimestre de 2023, comparativement au quatrième trimestre de 2022, et a diminué de 61,3 M\$ au cours de l'exercice. Ces résultats reflètent la quote-part du bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. La diminution du bénéfice de Lifeco reflète les changements susmentionnés en ce qui a trait au pourcentage de participation de la Société financière IGM, avec prise d'effet le 12 janvier 2023. En 2022 et au quatrième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé sa quote-part du résultat de Lifeco en fonction du bénéfice réel. Au cours des trois premiers trimestres de 2023, la Société a comptabilisé sa quote-part du résultat de Lifeco en se fondant sur les estimations consensuelles des analystes à l'égard du bénéfice de Lifeco, car celle-ci présentait ses résultats trimestriels après la Société.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 2,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, en baisse de 4,3 M\$ par rapport à 7,2 M\$ en 2022. Pour l'exercice, les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 12,3 M\$, en baisse de 1,9 M\$ par rapport à 14,2 M\$ en 2022.

Résultats du quatrième trimestre de 2023 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023

La quote-part du résultat des entreprises associées s'est établie à 19,1 M\$ au quatrième trimestre de 2023, en hausse de 6,4 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2023. Au cours du quatrième trimestre, la Société a comptabilisé une hausse

Tableau 20 : Total de l'actif – Activités internes et autres

(en M\$)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Participations dans une entreprise associée		
Lifeco	589,3 \$	939,5 \$
Investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Portage et autres investissements	114,7	111,6
Capital non attribué et autres	282,3	770,9
Total de l'actif	986,3 \$	1 822,0 \$
<i>Juste valeur de Lifeco</i>	970,9 \$	1 168,3 \$

Tableau 21 : Résultats d'exploitation – Activités internes et autres

				Variation	
Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2023	31 déc. 2022
Produits					
Gestion de patrimoine	(1,7)\$	(1,7)\$	– \$	– %	n.s. %
Gestion d'actifs	(25,2)	(25,8)	(27,0)	2,3	6,7
Charge de rémunération des courtiers	(0,7)	(0,7)	(0,1)	–	n.s.
Gestion d'actifs – produits nets	(25,9)	(26,5)	(27,1)	2,3	4,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,9	3,2	7,2	(9,4)	(59,7)
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Lifeco	19,1	12,7	40,9	50,4	(53,3)
	(5,6)	(12,3)	21,0	54,5	n.s.
Charges					
Activités et services de soutien	0,2	0,4	(0,2)	(50,0)	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	(27,5)	(28,2)	(27,0)	2,5	(1,9)
	(27,3)	(27,8)	(27,2)	1,8	(0,4)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	21,7	15,5	48,2	40,0	(55,0)
Charges d'intérêts	–	0,1	–	(100,0)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹	21,7	15,4	48,2	40,9	(55,0)
Impôt sur le résultat	(0,7)	(3,3)	3,4	78,8	n.s.
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies	22,4	18,7	44,8	19,8	(50,0)
Bénéfice net – activités abandonnées	(4,5)	(6,0)	0,2	25,0	n.s.
Bénéfice net ajusté¹	17,9 \$	12,7 \$	45,0 \$	40,9 %	(60,2)%
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Produits					
Gestion de patrimoine			(6,5)\$	– \$	n.s. %
Gestion d'actifs			(102,2)	(110,5)	7,5
Charge de rémunération des courtiers			(2,7)	–	n.s.
Gestion d'actifs – produits nets			(104,9)	(110,5)	5,1
Produits tirés des placements nets et autres produits			12,3	14,2	(13,4)
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Lifeco			66,9	128,2	(47,8)
			(32,2)	31,9	n.s.
Charges					
Activités et services de soutien			1,2	2,1	(42,9)
Comptes gérés à titre de sous-conseiller			(111,3)	(110,5)	(0,7)
			(110,1)	(108,4)	(1,6)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹			77,9	140,3	(44,5)
Impôt sur le résultat			(2,0)	4,7	n.s.
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies			79,9	135,6	(41,1)
Bénéfice net – activités abandonnées			(12,5)	0,1	n.s.
Bénéfice net ajusté¹			67,4 \$	135,7 \$	(50,3)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

de 0,8 M\$ liée au bénéfice de Lifeco pour le troisième trimestre pour tenir compte des résultats réels présentés par Lifeco. Au cours du troisième trimestre, la Société a comptabilisé

un ajustement de (8,0) M\$ lié au bénéfice de Lifeco pour le deuxième trimestre.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 18,7 G\$ au 31 décembre 2023, inchangé par rapport au 31 décembre 2022.

Autres investissements

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 22.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les profits et les pertes sur les titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple et dans Portag3 Ventures LP, Portag3 Ventures II LP et Portage Ventures III LP (« Portage »). Ces investissements sont comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La Société est l'actionnaire principal de Wealthsimple, grâce à sa participation directe et indirecte combinée de 24,7 % dont la juste valeur était de 607 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 24,3 % et à une juste valeur de 492 M\$ au 31 décembre 2022. Cette variation est en grande partie attribuable à une hausse de la juste valeur de 20 % et à un investissement supplémentaire au cours de la période. La hausse de la juste valeur est conforme à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et à la révision

de ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres de placements, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalisait 721 M\$ au 31 décembre 2023, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Juste valeur par le biais du résultat net

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 23.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 27,4 % du total de l'actif au 31 décembre 2023, comparativement à 26,8 % au 31 décembre 2022.

Tableau 22 : Autres investissements

(en M\$)	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	264,9 \$	721,4 \$	242,7 \$	602,6 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	12,8	13,1	12,7	12,9
Fonds d'investissement exclusifs	126,5	129,1	156,7	159,0
	139,3	142,2	169,4	171,9
	404,2 \$	863,6 \$	412,1 \$	774,5 \$

Tableau 23 : Prêts

(en M\$)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Coût amorti	5 109,4 \$	5 022,3 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(0,7)	(0,8)
	5 108,7 \$	5 021,5 \$

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 décembre 2023, un passif correspondant totalisant 4,7 G\$ a été comptabilisé au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 4,6 G\$ au 31 décembre 2022.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 375,5 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 371,9 M\$ au 31 décembre 2022.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Au 31 décembre 2023, IG Gestion de patrimoine gérait des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 8,7 G\$, dont une tranche de 1,9 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

Accords de titrisation

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires

titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au quatrième trimestre de 2023, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 327,7 M\$, comparativement à 351,4 M\$ en 2022. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 8 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

Participation dans des entreprises associées

Great-West Lifeco Inc.

Au 31 décembre 2023, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La variation

de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023, par rapport à 2022, est présentée dans le tableau 24.

Le 12 janvier 2023, afin de financer partiellement l'acquisition d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC, la Société a vendu 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 553 M\$, ce qui a réduit la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4 %. Le profit comptable à la vente des actions de Lifeco de la Société financière IGM s'élève à 172,9 M\$ avant impôt (168,6 M\$ après impôt), ce qui comprend un montant de 179,1 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée au deuxième trimestre.

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de

15,1 M\$, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de manière prospective.

China Asset Management Co., Ltd.

La participation de 27,8 % de la Société dans ChinaAMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023 est présentée dans le tableau 24. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant positif de 8,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, est attribuable à une appréciation de 0,5 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

L'actif géré total de ChinaAMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 1 823,6 milliards RMB¥ (341,0 G\$) au

Tableau 24 : Investissement dans des entreprises associées

(en M\$)	31 déc. 2023						31 déc. 2022				
	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total	Lifeco	ChinaAMC	Northleaf	Autres	Total
Trimestres clos les											
Valeur comptable au 1^{er} octobre¹	578,8 \$	1 852,9 \$	864,2 \$	293,2 \$	38,8 \$	3 627,9 \$	903,2 \$	764,8 \$	273,8 \$	– \$	1 941,8 \$
Investissement	–	0,6	1,5	–	–	2,1	–	–	–	40,5	40,5
Dividendes	(11,5)	–	–	–	–	(11,5)	(18,3)	–	–	–	(18,3)
Quote-part des éléments suivants :											
Bénéfice ^{2,3}	19,1	23,7	–	8,6	(0,8)	50,6	40,9	14,2	10,7	(0,4)	65,4
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	2,9	8,1	(20,9)	–	–	(9,9)	13,7	8,2	–	–	21,9
Valeur comptable au 31 décembre	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$	939,5 \$	787,2 \$	284,5 \$	40,1 \$	2 051,3 \$
Exercices clos les											
Valeur comptable au 1^{er} janvier¹	939,5 \$	787,2 \$	– \$	284,5 \$	40,1 \$	2 051,3 \$	885,1 \$	768,7 \$	258,8 \$	– \$	1 912,6 \$
Investissement	–	1 162,4	857,7	–	0,5	2 020,6	–	–	–	40,5	40,5
Cession	(397,7)	–	–	–	–	(397,7)	–	–	–	–	–
Dividendes	(46,0)	(69,2)	–	–	–	(115,2)	(73,2)	(31,3)	–	–	(104,5)
Quote-part des éléments suivants :											
Bénéfice ^{2,3}	66,9	104,1	(0,7)	17,3	(2,6)	185,0	128,2	57,2	25,7	(0,4)	210,7
Ajustement lié à IFRS 17	15,1	–	–	–	–	15,1	–	–	–	–	–
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	11,5	(99,2)	(12,2)	–	–	(99,9)	(0,6)	(7,4)	–	–	(8,0)
Valeur comptable au 31 décembre	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$	939,5 \$	787,2 \$	284,5 \$	40,1 \$	2 051,3 \$

1. Les soldes d'ouverture ont été retraités pour tenir compte de l'incidence estimative de l'adoption d'IFRS 17 et d'IFRS 9 par Lifeco.

2. La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Activités internes et autres.

3. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 6,9 M\$ et à 13,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice de 2023, comparativement à 8,6 M\$ et à 20,6 M\$, respectivement, en 2022.

31 décembre 2023, soit une hausse de 5,9 % (1,0 % en dollars canadiens) par rapport à 1 721,6 milliards RMB¥ (337,6 G\$) au 31 décembre 2022. Les flux nets de fonds communs de placement, compte non tenu de l'actif géré des filiales et des investisseurs institutionnels, s'élevaient à 41,5 milliards RMB¥ et à 220,2 milliards RMB¥ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023, respectivement (flux nets obtenus de Wind Information Co., Ltd.).

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis, auprès de Power, une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$, ce qui a fait augmenter la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %.

Rockefeller Capital Management

Les résultats financiers de Rockefeller sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable en raison de la représentation au sein du conseil, de la participation au processus d'élaboration des politiques et des initiatives stratégiques communes.

Au 31 décembre 2023, les actifs de la clientèle de Rockefeller se chiffraient à 122,1 G\$ US (161,6 G\$).

Le 3 avril 2023, la Société a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Northleaf Capital Group Ltd.

Au moyen d'un instrument d'acquisition détenu par la filiale de la Société, Mackenzie, la Société détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. L'instrument d'acquisition appartient à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco.

Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023, ce qui représente une hausse de 2,5 G\$, ou 10,4 %, comparativement à 24,1 G\$ au 31 décembre 2022. L'augmentation au cours de l'exercice est attribuable au montant de 3,6 G\$ affecté à de nouveaux engagements, facteurs partiellement contrebalancés par une baisse de 0,6 G\$ ayant trait au rendement du capital et une baisse de 0,5 G\$ découlant des actifs libellés en dollars américains.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

Situation de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 544,6 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 1 072,9 M\$ au 31 décembre 2022. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 0,6 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2022, comme l'illustre le tableau 25.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans le passif lié aux dépôts. La diminution des fonds de clients déposés et des passifs liés aux dépôts en 2023 est en partie attribuable à la vente d'IPC en 2023. Les fonds de clients déposés et les passifs liés aux dépôts d'IPC s'élevaient à 318 M\$ au 31 décembre 2022.

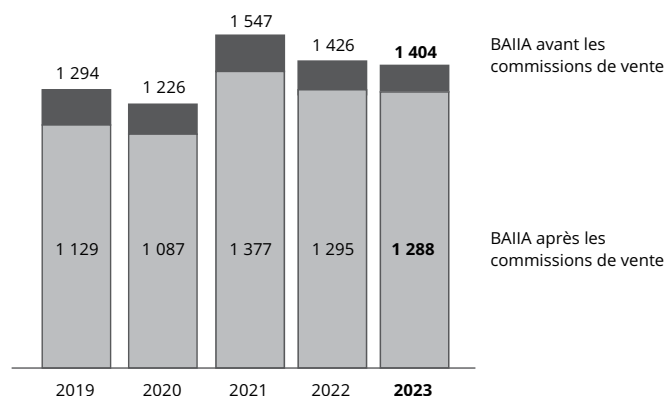
Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 358,2 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 846,8 M\$ au 31 décembre 2022 (tableau 26).

Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts relativement à la dette à long terme;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme;

Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA »)¹

Pour les exercices (en M\$)



Le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente excluent les éléments suivants :

2019 – la quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée revenant à la Société.

2020 – le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée et les charges de restructuration et autres charges revenant à la Société.

2021 – la contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.

2023 – le profit à la vente d'Investment Planning Counsel, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement, ainsi que la restructuration et les autres éléments liés à IFRS 17 pour Lifeco.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 25 : Activités de dépôt – Situation financière

Aux 31 décembre (en M\$)	2023	2022
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,6 \$	0,8 \$
Fonds de clients déposés	3 365,7	4 347,4
Débiteurs et autres montants à recevoir	0,7	0,6
Prêts	9,3	9,4
Total de l'actif	3 376,3 \$	4 358,2 \$
Passif et capitaux propres		
Passif lié aux dépôts	3 344,2 \$	4 334,0 \$
Autres passifs	23,3	15,2
Capitaux propres	8,8	9,0
Total du passif et des capitaux propres	3 376,3 \$	4 358,2 \$

Tableau 26 : Fonds de roulement

<i>Aux 31 décembre (en M\$)</i>	2023	2022
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	544,6 \$	1 072,9 \$
Fonds de clients déposés	3 365,7	4 347,4
Débiteurs et autres actifs	431,6	462,6
Tranche courante des prêts hypothécaires titrisés et autres prêts	1 020,8	992,2
	5 362,7	6 875,1
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	712,9	726,4
Dépôts et certificats	3 343,1	4 332,8
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	948,5	969,1
	5 004,5	6 028,3
Fonds de roulement	358,2 \$	846,8 \$

- les dépenses d'investissement dans les activités et les acquisitions d'entreprises.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 404,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, comparativement à 1 425,6 M\$ en 2022. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence à la fois des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé

1 287,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, comparativement à 1 294,8 M\$ pour 2022. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 27, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont connu une diminution de 528,3 M\$ en 2023, comparativement à une diminution de 219,5 M\$ en 2022.

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos en 2023, par rapport à 2022, comprennent les activités

Tableau 27 : Flux de trésorerie

<i>Exercices clos les (en M\$)</i>	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 367,0 \$	1 122,9 \$	21,7 %
Impôt sur le résultat payé	(222,7)	(330,9)	32,7
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	(307,0)	(54,3)	n.s.
	837,3	737,7	13,5
Activités de financement	(203,8)	(1 091,9)	81,3
Activités d'investissement	(1 161,8)	134,7	n.s.
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(528,3)	(219,5)	(140,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 072,9	1 292,4	(17,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	544,6 \$	1 072,9 \$	(49,2)%

d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

- la réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées;
- la réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs;
- la déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus;
- la réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie;
- des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres;
- les ajustements pour d'autres éléments en 2023, qui comprennent le profit à la vente partielle de l'investissement de la Société dans Lifeco et le profit à la vente d'IPC;
- la réintégration d'un ajustement exceptionnel en 2023 à l'égard des provisions au titre de la restructuration et autres;
- la déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Les activités de financement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 par rapport à 2022 avaient trait à ce qui suit :

- une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 256,0 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 217,0 M\$ en 2023, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 171,0 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 626,9 M\$ en 2022;
- le produit net de la facilité de crédit de 550,0 M\$ en 2023 qui a été remboursé avant la clôture de la vente d'IPC;
- l'émission de débentures d'un montant de 300,0 M\$ en 2023;
- le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 535,4 M\$ en 2023, comparativement à 537,2 M\$ en 2022.

Le rachat de 2 890 000 actions ordinaires a également eu lieu en 2022 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM au coût de 115,7 M\$.

Les activités d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 par rapport à 2022 avaient principalement trait à ce qui suit :

- l'achat d'autres investissements totalisant 86,7 M\$ et le produit de 80,8 M\$ de la vente d'autres investissements en 2023, comparativement à 150,5 M\$ et à 120,1 M\$, respectivement, en 2022;
- une augmentation des prêts de 1 203,2 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 1 113,5 M\$ en

2023, comparativement à 1 274,4 M\$ et à 1 584,4 M\$, respectivement, en 2022, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;

- la trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions et autres s'est établie à 125,0 M\$ en 2023, comparativement à 107,1 M\$ en 2022;
- l'investissement de 1 162,4 M\$ dans ChinaAMC en 2023;
- l'investissement de 857,7 M\$ dans Rockefeller en 2023, qui comprenait une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ et les coûts de transaction;
- la vente des actions de Lifeco qui a généré un produit de 552,7 M\$ en 2023;
- la vente d'IPC en 2023 qui a généré un produit de 555,0 M\$, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées.

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments de bénéfice global totalisait 316,3 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 362,8 M\$ au 31 décembre 2022, comme l'illustre le tableau 28.

Les autres éléments de perte globale au titre des avantages du personnel en 2023 sont principalement attribuables à une diminution des taux d'actualisation.

Le profit lié aux autres investissements en 2023 est principalement attribuable à une variation d'environ 20 % de la juste valeur de Wealthsimple. La variation est conforme à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et à la révision de ses attentes en matière de produits.

Les autres éléments de perte globale à l'égard des participations dans des entreprises associées en 2023 découlent essentiellement de l'écart de change au deuxième trimestre ayant trait à l'investissement de la Société dans ChinaAMC.

La cession d'une participation dans une entreprise associée de 16,0 M\$ en 2023 représente le montant du cumul des autres éléments de bénéfice global transféré par suite de la vente des actions de Lifeco.

Sources de financement

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser

Tableau 28 : Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

(en M\$)	Avantages du personnel	Autres investis- sements	Participa- tions dans des entreprises associées	Total
2023				
Solde au 1^{er} janvier	4,4 \$	309,6 \$	48,8 \$	362,8 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(18,4)	85,1	(96,5)	(29,8)
Cession d'une participation dans une entreprise associée	-	-	(16,0)	(16,0)
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	(0,7)	-	(0,7)
Solde au 31 décembre	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$
2022				
Solde au 1^{er} janvier	(95,6)\$	919,1 \$	59,6 \$	883,1 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	100,0	(585,5)	(10,8)	(496,3)
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	(24,0)	-	(24,0)
Solde au 31 décembre	4,4 \$	309,6 \$	48,8 \$	362,8 \$

l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solide. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 9,1 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 8,2 G\$ au 31 décembre 2022. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire les besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

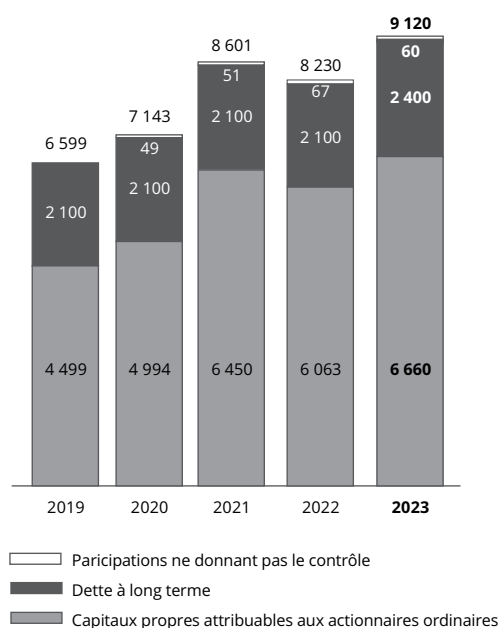
La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 2,1 G\$ au 31 décembre 2022. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière. L'augmentation de la dette à long terme découle de l'émission, le 26 mai 2023, de débetures à 5,426 % d'un

montant de 300 M\$ arrivant à échéance le 26 mai 2053. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément de prospectus au prospectus préalable de base simplifié de la Société financière IGM daté du 7 décembre 2022. La Société financière IGM s'est servie du produit net pour financer une partie du prix d'achat dans le cadre de l'acquisition de la participation de 20,5 % dans Rockefeller et aux fins générales de l'entreprise.

Le 21 décembre 2023, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le

Capital

Aux 31 décembre (en M\$)



rachat d'au plus 3 millions de ses actions ordinaires aux fins d'annulation afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente de la Société a pris fin le 28 février 2023, et la Société n'a racheté aucune action au cours des 12 derniers mois.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

En 2023, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 535,7 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Morningstar DBRS aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond

à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par Morningstar DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de Morningstar DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide, mais leur qualité de crédit est inférieure à la notation AA. Les entités qui obtiennent la notation A (élevé) pourraient être vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Instruments financiers

Le tableau 29 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, la facilité de crédit et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.

Tableau 29 : Instruments financiers

(en M\$)	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres investissements				
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	721,4 \$	721,4 \$	602,6 \$	602,6 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	142,2	142,2	171,9	171,9
Instruments financiers dérivés	42,7	42,7	63,7	63,7
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 108,7	5 070,8	5 021,5	4 905,5
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	49,6	49,6	51,6	51,6
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	3 344,2	3 344,2	4 334,0	4 334,0
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 687,8	4 695,7	4 610,4	4 544,6
Dette à long terme	2 400,0	2 453,4	2 100,0	2 013,9

- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 25 des états financiers consolidés, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

Cadre de gestion des risques

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») exhaustif, qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à notre politique de GRE, laquelle est approuvée par le comité exécutif de gestion des risques.

Gouvernance du risque

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité des risques du conseil d'administration (le « comité des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par les services de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne.

Le comité des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir l'appétit pour le risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.
- Le comité des ressources humaines supervise les pratiques et les politiques en matière de ressources humaines et de talents, y compris en ce qui concerne la rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Placements Mackenzie, ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation, du chef des ressources humaines et du chef de la gestion des risques, qui relève du chef de la direction de la Société financière IGM. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des

activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, comme ils ont été établis par le comité exécutif de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques, supervisé par le chef de la gestion des risques, assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité exécutif de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques; ii) gérer le processus de gestion des risques; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les services juridiques et de la conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques de la Société sont efficaces.

Appétit pour le risque

Le comité exécutif de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de

politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Le cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque facilite l'alignement de la stratégie d'affaires sur le degré d'appétence pour le risque, soutient l'évaluation du déploiement du capital et soutient la détection, l'atténuation et la gestion des risques.

Processus de gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de gestion des risques. Le service de gestion des risques maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de gestion des risques présente, sur une base régulière, des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité exécutif de gestion des risques et au comité des risques.

Culture de gestion des risques

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de l'organisation. Le service de gestion des risques organise des ateliers et des sondages sur les risques pour toutes les unités d'exploitation afin d'intégrer notre cadre de gestion des risques dans les activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, et sont souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

Principaux risques de l'entreprise

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Les risques sont déterminés en fonction de notre méthodologie établie, qui tient compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en trois catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la planification stratégique et d'entreprise.

1) Risque financier

Il s'agit du risque de perte financière lié à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils, au risque de liquidité et de financement, au risque de crédit ou au risque de marché.

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissait à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 224,2 G\$ au 31 décembre 2022.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les niveaux de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils subissent l'incidence des ventes nettes et des variations du marché.

De par leur nature, les marchés mondiaux sont assujettis à l'incertitude et à divers risques. Les fluctuations des cours boursiers, des taux de change, de la valeur des actifs immobiliers, des taux d'intérêt et des écarts de taux ou d'autres valeurs liées aux actifs pourraient faire diminuer l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice de la Société. Un ralentissement économique général, la volatilité des marchés, le rééquilibrage des placements de la clientèle, un

faible rendement des placements ou un manque de confiance des investisseurs pourraient également entraîner une baisse des ventes, une hausse des niveaux de rachat et une baisse de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils.

La Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de sa clientèle sera avantageuse à long terme pour les résultats financiers et correspond aux attentes des parties prenantes. Par conséquent, la Société n'entreprend habituellement pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

L'exposition de la Société au risque du marché concorde avec l'expérience de sa clientèle. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

Les titres de capitaux propres canadiens et étrangers sont exposés au risque actions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice. Le risque actions se divise en deux catégories : le risque actions général et le risque propre à l'émetteur. Les gestionnaires de fonds internes et externes de la Société réduisent l'exposition au risque propre à l'émetteur grâce à la diversification.

Les titres à revenu fixe sont exposés au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse du cours de marché des titres à revenu fixe, tandis qu'une baisse des taux d'intérêt entraîne une hausse du cours de marché, ce qui a une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Les titres libellés en devises sont exposés au risque de change. La dépréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une baisse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, tandis que l'appréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une hausse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, ce qui aura une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Risque de liquidité et de financement

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions

Tableau 30 : Actif géré de la Société financière IGM – Composition en fonction de l'actif et en fonction de la devise

Au 31 décembre 2023	Fonds d'investissement	Total
Trésorerie	0,8 %	2,1 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	4,1	4,0
Autres titres à revenu fixe	22,6	22,5
Actions canadiennes	20,5	25,4
Actions étrangères	49,7	44,2
Biens immeubles	2,3	1,8
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	50,3 %	56,9 %
Dollars américains	33,5	29,7
Autres	16,2	13,4
	100,0 %	100,0 %

normales que dans des conditions difficiles. Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision des risques de liquidité et de financement par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance et d'autres secteurs.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur*

l'habitation (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 31.

L'échéancier de la dette à long terme de 2,4 G\$ est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 825 M\$ au 31 décembre 2022. Les marges de crédit au 31 décembre 2023 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant

Tableau 31 : Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2023

(en M\$)

	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Après 5 ans	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	11,4 \$	38,2 \$	– \$	49,6 \$
Dépôts et certificats ¹	3 342,8	0,3	0,5	0,6	3 344,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	937,1	3 737,5	13,2	4 687,8
Contrats de location ²	–	29,2	84,2	96,9	210,3
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des obligations contractuelles	3 342,8 \$	978,0 \$	4 385,4 \$	1 985,7 \$	10 691,9 \$

1. Les dépôts et les certificats payables à vue sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, comparativement à 650 M\$ et à 175 M\$, respectivement, au 31 décembre 2022. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

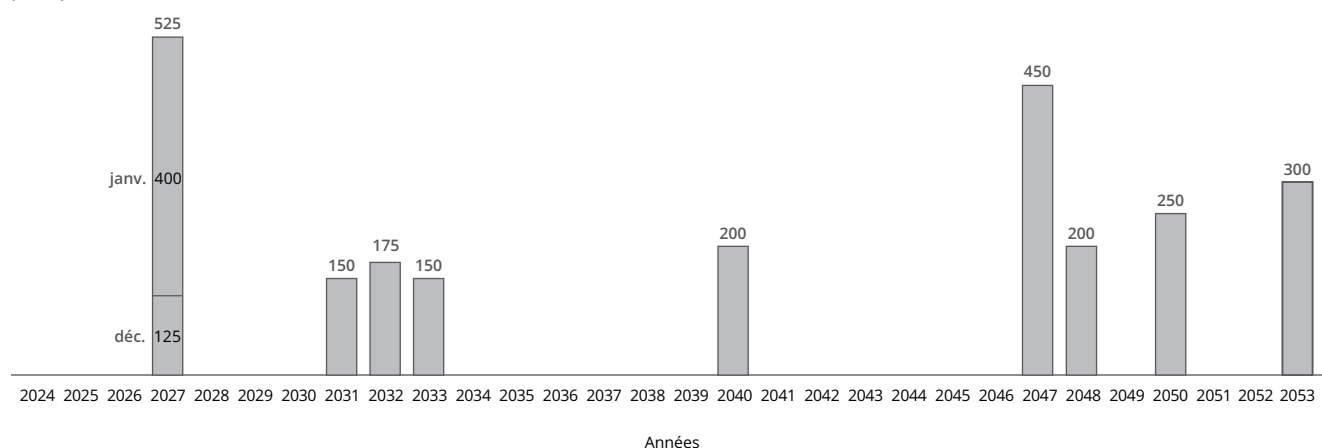
Les banques à charte canadiennes de l'annexe I ont fourni à la Société une facilité d'emprunt à terme non renouvelable liée au produit de la vente d'IPC. La facilité d'emprunt à terme a été remboursée avant la vente d'IPC.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2022, a été finalisée en avril 2023. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur

la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 70,5 M\$, comparativement à un excédent de 14,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2021. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 127,4 M\$, comparativement à 95,0 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2025. Au cours de l'exercice, la Société a versé des cotisations en trésorerie de 3,7 M\$ (2022 – 11,5 M\$). À la suite de l'évaluation déposée en avril 2023, la Société financière IGM a reçu un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine évaluation actuarielle, qui devrait avoir lieu au 31 décembre 2025. Les décisions relatives aux cotisations

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le risque de marché sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 décembre 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 544,6 M\$ (2022 – 1 072,9 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 216,5 M\$ (2022 – 346,3 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 328,1 M\$ (2022 – 726,6 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 0,5 M\$ (2022 – 81,6 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 36,4 M\$ (2022 – 306,8 M\$), d'acceptations bancaires de 291,2 M\$ (2022 – 293,2 M\$) et d'autre papier commercial de société de néant (2022 – 45,0 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique

de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, les fonds de clients déposés d'IG Gestion de patrimoine, qui s'élevaient à 3 365,7 M\$ (2022 – 4 029,7 M\$), étaient déposés dans des banques à charte de l'annexe I et environ 93 % des dépôts étaient assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 décembre 2023, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 5,1 G\$ (2022 – 5,0 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 4,7 G\$ (2022 – 4,6 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 375,5 M\$ (2022 – 371,9 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 11,5 M\$ (2022 – 12,7 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen d'un réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client ou d'une cliente.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,4 G\$ (2022 – 2,5 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées

par des banques, prêts qui totalisent 2,3 G\$ (2022 – 2,1 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 58 M\$ (2022 – 55,2 M\$) et à 37 M\$ (2022 – 21,3 M\$), respectivement, au 31 décembre 2023. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2023, une proportion de 50,7 % (2022 – 53,3 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan était assurée. Au 31 décembre 2023, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,1 M\$, comparativement à 2,2 M\$ au 31 décembre 2022. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,8 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 1,7 M\$ au 31 décembre 2022.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 31 décembre 2023, soit une baisse de 0,8 M\$ par rapport au 31 décembre 2022, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes, y compris la hausse des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec notre clientèle; v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le

risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 51,2 M\$ (2022 – 71,2 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 3,7 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 10,5 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2023. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2022.

Se référer aux notes 2, 7, 8 et 24 des états financiers consolidés pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen

d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2023, ce swap avait une juste valeur de 7,7 M\$ (31 décembre 2022 – 20,5 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,2 G\$ (31 décembre 2022 – 0,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2023, ces swaps avaient une juste valeur négative de 12,5 M\$ (31 décembre 2022 – juste valeur négative de 19,6 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,4 G\$ (31 décembre 2022 – 1,3 G\$). Au 31 décembre 2023, la juste valeur nette d'un montant négatif de 4,8 M\$ (31 décembre 2022 – montant positif de 0,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,6 G\$ (31 décembre 2022 – 1,5 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 1,1 M\$ (31 décembre 2022 – juste valeur positive de 4,7 M\$) sur un montant notionnel en cours de 181,5 M\$ au 31 décembre 2023 (31 décembre 2022 – 191,6 M\$).

Au 31 décembre 2023, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,5 M\$ (31 décembre 2022 – une diminution de 1,7 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à

la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées, lesquelles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2023, la juste valeur des autres investissements était de 0,9 G\$ (31 décembre 2022 – 0,8 G\$), comme l'illustre le tableau 22, et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 3,7 G\$ au 31 décembre 2023 (31 décembre 2022 – 2,1 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2023, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 128,1 M\$ (141,6 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 4,9 M\$ (5,4 M\$).

2) Risque opérationnel

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou des événements externes.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes liés à l'information, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des défaillances de tiers clés, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent du service de gestion des risques, du service de la conformité et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus de gouvernance de l'assurance qui comprend la supervision par le comité directeur en matière d'assurance et par les hauts dirigeants. Dans le cadre de ce processus, la nature et l'étendue de la couverture d'assurance de la Société font régulièrement l'objet d'examen afin de s'assurer que la protection demeure appropriée et qu'elle est conforme aux lois, aux règlements et aux ententes contractuelles pertinents.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

Cyberrisque et risque lié aux technologies

Il s'agit du risque lié aux interruptions imprévues des processus d'affaires critiques, à la perte de données sur la clientèle et les entreprises ou au décalage entre les capacités technologiques de l'organisation et sa stratégie d'affaires.

La technologie est à la base de nos activités et de l'expérience client, des employés et des conseillers. Par conséquent, nous sommes exposés à des risques liés à la cybersécurité, comme le vol d'identité, les brèches dans les systèmes technologiques et les attaques de logiciels malveillants. À l'échelle mondiale, le volume de ces activités a augmenté et pourrait compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de sa clientèle ou d'autres parties prenantes, et pourrait également entraîner d'autres conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Nos programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, nos processus de comparaison de nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur ainsi que nos méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et les moyens dont nous nous sommes dotés pour intervenir en cas de besoin assurent notre résilience dans le cadre de la gestion de ce risque.

Risque lié aux relations avec des tiers

Il s'agit du risque qui existe du fait de recourir à des tiers externes pour soutenir ou exécuter entièrement les tâches nécessaires aux activités et à la stratégie de l'entreprise.

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une

expertise et nous permettent de gagner en efficacité. Notre exposition au risque lié aux relations avec des tiers peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources spécialisées, incluant un code de conduite du fournisseur et une politique en matière d'impartition de grande envergure, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux relations avec des tiers. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers et de manière continue. Tandis que nous nous fions de plus en plus à des tiers, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

Risque lié aux modèles

Il s'agit du risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation découlant de conclusions et de décisions fondées sur des modèles incorrects ou mal utilisés.

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

Risque juridique et réglementaire

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne les lois qui réglementent la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences d'un nouvel organisme d'autorégulation, l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »). Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui

concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le vice-président exécutif et chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés. D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Risque lié à la protection de la vie privée

Le risque lié à la protection de la vie privée est le risque que les renseignements personnels soient accessibles, recueillis, utilisés, transférés, divulgués et conservés en violation des lois, des règlements ou des normes éthiques applicables. Notre clientèle nous confie ses renseignements personnels

et nous avons la responsabilité réglementaire et éthique de les protéger. Nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services à la clientèle, et lorsque nous avons obtenu son consentement.

Si nous devons partager les renseignements personnels de clients ou de clientes avec des tiers, nous demeurons responsables de ces renseignements et nous les protégeons au moyen de mesures contractuelles et d'autres mesures qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

La Société financière IGM a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise lié à la protection de la vie privée pour gérer le risque lié à la protection de la vie privée. Notre chef de la protection des renseignements personnels dirige et supervise notre programme en matière de protection de la vie privée, en partenariat avec des équipes interfonctionnelles, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des normes et des contrôles à l'échelle de l'entreprise concernant la gestion et la protection des renseignements personnels. Les responsables délégués de la protection de la vie privée de l'entreprise et des sociétés en exploitation, qui relèvent ultimement du chef de la protection des renseignements personnels, travaillent avec les unités d'exploitation de première ligne pour traiter des questions de protection de la vie privée.

Les employés et les conseillers sont tenus de suivre une formation obligatoire sur la protection de la vie privée lors de leur intégration, et chaque année par la suite. La formation aborde nos obligations, nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer et de signaler les plaintes, les demandes d'accès à l'information et les atteintes à la vie privée, et de prévenir ces dernières.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été certifié en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à

toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite pendant deux ans. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié au personnel

Ce risque se rapporte à l'incapacité potentielle à attirer ou à maintenir en poste du personnel ou des conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, à avoir une main-d'œuvre diversifiée, équitable et inclusive, à offrir des occasions de perfectionnement pour atteindre les objectifs d'affaires actuels et futurs, à soutenir le bien-être et la mobilisation des employés et à soutenir la planification continue de la relève et de la transition du personnel ou des affaires.

Nous gérons ce risque au moyen d'une rémunération et d'une gamme d'avantages concurrentiels, de programmes de formation et de perfectionnement, ainsi que de sondages périodiques auprès du personnel et des conseillers et conseillères.

Nous avons élaboré une stratégie en matière de diversité, d'équité et d'inclusion pour favoriser une expérience inclusive, équitable et cohérente pour nos employés et employées, nos conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, ainsi que pour notre clientèle, ce qui renforce nos objectifs commerciaux actuels et futurs. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action : la sensibilisation, l'amélioration des comportements inclusifs des dirigeants et l'établissement de partenariats externes et d'une mobilisation au sein des collectivités.

Nous avons également mis en place une stratégie en matière de mieux-être dans le but de soutenir nos employés en nous assurant qu'ils sont en bonne condition physique, ont une bonne santé émotionnelle, sont à l'aise financièrement et disposent d'un réseau social.

Gestion de la continuité des activités

Il s'agit du risque que l'organisation ne puisse pas rétablir et maintenir efficacement les processus d'affaires critiques en cas d'interruption (circonstances internes, externes, physiques ou naturelles) ou réagir à une crise ou à un événement d'urgence.

Un programme de gestion de la continuité des activités assure le maintien des processus critiques de la Société en cas d'interruption des activités.

Le plan d'intervention en cas de crise de la Société décrit les politiques et les procédures à suivre pour faire face aux situations qui pourraient avoir des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. Une équipe chargée de l'évaluation des crises, composée de hauts dirigeants, est responsable d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société teste les plans de continuité des activités et de reprise après sinistre et effectue des exercices de simulation de crise sur une base régulière.

3) Risque stratégique et risque d'entreprise

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant de facteurs liés à l'environnement externe, à la stratégie ou à des activités commerciales précises de la Société.

Conjoncture commerciale générale

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, l'inflation et les facteurs démographiques peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, leurs niveaux de revenus et leur épargne. En outre, le risque géopolitique, l'instabilité gouvernementale et d'autres facteurs peuvent influencer sur l'inflation, les taux d'intérêt, la croissance économique mondiale et la conjoncture des marchés au sein desquels la Société exerce ses activités. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et de services de la Société financière IGM ou amener les investisseurs à demander le rachat de leurs placements. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec la clientèle et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers du secteur Gestion de patrimoine et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 32 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

Établissement de la stratégie

Il s'agit du risque de ne pas parvenir à établir ou à atteindre les objectifs stratégiques appropriés, ce qui aurait une incidence sur le rendement de l'entreprise.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par deux sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction. La Société a également une fonction de surveillance de l'exécution de la stratégie et un comité qui examine et approuve les analyses de rentabilité des initiatives stratégiques et qui surveille les progrès réalisés par rapport à nos priorités et à nos objectifs stratégiques.

Le président et chef de la direction, en collaboration avec le conseil d'administration, est chargé chaque année de dresser le plan stratégique de la Société, de l'examiner et de le mettre à jour. Le plan stratégique énonce les objectifs annuels et les objectifs à long terme de la Société à la lumière des possibilités et des risques qui pourraient se présenter et de manière à favoriser la croissance rentable soutenue de la Société et l'augmentation de la valeur de la participation de ses actionnaires à long terme. Il appartient au conseil d'approuver la stratégie commerciale globale de la Société. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le conseil examine les risques à court, à moyen et à long terme qui sont inhérents au plan stratégique ainsi que les forces et les faiblesses éventuelles des tendances qui se dessinent

et des possibilités qui se présentent et approuve les plans commerciaux, financiers et de gestion des capitaux annuels de la Société. La question de la stratégie est abordée à chaque réunion du conseil, y compris les progrès réalisés par rapport au plan stratégique et la mise en œuvre de celui-ci.

Risque lié à la concurrence

Produits et services offerts

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et de clientes et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons aux conseillers du secteur Gestion de patrimoine, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée

Tableau 32 : Taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme

	31 déc. 2023	31 déc. 2022
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	12,2 %	10,0 %
Mackenzie	17,1 %	16,0 %

pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

Relations d'affaires/relations avec la clientèle

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec la clientèle ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations concernent principalement la clientèle et les conseillers et conseillères d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, la clientèle des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et sous-conseillères et les autres fournisseurs de produits.

Toutes les ventes de fonds d'investissement, les souscriptions d'assurance, ainsi que les souscriptions de prêts hypothécaires et bancaires d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec la clientèle, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand nombre de conseillers ou de conseillères clés, elle pourrait perdre des clients ou des clientes, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives, ainsi que sur notre culture et notre capacité à attirer des conseillers et des conseillères clés. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et de conseillères et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de sa clientèle.

La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers et les conseillères financières offrent à leur clientèle des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y

avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

Risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et de la clientèle. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal, l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. En juillet 2023, la commission des valeurs mobilières chinoise (la China Securities Regulatory Commission) (la « CSRC ») a présenté un plan de travail entourant la réforme des honoraires du secteur des fonds communs de placement, la CSRC ayant indiqué qu'il est conçu pour poursuivre les initiatives de promotion du développement de grande qualité du secteur chinois des fonds d'investissement. Parallèlement, ChinaAMC a annoncé une réduction des honoraires pour certains fonds communs de placement. Ces réductions donnent lieu à une diminution des produits de ChinaAMC et ont une incidence sur les résultats que la Société financière IGM comptabilise relativement à son investissement dans ChinaAMC. Ces changements ne devraient pas être significatifs pour la Société financière IGM. Nous sommes d'avis que ces changements favoriseront une participation accrue des investisseurs particuliers et institutionnels au développement d'un secteur en plein essor. Bien que la Société et ses filiales

suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications.

Risque lié aux acquisitions

Ce risque se rapporte au risque que les objectifs visés ne soient pas atteints dans le cadre des acquisitions et des investissements stratégiques de la Société. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition et des investissements stratégiques de la Société repose sur le maintien de l'actif géré, de la clientèle et des employés clés de la société acquise.

Catastrophes naturelles ou causées par l'humain

Il s'agit du risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le niveau de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société. La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue de la couverture d'assurance appropriée lorsqu'elle souhaite déterminer la protection adéquate nécessaire contre les pertes imprévues et lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques)

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant de l'incapacité de la Société à gérer les enjeux environnementaux ou sociaux en évolution liés à nos activités d'exploitation, à nos activités d'investissement, au respect de nos engagements en matière de développement durable, ou à y répondre, et, de plus en plus, à la conformité

à la réglementation. Nous reconnaissons que nos activités peuvent présenter des risques environnementaux et sociaux et que ces risques peuvent avoir des répercussions sur les parties prenantes dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement, y compris sur la clientèle, les entités émettrices et les fournisseurs.

Le 26 juin 2023, l'International Sustainability Standards Board (l'« ISSB ») a publié ses deux premières normes en matière de durabilité : IFRS S1, *Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité* (« IFRS S1 ») et IFRS S2, *Informations à fournir en lien avec les changements climatiques* (« IFRS S2 »). IFRS S1 établit les exigences générales relatives à la présentation de l'information significative sur les risques ainsi que les occasions liées à la durabilité afin de répondre aux besoins d'information des investisseurs. IFRS S2 établit les exigences particulières en matière d'information à fournir relativement aux risques et aux occasions liés au climat et est conçue pour être utilisée conjointement avec IFRS S1. La date d'entrée en vigueur au Canada est actuellement inconnue, mais les normes pourraient s'appliquer à la Société dès le 31 décembre 2024, sous réserve de l'adoption par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. La Société continuera de surveiller les mises à jour et les développements futurs.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité, à l'utilisation du sol, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail, la diversité, l'équité et l'inclusion, la réconciliation avec les peuples autochtones et les répercussions sur la collectivité.

Le comité de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux et des risques liés aux changements climatiques. Le comité directeur du développement durable est chargé d'assurer la gouvernance centrale de la gestion en matière de durabilité dans l'ensemble d'IGM, notamment en ce qui a trait aux politiques et aux stratégies, aux objectifs et aux cibles, à l'évaluation des progrès accomplis et à l'examen des rapports et des informations à fournir au public.

Notre engagement à gérer de manière responsable est démontré par divers mécanismes, notamment notre Code de conduite professionnelle et de déontologie à l'intention des employés, des contractants et des dirigeants, notre code de conduite du fournisseur, notre politique sur la prévention du harcèlement et de la discrimination en milieu de travail, notre politique sur la diversité, notre politique environnementale et d'autres politiques connexes.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, nos sociétés en exploitation ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport qui porte sur sa gestion et sa performance concernant la durabilité. Ce rapport sur le développement durable peut être consulté sur notre site Web.

La Société financière IGM est une participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés, incluant l'établissement et la surveillance de cibles de réduction des émissions.

Les pratiques sont en constante évolution à l'échelle mondiale en ce qui a trait à la détermination, à l'analyse et à la gestion des risques et des occasions liés au climat. Le Conseil de stabilité financière a mis sur pied le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (ou « GIFCC ») pour répondre à la demande par les investisseurs de renseignements étoffés à l'égard des risques et des occasions liés au climat. La Société financière IGM et ses sociétés en exploitation soutiennent les recommandations du GIFCC qui prévoient l'adoption d'un cadre de présentation de l'information financière relative aux changements climatiques. Cette information, présentée sur une base uniforme et volontaire, faciliterait la prise de décisions par les investisseurs, les analystes, les agences de notation et les autres parties prenantes. Diverses autorités de réglementation et d'autres organismes de réglementation mondiaux, y compris l'International Sustainability Standards Board, publient des directives et des normes qui cadrent avec les recommandations du GIFCC.

Communication de l'information selon le GIFCC

Le GIFCC recommande aux organisations de fournir de l'information sur les risques et occasions liés au climat dans quatre domaines, soit la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et les paramètres et objectifs.

Gouvernance

Notre conseil d'administration est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui comprend les enjeux liés au développement durable et au climat. Le conseil rencontre la direction au moins une fois par année afin de

discuter des plans et des nouveaux enjeux relatifs aux facteurs ESG, y compris les changements climatiques.

Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques importants liés aux facteurs ESG et aux changements climatiques soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés. Ses responsabilités consistent notamment à s'assurer que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque, à s'assurer que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques et à examiner régulièrement le processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

La responsabilité de la gestion continue des occasions et des risques liés au climat revient essentiellement à la haute direction de chacune de nos sociétés en exploitation en ce qui a trait à leurs activités respectives. Nos comités exécutifs de gestion des risques et du développement durable exercent des fonctions de surveillance, et notre chef de la gestion des risques supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable et de gestion des risques de l'entreprise, en faisant rapport au président et chef de la direction.

D'autres comités de gestion et groupes de travail supervisent également la gouvernance en matière de climat dans l'ensemble de la Société.

Stratégie

Par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine et d'actif, la Société Financière IGM joue un rôle important dans la transition mondiale vers une économie carboneutre. Elle se donne trois axes prioritaires :

1. *Investir dans une économie verte et résiliente sur le plan climatique* – Nos processus et produits de placement sont l'occasion pour nous de gérer les risques climatiques et d'imaginer des solutions innovantes face aux problèmes climatiques que nous connaissons.
2. *Participer à façonner la transition mondiale* – Nous jouons un rôle essentiel en proposant à notre clientèle des conseils et des solutions de placement qui sont bons pour le climat, en aidant les entreprises à s'adapter et en contribuant à faire avancer les pratiques et les politiques.
3. *Traduire nos engagements en actions* – Nous serons aussi exigeants envers nous-mêmes que nous le sommes envers les entreprises dans lesquelles nous investissons, et nous donnerons à nos employés les moyens de respecter nos engagements.

Nos sociétés en exploitation participent activement à des groupes industriels qui soutiennent nos engagements en matière de climat en encourageant les sociétés à améliorer leur gouvernance en matière de changements climatiques, à

réduire les émissions et à élargir les informations financières sur les changements climatiques. La Société financière IGM s'est également jointe au Partnership for Carbon Accounting Financials dans le cadre de sa démarche pour mesurer et déclarer les émissions de gaz à effet de serre associées à ses prêts hypothécaires et ses investissements.

Les occasions et risques liés au climat sont repérés et évalués au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques. Nos occasions et risques liés au climat peuvent être regroupés dans les impacts physiques des changements climatiques et les incidences liées à la transition vers une économie carboneutre.

Risques

Nos risques liés au climat tiennent principalement aux risques physiques et de transition susceptibles de peser sur le rendement des placements de notre clientèle, et ainsi donner lieu à une baisse des honoraires; de nuire à notre réputation; de créer des risques de marché découlant des changements de la demande à l'égard des produits; ou d'entraîner de nouvelles exigences réglementaires, juridiques ou liées à la présentation de l'information qui peuvent avoir une incidence sur nos activités. La diversification au sein de l'ensemble de nos portefeuilles de placements nous aide à gérer notre exposition à une société, à un secteur ou à une région géographique qui pourrait être exposé aux risques liés au climat. Nous sommes également exposés à l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos biens, dont les activités pourraient être perturbées, et sur les évaluations des immeubles de placement et des prêts hypothécaires de la clientèle, ce qui pourrait peser sur le rendement financier et sur la capacité d'utiliser ces éléments d'actif à long terme si une approche proactive n'est pas adoptée à cet égard.

Nos sociétés en exploitation se sont engagées à maintenir des programmes et des politiques d'investissement durable qui tiennent particulièrement compte des risques liés au climat.

Nous fournissons des données et des outils à nos équipes d'investissement pour effectuer des analyses climatiques à l'aide de données actuelles et prospectives et nous intégrons les risques importants liés au climat dans nos processus de placement et de supervision pour les sous-conseillers en gestion des placements. Dans le cadre du processus d'embauche et de l'évaluation continue des sous-conseillers, nos équipes demandent de l'information sur la façon dont les facteurs ESG, y compris les risques et les occasions liés au climat, sont déterminés, sur les processus et les outils utilisés, sur les mesures et les cibles, ainsi que sur la façon dont la stratégie et la gouvernance sont influencées. Parallèlement à la mise en œuvre des recommandations du GIFCC, nous allouons plus de ressources aux secteurs tels que la formation, les analyses, les

paramètres, l'établissement de cibles, la planification stratégique et le travail collaboratif avec des organisations.

IG et Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des PIR. Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux ESG, y compris les enjeux liés aux changements climatiques, à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, IG Gestion de patrimoine et Mackenzie ont mis en place des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chacune de leurs sociétés respectives.

Occasions

Nous avons pour priorité de répondre à la demande croissante en matière d'investissement durable et de tirer parti des occasions d'investir dans la transition vers une économie carboneutre. Nous mettons également davantage l'accent sur la sensibilisation et la communication avec la clientèle et les conseillers et conseillères à propos de l'investissement durable et des changements climatiques.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue une priorité stratégique, et nous avons mis sur pied une équipe spécialisée au sein du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie, laquelle sensibilise aux facteurs ESG et aux changements climatiques les groupes responsables de la gestion d'actifs. Afin de soutenir directement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, Mackenzie a élargi sa gamme de fonds d'investissement au moyen de l'acquisition de Greenchip, une boutique de placement qui se concentre exclusivement sur les investissements thématiques visant à lutter contre les changements climatiques, du lancement de l'équipe Betterworld en 2021, qui investit dans des sociétés ayant une incidence positive sur la population et la planète, et de fonds accordant la priorité aux titres d'emprunt qui favorisent la durabilité et qui tiennent compte des facteurs ESG, y compris les obligations vertes.

IG Gestion de patrimoine a intégré les questions environnementales et climatiques à ses processus de sélection et de surveillance de sous-conseillers, ainsi qu'à sa stratégie de développement de produits. En 2021, IG Gestion de patrimoine a lancé ses Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées qui vise à offrir à la clientèle la possibilité d'appuyer la transition mondiale vers une économie carboneutre et de profiter des occasions qui en découlent.

Scénarios

Nous avons mis en place pour nos fonds d'investissement des outils destinés à améliorer notre évaluation quantitative des risques liés au climat. Ces outils analysent les émissions et d'autres données liées aux changements climatiques en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons,

aux catégories d'actifs et aux portefeuilles. Ce système nous permet de modéliser d'éventuels scénarios de transition et de suivre nos portefeuilles en fonction de l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Ce système examine également le caractère suffisant des réductions d'émissions au fil du temps pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Nous explorons des outils d'analyse de scénarios avec l'aide de fournisseurs externes de données afin de réaliser une analyse de scénarios liés aux changements climatiques dans l'ensemble de nos activités.

Gestion des risques

L'identification et l'évaluation des risques, y compris ceux qui sont liés aux changements climatiques, sont coordonnées par l'intermédiaire du service de gestion des risques, qui assure la surveillance, l'analyse et la présentation de l'information sur le niveau de risque par rapport à l'appétit pour le risque établi de la Société. Le service de gestion des risques cerne les risques possibles qui pourraient avoir une incidence sur nos activités au moyen de méthodes telles que : i) des ateliers sur les risques avec les unités d'exploitation de l'ensemble de l'organisation, ii) des sondages sur les risques réalisés par les hauts dirigeants et la direction des unités d'exploitation, iii) des discussions avec les principaux intervenants et partenaires d'affaires et iv) des recherches sur les risques émergents et les événements internes et externes ayant une incidence sur nos activités. Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques, en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Les risques peuvent être répartis en trois catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la planification stratégique ou d'entreprise. Le risque climatique est pris en compte dans les risques stratégiques, mais nous nous concentrons également de plus en plus sur la définition de la relation entre le risque climatique et les autres risques.

Une fois déterminés, les risques possibles sont évalués en tenant compte de la probabilité et de la gravité des conséquences de l'événement à risque au moyen d'un ensemble standard de critères d'évaluation, y compris la répercussion financière, réputationnelle, opérationnelle et réglementaire ou de conformité. En se fondant sur cette évaluation, le service de gestion des risques tiendra compte de notre appétit pour le risque et collaborera avec l'entreprise pour mettre en place des mesures visant à atténuer, à transférer ou à accepter le risque ou à tirer profit des occasions connexes.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de gestion des risques. Le service de gestion des risques maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser

une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Il présente, sur une base régulière, des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité exécutif de gestion des risques et au comité des risques du conseil d'administration.

À Placements Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de déterminer l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition et de définir à quel moment et de quelle manière ceux-ci doivent être intégrés dans son processus de placement. Nous avons mis l'accent sur l'élaboration de ressources et d'outils afin d'évaluer les risques et les occasions liés aux changements climatiques pour nos portefeuilles de titres de capitaux propres gérés par Mackenzie. Grâce à ces outils, nous pouvons évaluer le lien entre les données historiques sur les émissions de gaz à effet de serre et les températures du portefeuille afin de repérer les émetteurs les plus importants et d'orienter les activités d'engagement auprès des sociétés qui font face à des risques liés à la transition. À IG Gestion de patrimoine, la direction évalue les pratiques d'investissement durable des sous-conseillers en gestion des placements, y compris l'intégration des risques liés au climat dans leurs pratiques d'investissement et de participation active.

Engagement

Afin de maximiser les efforts de gérance, Mackenzie s'engage dans des discussions directes entre les gestionnaires de portefeuille et les sociétés et les émetteurs, dans ses engagements à l'échelle de l'entreprise, ainsi que dans des collaborations avec des pairs à l'égard d'initiatives pour lesquelles la voix des investisseurs collectifs exerce une plus grande influence. Au sein d'IG Gestion de patrimoine, les sous-conseillers en gestion des placements, dont Mackenzie, sont responsables des activités relatives à l'engagement, et IG Gestion de patrimoine surveille leurs pratiques dans le cadre d'un contrôle et d'une surveillance réguliers.

Placements Mackenzie est un membre fondateur d'Engagement climatique Canada et participe au Réseau des investisseurs sur le risque climatique (« CERES »). Mackenzie et IG Gestion de patrimoine adhèrent à Action Climat 100+ et sont devenues des signataires fondateurs de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques.

Mesures et cibles

Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP et dans notre rapport sur le développement durable, disponibles sur notre site Web. Placements Mackenzie s'est également jointe à l'initiative Net Zero Asset Managers.

À Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de l'intégration des facteurs ESG dans son processus de placement, y compris la détermination des émissions de GES appropriées et d'autres mesures pour évaluer les risques et les occasions liés au climat dans les stratégies de placement. Les équipes ont accès aux outils et aux mesures de données ESG pour appuyer leur évaluation.

Actuellement, nous signalons des émissions de GES du périmètre 1, du périmètre 2 et du périmètre 3, dans la mesure du possible, dont une partie de nos émissions du périmètre 3 et l'intensité carbonique moyenne pondérée. Nous continuons de nous efforcer de donner des évaluations et des renseignements plus complets sur nos émissions relativement à nos portefeuilles de placements, à mesure que les outils se perfectionnent et que les renseignements se précisent.

Le cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,2 billions de dollars au 31 décembre 2022. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 64 % (4,0 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 2,2 billions de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 60 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec la clientèle à définir et à réaliser ses objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 38 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,4 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2022, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 73 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 170 G\$ au 31 décembre 2023, la Société financière IGM fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les

sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 46 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 décembre 2023.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 71 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 70 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 décembre 2023. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;
- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- les changements au cadre réglementaire;
- l'environnement hautement concurrentiel;
- l'évolution et les changements de la technologie.

L'environnement concurrentiel

IG Gestion de patrimoine est en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Placements Mackenzie est en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences de la clientèle pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour sa clientèle et ses actionnaires. Nous travaillons notamment à la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à notre clientèle. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec sa clientèle, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

Une distribution vaste et diversifiée

En plus de détenir une des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

Une vaste gamme de produits

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour la clientèle.

Des relations durables avec la clientèle

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers et conseillères ont tissées avec la clientèle. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

Sommaire des estimations comptables critiques

Pour rédiger des états financiers conformément aux normes IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'application de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après :

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des dépôts et des certificats, des obligations à l'égard d'entités de titrisation et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. Lorsque les cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur des instruments financiers, y compris les investissements d'entreprise et les dérivés relatifs aux prêts titrisés de la Société, est déterminée au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements importants sur le plan du bénéfice net.
- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 13 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances

indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, des démarches d'évaluation sont utilisées. Celles-ci comprennent l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 1^{er} avril 2023 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de perte de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les états consolidés du résultat net. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré, et l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé

repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion et à la note 17 des états financiers consolidés.

- *Commissions de vente inscrites à l'actif* – Les commissions versées directement par le client, calculée à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine, sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société, entre autres, effectue le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2023, les commissions de vente inscrites à l'actif ne montraient aucun signe de dépréciation.
- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre des régimes d'avantages à son personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime de retraite à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour

tous les régimes de retraite à prestations définies est le 31 décembre.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société constate les écarts actuariels de tous ses régimes de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global.

Les taux d'actualisation ont diminué depuis le 31 décembre 2022. Le taux d'actualisation du RRE de la Société au 31 décembre 2023 s'établissait à 4,65 %, comparativement à 5,25 % au 31 décembre 2022. L'actif des régimes de retraite a augmenté pour s'établir à 536,0 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 510,7 M\$ au 31 décembre 2022, en raison de l'appréciation du marché. Le total de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies a augmenté pour s'établir à 474,4 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 423,9 M\$ au 31 décembre 2022, en raison principalement de la diminution du taux d'actualisation. Le régime de retraite à prestations définies a présenté un actif au titre des prestations constituées de 61,6 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à un actif au titre des prestations constituées de 86,8 M\$ au 31 décembre 2022. Les écarts actuariels comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global, y compris au titre du régime de retraite à prestations définies, du RRSD et du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, ont représenté des pertes de 25,1 M\$ (18,4 M\$ après impôt) pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2023 entraînerait une variation de 20,4 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 18,5 M\$ des autres éléments du résultat global et de 1,9 M\$ au titre de la charge de retraite. Des renseignements additionnels concernant la comptabilisation par la Société du régime de retraite et des avantages complémentaires de retraite et des sensibilités connexes sont présentés aux notes 2 et 16 des états financiers consolidés.

Changements de méthodes comptables

IFRS 17, Contrats d'assurance (« IFRS 17 »)

L'IASB a publié IFRS 17, qui présente les exigences concernant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir relativement aux contrats d'assurance qu'une société émet, aux contrats de réassurance qu'elle détient et aux contrats d'investissement comportant des éléments de participation discrétionnaire qu'elle a émis. IFRS 17 entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023. Les entités qui adoptent IFRS 17 pouvaient choisir de reporter l'adoption d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). L'adoption de ces normes a eu une incidence sur la comptabilisation de la valeur comptable de la participation de la Société dans Lifeco et sur le montant comptabilisé par la Société à l'égard de sa quote-part du résultat de l'entreprise associée. Au quatrième trimestre de 2022, Lifeco a annoncé que l'adoption d'IFRS 17 et d'IFRS 9 devait donner lieu à une diminution du total de ses capitaux propres de 3,4 G\$ au 1^{er} janvier 2022. Par conséquent, la Société a réduit la valeur comptable de sa participation dans Lifeco et de ses bénéfices non distribués de 136 M\$ au 1^{er} janvier 2022, pour tenir compte de sa quote-part de la diminution estimée du total des capitaux propres de Lifeco. Au deuxième trimestre de 2023, la Société a révisé son estimation, sur une base prospective, en se fondant sur l'incidence finale d'IFRS 17 et d'IFRS 9 déclarée par Lifeco, en réduisant le profit à la vente d'actions de Lifeco de 6,2 M\$

et en augmentant la quote-part du bénéfice des entreprises associées de 15,1 M\$.

Des renseignements supplémentaires relativement aux répercussions qu'aura l'adoption de ces normes sur Lifeco sont présentés dans les informations qu'elle fournit au public.

IAS 12, Impôts sur le résultat

La Société a adopté les modifications d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui sont entrées en vigueur en mai 2023, et a appliqué l'exemption relative à la comptabilisation et à la présentation de l'information sur les actifs et les passifs d'impôt différé découlant de la publication du modèle de règles du Pilier Deux par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable a) que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes, particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs mobilières est constatée, traitée,

résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2023, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié.

Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société suivant les critères de l'Internal

Control – Integrated Framework (le cadre COSO de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. La Société a adopté progressivement le cadre COSO de 2013 au cours de 2014. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2023, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS.

Compte non tenu de ce qui précède, au cours du quatrième trimestre de 2023, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

Transactions entre parties liées

La Société financière IGM conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco qui, elle, est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2023 et en 2022, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 51,7 M\$ (2022 – 48,7 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 59,8 M\$ (2022 – 61,4 M\$) et a versé un montant de 19,5 M\$ (2022 – 19,5 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement. Aucun honoraire n'a été versé à la Canada Vie relativement à la distribution de certains fonds communs de placement de la Société en 2023 (2022 – 0,6 M\$).

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis de Power une participation additionnelle dans ChinaAMC et a vendu à Power une partie de son investissement dans Lifeco.

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'IPC à la Canada Vie.

L'acquisition et la vente ont été comptabilisées à la juste valeur.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 3, 10 et 28 des états financiers consolidés de la Société.

Données liées aux actions en circulation

Au 31 décembre 2023, il y avait 238 131 738 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 décembre 2023, il y avait 10 902 118 options sur actions en cours; de ce nombre, 6 924 596 pouvaient être exercées. Au 9 février 2024, il y avait 238 136 813 actions ordinaires en circulation et 10 823 003 options sur actions en cours, dont 6 845 481 pouvaient être exercées.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedarplus.ca.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	102
Rapport de l'auditeur indépendant	103
États consolidés du résultat net	106
États consolidés du résultat global	107
Bilans consolidés	108
États consolidés des variations des capitaux propres	109
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	110
Notes annexes	
Note 1. Information sur la Société	111
Note 2. Sommaire des méthodes comptables significatives	111
Note 3. Activités abandonnées	117
Note 4. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	118
Note 5. Charges	118
Note 6. Autres investissements	119
Note 7. Prêts	120
Note 8. Titrisations	120
Note 9. Autres actifs	121
Note 10. Participation dans des entreprises associées	122
Note 11. Immobilisations	125
Note 12. Commissions de vente inscrites à l'actif	125
Note 13. Goodwill et immobilisations incorporelles	126
Note 14. Dépôts et certificats	127
Note 15. Autres passifs	127
Note 16. Avantages du personnel	127
Note 17. Impôt sur le résultat	131
Note 18. Dette à long terme	133
Note 19. Capital social	133
Note 20. Gestion du capital	134
Note 21. Paiements fondés sur des actions	135
Note 22. Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	137
Note 23. Gestion des risques	137
Note 24. Instruments financiers dérivés	141
Note 25. Juste valeur des instruments financiers	142
Note 26. Bénéfice par action ordinaire	145
Note 27. Passifs éventuels et garanties	146
Note 28. Transactions entre parties liées	146
Note 29. Information sectorielle	147

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. ont été préparés par la direction, qui doit s'assurer de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité de l'information présentée. La direction est donc tenue de choisir des principes comptables appropriés, de porter des jugements et d'établir des estimations. Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière. L'information financière présentée dans les autres sections de ce rapport annuel est conforme à celle qui est présentée dans les états financiers consolidés pour les périodes correspondantes.

La direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et d'autres procédés à l'appui en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que la totalité de l'actif sous le contrôle de la Société est convenablement préservée. Ces contrôles et procédés à l'appui comprennent l'établissement de normes de qualité touchant l'embauche et la formation des employés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une définition précise des responsabilités et des exigences de rendement, et la communication aux employés des politiques et des directives de l'entreprise. Les contrôles internes font également l'objet de révisions et d'évaluations approfondies menées par l'auditeur interne et sont également soumis à l'examen minutieux des auditeurs externes.

La responsabilité ultime des états financiers consolidés incombe au conseil d'administration, qui s'en acquitte avec l'aide d'un comité d'audit formé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit revoit les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il étudie également les recommandations de l'auditeur interne et des auditeurs externes en vue d'améliorer les contrôles internes et s'assure que la direction donne suite à ces recommandations. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité d'audit rencontre régulièrement la direction, l'auditeur interne et les auditeurs externes afin de fixer la portée et le calendrier de leurs audits respectifs, d'étudier leurs conclusions et de s'assurer qu'ils se sont bien acquittés de leurs tâches.

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., auditeur indépendant nommé par les actionnaires, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada; par suite de cet audit, l'auditeur a formulé son opinion dans le rapport de l'auditeur aux actionnaires. Les auditeurs externes peuvent à leur gré rencontrer le comité d'audit afin de discuter de leurs conclusions.



James O'Sullivan
Le président et
chef de la direction



Keith Potter
Le vice-président exécutif et
chef des services financiers

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de la Société financière IGM Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2023 et 2022, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Une question clé de l'audit est une question qui, selon notre jugement professionnel, a été des plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Cette question a été traitée dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur cette question.

Autres investissements – Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») (se reporter aux notes 2, 6 et 25 des états financiers)

Description de la question clé de l'audit

Le solde des autres investissements de la Société comprend un placement en titres de capitaux propres dans Wealthsimple, qui est comptabilisé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Étant donné que Wealthsimple est une société fermée, la direction doit faire preuve d'un degré élevé de jugement pour déterminer la juste valeur de l'investissement. À cette fin, la direction a tenu compte d'une approche par le marché fondée sur des paramètres d'évaluation observables, incluant les multiples des produits, et de l'analyse des flux de trésorerie actualisés.

La direction a dû porter des jugements importants pour déterminer les démarches d'évaluation les plus appropriées et les données d'entrées utilisées pour chacune d'entre elles, y compris les multiples des produits connexes à appliquer dans le cadre de l'approche par le marché. L'audit de la juste valeur de Wealthsimple a exigé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu, dont le recours à des spécialistes en juste valeur.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Avec l'aide de spécialistes en juste valeur, nos procédures d'audit relatives à la juste valeur de Wealthsimple comprenaient, entre autres, les éléments suivants :

- Nous avons évalué le caractère approprié des approches liées à la juste valeur et avons élaboré des estimations de la juste valeur indépendantes dans le cadre d'une approche par le marché indépendante, en analysant les multiples des produits de sociétés ouvertes comparables et en s'appuyant sur les prévisions à l'égard des produits et les prévisions financières fournies à la Société par Wealthsimple.
- Nous avons évalué l'information interne et externe pertinente, y compris les données sur le secteur, ainsi que le caractère raisonnable des données non observables dans les cas où ces données étaient plus subjectives.
- Nous avons comparé l'estimation de la juste valeur indépendante à l'estimation de la juste valeur établie par la direction.
- Nous avons effectué une évaluation rétrospective indépendante et avons analysé la performance financière de Wealthsimple au moyen de prévisions à l'égard des produits et de prévisions financières fournies à la Société par Wealthsimple afin de déterminer l'incidence sur la détermination de la juste valeur.
- Nous avons évalué les autres informations disponibles et avons examiné si ces informations étayaient ou contredisaient les conclusions de la Société.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des   tats financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les   tats financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des   tats financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les   tats financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acqu  rons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les   tats financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des   tats financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les   tats financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les   tats financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute d  fici  nce importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des   tats financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est David Dalziel.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés

Winnipeg (Manitoba)

Le 15 février 2024

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens sauf les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2023	2022
Produits		
Gestion de patrimoine (note 4)	2 199 681 \$	2 159 870 \$
Gestion d'actifs	949 041	967 212
Charge de rémunération des courtiers	(314 107)	(327 521)
Gestion d'actifs – produits nets (note 4)	634 934	639 691
Produits tirés des placements nets et autres produits	37 646	22 238
Profit à la vente des actions de Lifeco (notes 2 et 10)	172 977	–
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 10)	200 137	210 762
	3 245 375	3 032 561
Charges (note 5)		
Services-conseils et croissance des affaires	1 006 252	962 064
Activités et services de soutien	905 704	786 643
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	65 731	63 574
Charges d'intérêts (note 18)	123 231	113 174
	2 100 918	1 925 455
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 144 457	1 107 106
Impôt sur le résultat (note 17)	215 077	245 948
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	929 380	861 158
Bénéfice net tiré des activités abandonnées (note 3)	223 131	11 420
Bénéfice net	1 152 511	872 578
Participation ne donnant pas le contrôle (notes 3 et 10)	(3 619)	(5 334)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 148 892 \$	867 244 \$
Bénéfice par action (en \$) (note 26)		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires tiré des activités poursuivies		
– De base	3,89 \$	3,59 \$
– Dilué	3,88 \$	3,58 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires		
– De base	4,83 \$	3,64 \$
– Dilué	4,82 \$	3,63 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2023	2022
Bénéfice net	1 152 511 \$	872 578 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 6), déduction faite de l'impôt de (12 315) \$ et de 92 009 \$	85 054	(585 515)
Avantages du personnel		
Gains actuariels (pertes actuarielles) nets, déduction faite de l'impôt de 6 767 \$ et de (36 950) \$	(18 378)	100 049
Participation dans des entreprises associées – avantages du personnel et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de néant	1 472	12 689
Éléments qui pourraient être reclassés subséquemment en résultat net		
Participation dans des entreprises associées et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de 6 751 \$ et de 2 541 \$	(97 913)	(23 508)
	(29 765)	(496 285)
Total du bénéfice global	1 122 746 \$	376 293 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 décembre	2023	2022
		Retraité (note 2)
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	544 633 \$	1 072 892 \$
Autres investissements (note 6)	863 598	774 536
Fonds de clients déposés	3 365 722	4 347 354
Débiteurs et autres montants à recevoir	335 552	368 806
Impôt sur le résultat à recouvrer	38 292	15 544
Prêts (note 7)	5 108 696	5 021 483
Instruments financiers dérivés (note 24)	42 729	63 665
Autres actifs (note 9)	112 474	156 240
Participation dans des entreprises associées (note 10)	3 659 174	2 051 303
Immobilisations (note 11)	306 961	326 288
Commissions de vente inscrites à l'actif (note 12)	394 736	372 173
Impôt sur le résultat différé (note 17)	3 232	1 419
Immobilisations incorporelles (note 13)	1 250 712	1 363 642
Goodwill (note 13)	2 636 771	2 802 173
	18 663 282 \$	18 737 518 \$
Passif		
Créditeurs et charges à payer	444 690 \$	504 373 \$
Impôt sur le résultat à payer	9 535	7 922
Instruments financiers dérivés (note 24)	49 580	51 581
Dépôts et certificats (note 14)	3 344 190	4 333 997
Autres passifs (note 15)	394 926	355 577
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 8)	4 687 827	4 610 438
Obligations locatives	169 940	192 793
Impôt sur le résultat différé (note 17)	442 186	451 005
Dette à long terme (note 18)	2 400 000	2 100 000
	11 942 874	12 607 686
Capitaux propres		
Capital social (note 19)		
Actions ordinaires	1 690 626	1 672 799
Surplus d'apport	57 926	54 134
Bénéfices non distribués	4 595 620	3 973 456
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 22)	316 290	362 766
Participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	59 946	66 677
	6 720 408	6 129 832
	18 663 282 \$	18 737 518 \$

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 15 février 2024.



James O'Sullivan
Administrateur



John McCallum
Administrateur

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social – Actions ordinaires (note 19)	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 22)	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
2023						
Solde au début						
Montants présentés antérieurement	1 672 799 \$	54 134 \$	4 106 714 \$	362 766 \$	66 677 \$	6 263 090 \$
Changement de méthode comptable (note 2)	–	–	(133 258)	–	–	(133 258)
Montants retraités	1 672 799	54 134	3 973 456	362 766	66 677	6 129 832
Bénéfice net	–	–	1 152 511	–	–	1 152 511
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	(29 765)	–	(29 765)
Total du bénéfice global	–	–	1 152 511	(29 765)	–	1 122 746
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	17 827	–	–	–	–	17 827
Options sur actions						
Charge de la période	–	4 744	–	–	–	4 744
Exercées	–	(952)	–	–	–	(952)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(535 703)	–	–	(535 703)
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	(3 619)	–	(6 731)	(10 350)
Cession d'une participation dans une entreprise associée (note 10)	–	–	(2 017)	(16 008)	–	(18 025)
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (note 6)	–	–	703	(703)	–	–
Autres éléments	–	–	10 289	–	–	10 289
Solde à la fin	1 690 626 \$	57 926 \$	4 595 620 \$	316 290 \$	59 946 \$	6 720 408 \$
2022						
Solde au début						
Montants présentés antérieurement	1 658 680 \$	51 069 \$	3 856 996 \$	883 083 \$	51 343 \$	6 501 171 \$
Changement de méthode comptable (note 2)	–	–	(133 258)	–	–	(133 258)
Montants retraités	1 658 680	51 069	3 723 738	883 083	51 343	6 367 913
Bénéfice net	–	–	872 578	–	–	872 578
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	(496 285)	–	(496 285)
Total du bénéfice global	–	–	872 578	(496 285)	–	376 293
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	34 429	–	–	–	–	34 429
Rachetées aux fins d'annulation	(20 310)	–	–	–	–	(20 310)
Options sur actions						
Charge de la période	–	4 941	–	–	–	4 941
Exercées	–	(1 876)	–	–	–	(1 876)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(536 069)	–	–	(536 069)
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	(5 334)	–	15 334	10 000
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (note 6)	–	–	24 032	(24 032)	–	–
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres	–	–	(105 489)	–	–	(105 489)
Solde à la fin	1 672 799 \$	54 134 \$	3 973 456 \$	362 766 \$	66 677 \$	6 129 832 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2023	2022
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat tiré des activités poursuivies et des activités abandonnées	1 366 999 \$	1 122 943 \$
Impôt sur le résultat payé	(222 681)	(330 869)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	94 160	77 587
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(116 646)	(123 513)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	106 487	103 994
Quote-part du résultat des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(84 912)	(106 262)
Régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	3 864	5 855
Provisions au titre de la restructuration et autres	103 266	-
Profit à la vente des actions de Lifeco (note 10)	(172 977)	-
Profit à la vente d'Investment Planning Counsel (note 3)	(220 703)	-
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	37 143	(3 680)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant les versements liés à la provision au titre de la restructuration	894 000	746 055
Versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration	(56 720)	(8 385)
	837 280	737 670
Activités de financement		
Diminution nette des dépôts et des certificats	(96)	(160)
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 256 041	1 171 025
Remboursement des obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(1 217 004)	(1 626 896)
Remboursements d'obligations locatives	(24 142)	(25 592)
Produit net de la facilité de crédit	550 000	-
Remboursement de la facilité de crédit	(550 000)	-
Émission de débentures	300 000	-
Émission d'actions ordinaires	16 875	42 553
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(115 667)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(535 443)	(537 197)
	(203 769)	(1 091 934)
Activités d'investissement		
Achat d'autres investissements	(86 741)	(150 508)
Produit de la vente d'autres investissements	80 835	120 070
Augmentation des prêts	(1 203 239)	(1 274 427)
Remboursement des prêts et autres	1 113 531	1 584 354
Entrées d'immobilisations, montant net	(28 763)	(37 672)
Trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et autres	(125 012)	(107 107)
Investissement dans ChinaAMC (note 10)	(1 162 369)	-
Investissement dans Rockefeller (note 10)	(857 690)	-
Produit de la vente des actions de Lifeco (note 10)	552 655	-
Produit de la vente d'Investment Planning Counsel, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie tirés des activités abandonnées (note 3)	555 023	-
	(1 161 770)	134 710
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(528 259)	(219 554)
Trésorerie et équivalents de trésorerie tirés des activités poursuivies et des activités abandonnées, au début	1 072 892	1 292 446
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	544 633 \$	1 072 892 \$
Trésorerie	216 501 \$	346 257 \$
Équivalents de trésorerie	328 132	726 635
	544 633 \$	1 072 892 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	305 617 \$	253 558 \$
Intérêts versés	275 743 \$	201 741 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Notes annexes

Aux 31 décembre 2023 et 2022 (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Note 1. Information sur la Société

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de Power Corporation du Canada (« Power »).

La Société financière IGM Inc. est une société de gestion d'actifs et de patrimoine qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») sont les principales filiales entièrement détenues de la Société.

Note 2. Sommaire des méthodes comptables significatives

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées.

Utilisation du jugement, d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en vertu des normes IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans des entreprises associées. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Pour plus de détails sur les jugements et les estimations, se reporter au reste de la note 2 et aux notes 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, 17 et 25.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont des entités que la Société contrôle lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Les participations de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), dans China Gestion d'actifs Co., Ltd. (« ChinaAMC »), dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations ont initialement été inscrites au coût, et les valeurs comptables sont augmentées ou réduites afin de constater la quote-part revenant à la Société du bénéfice global (de la perte globale) des participations et les dividendes reçus depuis la date d'acquisition.

Changements de méthodes comptables

IFRS 17, Contrats d'assurance (« IFRS 17 »)

L'IASB a publié IFRS 17, qui présente les exigences concernant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir relativement aux contrats d'assurance qu'une société émet, aux contrats de réassurance qu'elle détient et aux contrats

d'investissement comportant des éléments de participation discrétionnaire qu'elle a émis. IFRS 17 entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023. Les entités qui adoptent IFRS 17 pouvaient choisir de reporter l'adoption d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). L'adoption de ces normes a eu une incidence sur la comptabilisation de la valeur comptable de la participation de la Société dans Lifeco et sur le montant comptabilisé par la Société à l'égard de sa quote-part du résultat de l'entreprise associée. En 2022, Lifeco a annoncé que l'adoption d'IFRS 17 et d'IFRS 9 devait donner lieu à une diminution du total de ses capitaux propres de 3,4 G\$ au 1^{er} janvier 2022. Par conséquent, la Société a réduit la valeur comptable de sa participation dans Lifeco et de ses bénéfices non distribués de 136 M\$ au 1^{er} janvier 2022, pour tenir compte de sa quote-part de la diminution estimée du total des capitaux propres de Lifeco. En 2023, la Société a révisé son estimation, sur une base prospective, d'après l'incidence finale d'IFRS 17 et d'IFRS 9 déclarée par Lifeco, en réduisant le profit à la vente d'actions de Lifeco de 6,2 M\$ et en augmentant la quote-part du bénéfice des entreprises associées de 15,1 M\$.

Des renseignements supplémentaires relativement aux répercussions qu'aura l'adoption de ces normes sur Lifeco sont présentés dans les informations qu'elle fournit au public.

Les bénéfices non distribués aux 1^{er} janvier 2022 et 2023 comprennent également une hausse de 2,4 M\$, déduction faite de l'impôt, en raison des autres éléments.

IAS 12, Impôts sur le résultat

La Société a adopté les modifications d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui sont entrées en vigueur en mai 2023, et a appliqué l'exemption relative à la comptabilisation et à la présentation de l'information sur les actifs et les passifs d'impôt différé découlant de la publication du modèle de règles du Pilier Deux par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Comptabilisation des produits

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les produits tirés des honoraires de conseils financiers, ainsi que des honoraires de gestion de placement et des honoraires d'administration connexes, sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement ou d'autres actifs sous services-conseils et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance sont également comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, tandis que les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds d'investissement et sur titres sont comptabilisés à la date de transaction.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement et des autres actifs gérés et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus.

Instruments financiers

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont ultérieurement classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti en fonction de l'évaluation par la Société du modèle économique au moyen duquel l'actif financier est géré et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose sur la détention d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie contractuels, et que ces flux de trésorerie sont composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts. Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose à la fois sur la perception de flux de trésorerie contractuels et sur la vente d'actifs, ou s'il fait l'objet d'une désignation irrévocable en ce sens, dans le cas d'instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Tous les autres actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un actif financier qui serait autrement évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global peut être désigné irrévocablement comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela permet d'éliminer ou de réduire considérablement une non-concordance comptable.

Les actifs financiers peuvent uniquement être reclassés lorsqu'il y a eu un changement au modèle économique au moyen duquel ils sont gérés. Ces reclassements sont appliqués de façon prospective.

Les passifs financiers sont classés soit comme évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les profits et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans ses entreprises associées, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les états consolidés du résultat net.

Autres investissements

Les autres investissements, qui sont comptabilisés à la date de transaction, sont classés soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global certains placements en titres de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les profits et les pertes latents sur ces titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et transférés directement dans les bénéfices non distribués lorsqu'ils sont réalisés sans être comptabilisés par le biais du résultat net. Les dividendes déclarés sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Les titres de placement à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les placements à revenu fixe, les placements en titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes réalisés et latents, les dividendes déclarés ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres de placement sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Prêts

Les prêts sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit au coût amorti, en fonction de l'évaluation réalisée par la Société du modèle économique au moyen duquel le prêt est géré. Les produits tirés des activités de prêts hypothécaires sont inclus au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

Les variations de la juste valeur des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les prêts évalués au coût amorti sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts et sont comptabilisés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société applique une approche de dépréciation en trois étapes afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur des prêts : 1) au moment de leur montage, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir est établie; 2) les pertes de crédit attendues pour toute leur durée de vie sont comptabilisées lorsqu'il existe une dégradation importante de la qualité du crédit; et 3) un prêt est considéré comme déprécié lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable qu'il soit recouvré.

Décomptabilisation

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère des actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont présentés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanti.

Commissions de vente

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Les commissions versées à la vente de produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires auprès d'un client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société effectue, entre autres, le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

Immobilisations

Les immobilisations comprennent les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 17 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composants. Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Un actif au titre du droit d'utilisation correspondant aux contrats de location de la Société est amorti selon la méthode linéaire sur une période allant de la date du début jusqu'à la fin du contrat. Il est comptabilisé au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien.

Contrats de location

Pour les contrats qui comportent un contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Les intérêts imputés à l'obligation locative sont comptabilisés au poste Charges d'intérêts.

Les paiements de loyers qui sont pris en compte pour l'évaluation de l'obligation locative comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des paiements ou pénalités liés à la résiliation du contrat de location, le cas échéant. Les paiements de loyers sont actualisés au taux d'emprunt marginal de la Société, lequel s'applique aux portefeuilles de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires.

La Société ne comptabilise pas d'actif au titre du droit d'utilisation ou d'obligation locative pour les contrats de location qui, à la date de début, sont assortis d'une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise les paiements liés à ces contrats de location comme des charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société soumet la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

Les contrats de gestion de fonds d'investissement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels sont amortis sur une période d'au plus sept ans, et les contrats de distribution et autres contrats de gestion sont amortis sur une période d'au plus 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Avantages du personnel

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies et un régime de retraite à cotisations définies accessibles aux employés admissibles. En vertu des normes IFRS, ces régimes constituent des parties liées. Les régimes à prestations définies offerts par la Société comprennent un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible aux employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des prestations de retraite proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale.

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, des hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable de l'actif au titre des régimes de retraite. L'actif ou le passif au titre des prestations constituées de la Société relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime. La Société définit la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'actif ou le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les actifs ou les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une notation de AA.

Si les prestations au titre du régime sont modifiées ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes découlant de la réduction sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Les coûts des services rendus de l'exercice, les coûts des services passés et les gains et les pertes découlant de la réduction sont compris au poste Charges sous Activités et services de soutien.

Les réévaluations découlant des régimes à prestations définies représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation. Les réévaluations sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassées en résultat net.

L'actif au titre des prestations constituées représente l'excédent lié au régime de retraite à prestations définies et est inclus au poste Autres actifs. Le passif au titre des prestations constituées représente le déficit lié au RRSD et au régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie et est inclus au poste Autres passifs.

Les montants versés aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Paiements fondés sur des actions

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistrés au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

La Société comptabilise un passif au titre des attributions réglées en trésorerie, y compris celles qui sont octroyées en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, du régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions et du régime d'unités d'actions différées. La charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits, déduction faite des couvertures connexes. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière.

Provisions

Une provision est constatée si, par suite d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle pouvant faire l'objet d'une estimation fiable, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation.

Impôt sur le résultat

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports en avant de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporaires.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, à l'exception du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation qui inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en cours attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode des actions propres.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés.

Les instruments financiers dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les états consolidés du résultat net lorsque l'élément couvert a une incidence sur le bénéfice. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Les swaps conclus dans le but de couvrir les coûts des fonds de certaines activités de titrisation sont désignés comme instruments de couverture (se reporter à la note 24). La partie efficace des variations de la juste valeur est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et est par la suite comptabilisée au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Les swaps liés aux prêts hypothécaires restants ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et les contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces dérivés ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Charges sous Activités et services de soutien des états consolidés du résultat net.

Les dérivés continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, laquelle surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences propres à la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les bilans consolidés lorsque la Société possède le droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

Note 3. Activités abandonnées

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'Investment Planning Counsel Inc. (« IPC ») à La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie ») pour un produit de 575 M\$ plus les ajustements. La Canada Vie est une filiale de la société liée de la Société, Lifeco, qui, elle, est une filiale de Power.

En vertu d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées du secteur Gestion de patrimoine.

En 2023, les banques à charte canadiennes de l'annexe I ont fourni à la Société une facilité de crédit non renouvelable liée à la vente d'IPC. La Société a prélevé des montants sur la facilité en 2023 et a remboursé le solde avant la clôture de la vente d'IPC. Les taux d'intérêt sur la facilité de crédit ont fluctué en fonction des acceptations bancaires canadiennes, et les charges d'intérêts ont été comptabilisées au titre des activités abandonnées dans les états du résultat net.

Au 30 novembre 2023, le total de l'actif d'IPC s'élevait à 692,6 M\$, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 30,6 M\$, et le total du passif se chiffrait à 345,7 M\$.

Les résultats liés aux activités abandonnées sont inclus jusqu'au 30 novembre 2023.

Bénéfice net tiré des activités abandonnées

	2023	2022
Produits		
Gestion de patrimoine	284 678 \$	305 436 \$
Gestion d'actifs – produits nets	15 186	17 422
Produits tirés des placements nets et autres produits	3 265	1 830
	303 129	324 688
Charges ¹	300 288	308 851
Bénéfice avant impôt sur le résultat	2 841	15 837
Impôt sur le résultat	413	4 417
Bénéfice net	2 428	11 420
Profit à la vente	220 703	–
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	223 131	11 420
Participation ne donnant pas le contrôle	(150)	(200)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires tiré des activités abandonnées	222 981 \$	11 220 \$

1. Comprend une affectation des charges d'intérêts de 17,9 M\$ en 2023.

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux de trésorerie de la Société comprennent les montants suivants qui sont attribuables aux activités abandonnées :

	2023	2022
Trésorerie nette (affectée aux) provenant des :		
Activités d'exploitation	53 083 \$	22 151 \$
Activités de financement	(32 599)	14 687
Activités d'investissement	(29 113)	(30 806)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(8 629)\$	6 032 \$

Note 4. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

	2023	2022
Honoraires de conseil	1 188 503 \$	1 140 306 \$
Honoraires liés aux produits et aux programmes	883 958	875 082
	2 072 461	2 015 388
Frais de rachat	1 031	3 939
Autres produits tirés de la planification financière	126 189	140 543
Gestion de patrimoine	2 199 681	2 159 870
Gestion d'actifs	949 041	967 212
Charge de rémunération des courtiers	(314 107)	(327 521)
Gestion d'actifs – produits nets	634 934	639 691
Produits nets des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients	2 834 615 \$	2 799 561 \$

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les honoraires de conseil se rapportant à la planification financière ont trait à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils. Les honoraires liés aux produits et aux programmes se rapportant à la gestion des placements et aux services administratifs ont trait à l'actif géré. Les autres produits tirés de la planification financière comprennent les produits et les services bancaires et d'assurance, ainsi que les activités de prêts hypothécaires.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs dépendent du volume et de la composition de l'actif géré.

Note 5. Charges

	2023	2022
Commissions	737 602 \$	721 636 \$
Salaires et avantages du personnel	584 373	567 833
Charges de restructuration et autres charges	103 266	–
Charges locatives	22 899	23 856
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	90 544	87 397
Autres éléments	373 272	347 985
	1 911 956	1 748 707
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	65 731	63 574
Charges d'intérêts	123 231	113 174
	2 100 918 \$	1 925 455 \$

En 2023, la Société a engagé des charges de restructuration et autres charges de 103,3 M\$ (76,2 M\$ après impôt) en raison de la rationalisation et de la simplification des activités afin de les aligner plus efficacement sur les priorités de l'entreprise. Ces charges comprennent les changements apportés à la structure organisationnelle de la Société pour mieux répondre aux besoins croissants de l'entreprise ainsi que l'abandon des systèmes en double aux fins de la transformation numérique et la modernisation des technologies de l'information, et tiennent compte des efforts déployés pour consolider son empreinte immobilière afin de mieux refléter les besoins de la clientèle et des conseillers.

Note 6. Autres investissements

	2023		2022	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	264 915 \$	721 379 \$	242 704 \$	602 612 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	12 778	13 140	12 689	12 933
Fonds d'investissement exclusifs	126 550	129 079	156 663	158 991
	139 328	142 219	169 352	171 924
	404 243 \$	863 598 \$	412 056 \$	774 536 \$

À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures LP, Portag3 Ventures II LP et Portage Ventures III LP (« Portage »). Portage est un fonds qui investit dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives. Portage est sous le contrôle de la société mère de Power.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalise 721,4 M\$ (2022 – 602,6 M\$), est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Investissement dans Wealthsimple

Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est détenu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient (directement et indirectement) une participation de 24,7 % dans Wealthsimple (2022 – 24,3 %) qui était évaluée à 607 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 492 M\$). Cette variation est en grande partie attribuable à une hausse de la juste valeur de 20 % et à un investissement supplémentaire au cours de l'exercice. La hausse de la juste valeur est conforme à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et à la révision de ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres de placements, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

En 2022, un profit réalisé de 27,8 M\$ (24,0 M\$ après impôt) lié aux autres titres de placement a été transféré du poste Cumul des autres éléments du résultat global au poste Autres bénéfices non distribués.

À la juste valeur par le biais du résultat net

Fonds d'investissement exclusifs

La Société gère et offre des services et tire des honoraires de gestion et d'administration relatifs aux fonds d'investissement qui ne sont pas comptabilisés dans les bilans consolidés. Au 31 décembre 2023, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 169,6 G\$ (2022 – 158,9 G\$). La Société effectue des investissements dans des fonds d'investissement exclusifs qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net dans les bilans consolidés de la Société. Ces investissements sont généralement effectués lors du

lancement d'un nouveau fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. L'exposition maximale au risque de perte de la Société se limite à son investissement direct dans les fonds d'investissement exclusifs.

Certains fonds d'investissement sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Au 31 décembre 2023, les placements sous-jacents liés à ces fonds d'investissement consolidés étaient constitués principalement de trésorerie et de placements à court terme de 9,0 M\$ (2022 – 14,6 M\$), de titres de capitaux propres de 43,6 M\$ (2022 – 97,5 M\$) et de titres à revenu fixe de 19,3 M\$ (2022 – 22,3 M\$). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisés à la juste valeur.

Note 7. Prêts

	Échéance contractuelle			Total 2023	Total 2022
	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	5 ans et plus		
Coût amorti					
Prêts hypothécaires résidentiels	998 607 \$	4 109 077 \$	1 749 \$	5 109 433	5 022 298
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues				737	815
				5 108 696 \$	5 021 483 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a varié comme suit :					
Solde au début				815 \$	648 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements				204	(689)
Variation des pertes de crédit attendues				(282)	856
Solde à la fin				737 \$	815 \$

Au 31 décembre 2023, les prêts douteux totalisaient 3 131 \$ (2022 – 2 159 \$).

Les produits d'intérêts sur les prêts ont totalisé 170,3 M\$ (2022 – 138,8 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 142,8 M\$ (2022 – 102,8 M\$). Les pertes réalisées à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 3,6 M\$ (2022 – pertes de 3,5 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé un montant négatif de 8,0 M\$ (2022 – montant négatif de 3,1 M\$). Ces montants ont été inscrits dans les produits du secteur Gestion de patrimoine. Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

Note 8. Titrisations

La Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, et le swap de couverture utilisé pour gérer l'exposition aux variations du rendement des placements à taux variable, sont comptabilisés à titre de dérivés dont la juste valeur négative s'élevait à 4,8 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – juste valeur positive de 0,9 M\$).

Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance.

	Prêts hypothécaires titrisés	Obligations à l'égard d'entités de titrisation	Montant net
2023			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 408 639 \$	2 389 389 \$	19 250 \$
PCAA commandité par des banques	2 313 806	2 298 438	15 368
Total	4 722 445 \$	4 687 827 \$	34 618 \$
Juste valeur	4 690 885 \$	4 695 738 \$	(4 853)\$
2022			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 494 400 \$	2 459 828 \$	34 572 \$
PCAA commandité par des banques	2 143 241	2 150 610	(7 369)
Total	4 637 641 \$	4 610 438 \$	27 203 \$
Juste valeur	4 532 493 \$	4 544 609 \$	(12 116)\$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Note 9. Autres actifs

	2023	2022
Actif au titre des prestations constituées (note 16)	61 592 \$	86 779 \$
Charges différées et payées d'avance	48 834	56 412
Autres éléments	2 048	13 049
	112 474 \$	156 240 \$

D'autres actifs totalisant 34,9 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 33,1 M\$) devraient être réalisés d'ici un an.

Note 10. Participation dans des entreprises associées

	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
2023						
Solde au début						
Montants présentés antérieurement	1 075 225 \$	787 171 \$	– \$	284 499 \$	40 066 \$	2 186 961 \$
Changement de méthode comptable (note 2)	(135 658)	–	–	–	–	(135 658)
Montants retraités	939 567	787 171	–	284 499	40 066	2 051 303
Entrées	–	1 162 369	857 690	–	542	2 020 601
Cession	(397 705)	–	–	–	–	(397 705)
Dividendes	(46 045)	(69 180)	–	–	–	(115 225)
Quote-part des éléments suivants :						
Bénéfice	66 908	104 094	(724)	17 346 ¹	(2 585)	185 039
Ajustement lié à IFRS 17	15 098	–	–	–	–	15 098
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	11 465	(99 231)	(12 171)	–	–	(99 937)
Solde à la fin	589 288 \$	1 885 223 \$	844 795 \$	301 845 \$	38 023 \$	3 659 174 \$
2022						
Solde au début						
Montants présentés antérieurement	1 020 700 \$	768 724 \$	– \$	258 831 \$	– \$	2 048 255 \$
Changement de méthode comptable (note 2)	(135 658)	–	–	–	–	(135 658)
Montants retraités	885 042	768 724	–	258 831	–	1 912 597
Entrées	–	–	–	–	40 430	40 430
Dividendes	(73 181)	(31 319)	–	–	–	(104 500)
Quote-part des éléments suivants :						
Bénéfice	128 227	57 231	–	25 668 ¹	(364)	210 762
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(521)	(7 465)	–	–	–	(7 986)
Solde à la fin	939 567 \$	787 171 \$	– \$	284 499 \$	40 066 \$	2 051 303 \$

1. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 13 877 \$ en 2023 (2022 – 20 534 \$).

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans des entreprises associées, dont Lifeco, ChinaAMC, Rockefeller et Northleaf, puisqu'elle exerce une influence notable sur celles-ci.

Le 12 janvier 2023, la Société a conclu la transaction visant l'acquisition de la participation de 13,9 % de Power dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,16 G\$, y compris les coûts de transaction, ce qui a entraîné une hausse de la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %. Afin de financer partiellement la transaction, la Société financière IGM a vendu 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 553 M\$, ce qui a réduit la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4 %. La contrepartie restante de 597 M\$ a été financée au moyen des ressources financières existantes de la Société, y compris des dividendes de 22 M\$ reçus après le 31 mars 2022 relativement aux actions de Lifeco qui ont été vendues. La Société continue de comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence sa participation de 27,8 % dans ChinaAMC et sa participation de 2,4 % dans Lifeco.

En 2023, la Société a comptabilisé un profit à la vente des actions de Lifeco de 172,9 M\$ avant impôt (168,6 M\$ après impôt).

La Société a comptabilisé un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$ en 2023, ce qui représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé sur une base prospective.

Le 3 avril 2023, la Société a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour un coût total de 858 M\$, qui comprenait une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US) et les coûts de transaction.

Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »)

Lifeco est une société cotée en bourse constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Elle est sous le contrôle de Power. Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans les secteurs de l'assurance vie, de l'assurance maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Au 31 décembre 2023, la Société détenait 22 136 471 actions de Lifeco (2022 – 37 337 133), ce qui représentait une participation de 2,4 % (2022 – 4,0 %). L'influence notable de la Société tient à plusieurs éléments, notamment le contrôle commun exercé sur Lifeco par Power; des administrateurs siégeant à la fois au conseil de la Société et à celui de Lifeco; certaines alliances stratégiques communes et d'importantes opérations intersociétés qui ont une incidence sur les politiques financières et opérationnelles des deux sociétés. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans Lifeco totalisait 970,9 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 1 168,3 M\$).

Au 31 décembre 2023, Lifeco détenait directement 9 200 000 actions de la Société (2022 – 9 200 000).

Pour obtenir l'information financière sur Lifeco au 31 décembre 2023, il y a lieu de consulter les informations qu'elle a publiées.

China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »)

ChinaAMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine, qui est sous le contrôle de CITIC Securities Company Limited.

Au 31 décembre 2023, la Société détenait une participation de 27,8 % dans ChinaAMC (2022 – 13,9 %). L'influence notable de la Société tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques, à des initiatives stratégiques communes, y compris le lancement conjoint de produits, ainsi qu'à la collaboration entre la direction et les équipes de placement.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de ChinaAMC :

(en millions)	2023		2022	
	Dollars canadiens	Yuan chinois	Dollars canadiens	Yuan chinois
Aux 31 décembre				
Total de l'actif	3 514	18 794	3 461	17 650
Total du passif	1 055	5 642	1 032	5 261
Pour les exercices clos les 31 décembre				
Produits	1 398	7 327	1 446	7 475
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	384	2 013	418	2 163
Total du bénéfice global	387	2 028	434	2 248

Rockefeller Capital Management (« Rockefeller »)

Rockefeller est un cabinet de services-conseils financiers indépendant aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée.

Au 31 décembre 2023, la Société détenait une participation de 20,5 % dans Rockefeller. L'exercice d'une influence notable découle d'une représentation au sein du conseil d'administration, de la participation au processus d'élaboration de politiques et d'importantes opérations intersociétés.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Rockefeller :

	2023	
(en millions)	Dollars américains	Dollars canadiens
Au 31 décembre		
Total de l'actif	1 353,3	1 791,4
Total du passif	843,3	1 116,2
Pour la période de neuf mois close le 31 décembre¹		
Produits	578,0	779,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	5,6	7,7
Total du bénéfice global	5,6	7,6

1. Exclut le bénéfice du premier trimestre de 2023, car l'acquisition a eu lieu le 3 avril 2023.

Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »)

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto.

Au moyen d'un instrument d'acquisition détenu par la filiale de la Société, Mackenzie, la Société détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. L'instrument d'acquisition appartient à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco.

Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation économique et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Northleaf :

(en millions)	2023	2022
Aux 31 décembre		
Total de l'actif	152,9 \$	160,3 \$
Total du passif	84,3	113,2
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Produits	151,6 \$	137,0 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	28,8	40,7
Total du bénéfice global	28,8	40,7

Note 11. Immobilisations

	Mobilier et matériel	Immeubles et composants	Actifs au titre de droits d'utilisation	Total
2023				
Coût	350 551 \$	72 939 \$	277 648 \$	701 138 \$
Moins : amortissement cumulé	(248 156)	(21 606)	(124 415)	(394 177)
	102 395 \$	51 333 \$	153 233 \$	306 961 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	100 816 \$	49 677 \$	175 795 \$	326 288 \$
Entrées	24 161	3 347	14 678	42 186
Cessions	(977)	-	-	(977)
Amortissement	(15 407)	(1 691)	(27 446)	(44 544)
Vente d'IPC	(6 198)	-	(9 794)	(15 992)
Solde à la fin	102 395 \$	51 333 \$	153 233 \$	306 961 \$
2022				
Coût	353 374 \$	69 592 \$	280 946 \$	703 912 \$
Moins : amortissement cumulé	(252 558)	(19 915)	(105 151)	(377 624)
	100 816 \$	49 677 \$	175 795 \$	326 288 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	81 423 \$	51 105 \$	183 436 \$	315 964 \$
Entrées	37 325	243	20 416	57 984
Cessions	(1 163)	-	-	(1 163)
Amortissement	(16 769)	(1 671)	(28 057)	(46 497)
Solde à la fin	100 816 \$	49 677 \$	175 795 \$	326 288 \$

Note 12. Commissions de vente inscrites à l'actif

	2023	2022
Coût	701 308 \$	585 363 \$
Moins : amortissement cumulé	(306 572)	(213 190)
	394 736 \$	372 173 \$
Variation des commissions de vente inscrites à l'actif		
Solde au début	372 173 \$	325 424 \$
Variations attribuables à ce qui suit :		
Ventes de fonds d'investissement	117 385	124 336
Amortissement	(94 160)	(77 587)
Vente d'IPC	(662)	-
	22 563	46 749
Solde à la fin	394 736 \$	372 173 \$

Note 13. Goodwill et immobilisations incorporelles

	À durée de vie déterminée		À durée de vie indéterminée		Total des immobilisations incorporelles	Goodwill
	Logiciels	Contrats de distribution et autres contrats de gestion	Contrats de gestion de fonds d'investissement	Appellations commerciales		
2023						
Coût	372 039 \$	189 410 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 564 130 \$	2 636 771 \$
Moins : amortissement cumulé	(228 442)	(84 976)	-	-	(313 418)	-
	143 597 \$	104 434 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 250 712 \$	2 636 771 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles						
Solde au début	161 839 \$	176 067 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 363 642 \$	2 802 173 \$
Entrées	38 076	91 374	-	-	129 450	-
Cessions	(6)	(617)	-	-	(623)	-
Amortissement	(42 478)	(15 836)	-	-	(58 314)	-
Vente d'IPC	(13 834)	(146 554)	(23 055)	-	(183 443)	(165 402)
Solde à la fin	143 597 \$	104 434 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 250 712 \$	2 636 771 \$
2022						
Coût	365 318 \$	289 286 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 680 340 \$	2 802 173 \$
Moins : amortissement cumulé	(203 479)	(113 219)	-	-	(316 698)	-
	161 839 \$	176 067 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 363 642 \$	2 802 173 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles						
Solde au début	160 336 \$	170 632 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 356 704 \$	2 802 066 \$
Entrées	40 264	20 082	-	-	60 346	107
Cessions	(2)	(223)	-	-	(225)	-
Amortissement	(38 759)	(14 424)	-	-	(53 183)	-
Solde à la fin	161 839 \$	176 067 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 363 642 \$	2 802 173 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée constitués de contrats de gestion de fonds d'investissement et d'appellations commerciales sont attribués à chacune des unités génératrices de trésorerie, comme l'illustre le tableau qui suit :

	2023		2022	
	Goodwill	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	Goodwill	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée
Gestion de patrimoine	1 346 245 \$	- \$	1 491 687 \$	23 055 \$
Gestion d'actifs	1 290 526	1 002 681	1 310 486	1 002 681
Total	2 636 771 \$	1 002 681 \$	2 802 173 \$	1 025 736 \$

La Société vérifie si le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont subi une dépréciation en évaluant leur valeur comptable en comparaison avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de la Société est fondée sur la meilleure indication disponible de la juste valeur, déduction faite des coûts de sortie.

Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les multiples de valorisation peuvent inclure le ratio cours/bénéfice ou d'autres mesures utilisées de façon conventionnelle par les gestionnaires de placements ou d'autres fournisseurs de services financiers (multiples de valorisation de l'actif géré, des produits, ou d'autres mesures de rentabilité). Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers, entre autres. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur constituent des données d'entrée de niveau 2.

Les hypothèses et les estimations utilisées pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, ainsi que des taux d'actualisation, ce qui constitue des données d'entrée de niveau 3.

La juste valeur, déduction faite des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie de la Société, a été comparée à la valeur comptable et il a été déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de dépréciation. Les modifications apportées aux hypothèses et aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie peuvent donner lieu à d'importants ajustements lors de l'évaluation de ces unités génératrices de trésorerie.

Note 14. Dépôts et certificats

Les dépôts et les certificats sont classés dans les autres passifs financiers évalués au coût amorti.

Les actifs figurant dans les bilans consolidés comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés et les prêts totalisant 3 344,2 M\$ (2022 – 4 334,0 M\$), liés aux dépôts et aux certificats.

	À vue	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	Échéance Plus de 5 ans	2023 Total	2022 Total
Dépôts	3 342 782 \$	– \$	– \$	– \$	3 342 782 \$	4 332 493 \$
Certificats	–	328	455	625	1 408	1 504
	3 342 782 \$	328 \$	455 \$	625 \$	3 344 190 \$	4 333 997 \$

Note 15. Autres passifs

	2023	2022
Dividendes à payer	133 949 \$	133 688 \$
Intérêts à payer	40 250	36 659
Passif au titre des prestations constituées (note 16)	85 188	81 367
Provisions	65 933	18 356
Autres éléments	69 606	85 507
	394 926 \$	355 577 \$

La Société constitue des provisions au titre de la restructuration relativement aux acquisitions et aux dessaisissements d'entreprises et à d'autres éléments, ainsi que d'autres provisions dans le cours normal de ses activités. En 2023, les changements apportés aux provisions comprenaient des estimations supplémentaires de 107,1 M\$ (2022 – 3,2 M\$), des reprises de provisions de 1,2 M\$ (2022 – 1,5 M\$) et des paiements de 58,3 M\$ (2022 – 10,0 M\$).

D'autres passifs totalisant 271,7 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 235,6 M\$) devraient être réglés d'ici un an.

Note 16. Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel et d'avantages postérieurs à l'emploi, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes de retraite supplémentaires à l'intention des dirigeants (les « RRSD ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

À compter du 1^{er} juillet 2012, le régime de retraite à prestations définies a cessé d'être offert aux nouveaux employés. La Société a un régime de retraite enregistré à cotisations définies à l'intention des employés admissibles embauchés après le 1^{er} juillet 2012.

Le régime de retraite à prestations définies est une fiducie distincte, juridiquement séparée de la Société. Le régime de retraite à prestations définies est enregistré en vertu de la *Loi sur les prestations de pension du Manitoba* (la « Loi ») et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « LIR »). Comme l'exige la Loi, le régime de retraite à prestations définies est dirigé par un comité de retraite, composé d'employés actifs et à la retraite. Le comité de retraite assume certaines responsabilités décrites dans la Loi, mais peut déléguer certaines activités à la Société. La LIR régit la capacité de l'employeur à verser des cotisations et établit des paramètres que le régime doit respecter en ce qui a trait aux placements en biens étrangers.

Le régime de retraite à prestations définies prévoit des prestations de retraite pour la durée de la vie en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière pour tous les employés admissibles, selon les limites établies par la LIR. Des prestations en cas de décès sont versées au décès d'un membre actif ou à la retraite.

Les employés qui ne sont pas des cadres supérieurs doivent verser des cotisations annuelles correspondant à un certain pourcentage de leur salaire, jusqu'à concurrence d'un plafond défini.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2022, a été finalisée. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 70,5 M\$, comparativement à un excédent de solvabilité de 14,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2021. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 127,4 M\$, comparativement à 95,0 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2025. Au cours de l'exercice, la Société a versé des cotisations de 2,8 M\$ (2022 – 11,4 M\$). À la suite de l'évaluation déposée en avril 2023, la Société financière IGM a reçu un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine évaluation actuarielle, qui devrait avoir lieu au 31 décembre 2025. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

Les RRSD sont des régimes de retraite à prestations définies non enregistrés et non contributifs, qui offrent des avantages supplémentaires à certains hauts dirigeants retraités.

Le régime d'avantages postérieurs à l'emploi est un régime non contributif qui fournit aux employés admissibles le remboursement de leurs frais médicaux ou un montant fixe par année, afin de couvrir les frais médicaux au cours de leur retraite.

Les RRSD et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont administrés par la Société, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels tels que le risque de mortalité, qui correspond à l'espérance de vie et influe sur le calcul des obligations; le risque de taux d'intérêt, qui a une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations et le rendement réel de l'actif des régimes; le risque lié au salaire, puisque les augmentations de salaire estimatives servent au calcul des obligations; et le risque d'investissement, puisque la nature des placements influe sur le rendement réel de l'actif des régimes. Un suivi régulier des régimes, des règlements applicables et de divers autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Société permet d'assurer la gestion de l'exposition à ces risques.

Actifs du régime, obligations au titre des prestations et situation de capitalisation :

	2023			2022		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime						
Solde au début	510 730 \$	– \$	– \$	566 727 \$	– \$	– \$
Cotisations des employés	1 677	–	–	1 810	–	–
Cotisations de l'employeur	2 801	–	–	11 438	–	–
Prestations versées	(29 771)	–	–	(30 590)	–	–
Produits d'intérêts	26 388	–	–	18 613	–	–
Entrées	–	–	–	998	–	–
Réévaluations :						
Rendement des actifs du régime	24 206	–	–	(58 266)	–	–
Solde à la fin	536 031	–	–	510 730	–	–
Obligation au titre des prestations constituées						
Solde au début	423 951	56 084	25 283	588 351	71 557	32 551
Prestations versées	(29 771)	(4 029)	(2 404)	(30 590)	(5 808)	(3 722)
Coût des services rendus de l'exercice	12 143	1 228	206	21 027	1 971	344
Modification du régime	–	35	–	–	–	–
Cotisations des employés	1 677	–	–	1 810	–	–
Charges d'intérêts	21 780	2 825	1 268	19 094	2 069	931
Entrées	–	–	–	998	–	–
Réévaluations :						
Écarts actuariels						
Hypothèses démographiques	(4 592)	–	–	–	–	–
Ajustements liés à l'expérience	5 184	144	158	(2 506)	(1 048)	708
Hypothèses financières	44 067	3 175	1 215	(174 233)	(12 657)	(5 529)
Solde à la fin	474 439	59 462	25 726	423 951	56 084	25 283
Actif (passif) au titre des prestations constituées	61 592 \$	(59 462)\$	(25 726)\$	86 779 \$	(56 084)\$	(25 283)\$

Hypothèses actuarielles importantes utilisées pour calculer l'obligation au titre des prestations définies :

	2023			2022		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Taux d'actualisation	4,65 %	4,60 %-4,65 %	4,65 %	5,25 %	5,25 %-5,30 %	5,25 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	s.o.	3,75 %	3,75 %	s.o.
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé ¹	s.o.	s.o.	5,30 %	s.o.	s.o.	5,40 %
Taux de mortalité à 65 ans pour les retraités actuels	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans

1. Tend vers 4,00 % en 2040 et reste à un taux identique par la suite.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies du régime de retraite à la fin de la période de présentation de l'information financière est de 17,3 années (2022 – 15,7 années).

Charge au titre des avantages :

	2023			2022		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Coût des services rendus de l'exercice	12 143 \$	1 228 \$	206 \$	21 027 \$	1 971 \$	344 \$
Modification du régime	–	35	–	–	–	–
Coûts financiers nets	(4 608)	2 825	1 268	481	2 069	931
	7 535 \$	4 088 \$	1 474 \$	21 508 \$	4 040 \$	1 275 \$

Analyse de sensibilité :

Le calcul du passif au titre des prestations constituées et de la charge connexe au titre des avantages du personnel est sensible aux hypothèses actuarielles importantes. Le tableau suivant présente l'analyse de sensibilité :

	2023		2022	
	Augmentation (diminution) du passif	Augmentation (diminution) de la charge	Augmentation (diminution) du passif	Augmentation (diminution) de la charge
Régime de retraite à prestations définies				
Taux d'actualisation (+ / – 0,25 %)				
Augmentation	(19 196)\$	(1 873)\$	(16 828)\$	(1 866)\$
Diminution	20 416	1 889	17 877	1 886
Taux de rémunération (+ / – 0,25 %)				
Augmentation	5 174	582	4 755	585
Diminution	(5 128)	(575)	(4 718)	(581)
Mortalité				
Augmentation de un an	7 804	539	6 334	477
RRSD				
Taux d'actualisation (+ / – 0,25 %)				
Augmentation	(1 149)	64	(1 138)	44
Diminution	1 192	(68)	1 181	(47)
Taux de rémunération (+ / – 0,25 %)				
Augmentation	12	4	46	14
Diminution	(11)	(4)	(41)	(12)
Mortalité				
Augmentation de un an	1 033	51	923	51
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation (+ / – 0,25 %)				
Augmentation	(520)	31	(501)	27
Diminution	540	(32)	521	(28)
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé (+ / – 1,00 %)				
Augmentation	558	26	498	27
Diminution	(491)	(23)	(441)	(23)
Mortalité				
Augmentation de un an	655	33	571	33

Les analyses de sensibilité se fondent sur la variation d'une hypothèse, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes. Dans la pratique, un tel scénario est improbable, puisqu'il peut exister des corrélations entre les variations de certaines hypothèses.

Répartition de l'actif du régime de retraite à prestations définies par catégorie d'actif :

	2023	2022
Titres de capitaux propres	49,9 %	58,4 %
Titres à revenu fixe	30,8	28,7
Stratégies alternatives	17,2	11,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,1	1,8
	100,0 %	100,0 %

Le régime de retraite à prestations définies adhère aux dispositions de son énoncé sur les politiques et procédures en matière de placement, qui comprend les objectifs en matière de placement, les lignes directrices relatives à la répartition de l'actif ainsi que les limites de placement pour chaque catégorie d'actif. L'actif du régime de retraite à prestations définies est investi dans des fonds d'investissement, à l'exception de la trésorerie en dépôt auprès de banques à charte canadiennes de l'annexe I.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre plusieurs régimes de retraite à cotisations définies à ses employés admissibles. La charge comptabilisée au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien a totalisé 10,2 M\$ (2022 – 8,7 M\$).

Régime d'épargne-retraite (« RER ») collectif

La Société offre un RER collectif à ses employés admissibles. Les cotisations de la Société sont comptabilisées au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 10,1 M\$ (2022 – 9,5 M\$).

Note 17. Impôt sur le résultat

Charge d'impôt sur le résultat :

	2023	2022
Impôt sur le résultat comptabilisé sur le bénéfice net tiré des activités poursuivies		
Impôt exigible		
Impôt sur le résultat de l'exercice considéré	210 696 \$	230 110 \$
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(167)	1 537
	210 529	231 647
Impôt différé	4 548	14 301
	215 077 \$	245 948 \$

Taux d'imposition effectif :

	2023	2022
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,68 %	26,63 %
Incidence des éléments suivants :		
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 10)	(3,40)	(4,56)
Profit à la vente des actions de l'entreprise associée	(3,68)	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée (note 10)	(0,35)	–
Autres éléments	(0,46)	0,15
Taux d'imposition effectif	18,79 %	22,22 %

En décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») a publié le modèle de règles du Pilier Deux, qui définit la structure d'un nouveau régime prévoyant un impôt minimum mondial de 15 %. Un certain nombre de pays où la Société exerce ses activités, dont l'Irlande et le Royaume-Uni, ont adopté une loi, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024. Le projet de loi du Pilier Deux au Canada n'a pas été quasi adopté. Cependant, lorsqu'il sera adopté, la loi devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

L'évaluation de l'exposition potentielle à l'impôt sur le résultat en vertu des règles du Pilier Deux est fondée sur les déclarations de revenus les plus récentes, sur la présentation de l'information par pays ainsi que sur les états financiers de la Société et de ses filiales en tant que groupe de sociétés liées. Selon cette évaluation, les taux d'imposition effectifs en vertu des règles du Pilier Deux des territoires importants dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités sont supérieurs à 15 %. L'impôt sur le résultat en vertu des règles du Pilier Deux pourrait s'appliquer dans des territoires non significatifs où, toutefois, la Société et ses filiales ne s'attendent pas à y être exposées de façon importante.

Impôt sur le résultat différé

La composition et les variations de l'impôt différé net se présentent comme suit :

	Passif au titre des prestations constituées	Reports en avant de pertes	Commissions de vente inscrites à l'actif	Immobilisations incorporelles	Autres investissements	Autres éléments	Total
2023							
Solde au début	(1 495)\$	6 687 \$	(98 876)\$	(290 489)\$	(46 095)\$	(19 318)\$	(449 586)\$
Comptabilisé dans les éléments suivants :							
Bénéfice tiré des activités poursuivies	1 056	1 179	(6 077)	(9 538)	(86)	8 918	(4 548)
Bénéfice tiré des activités abandonnées	-	(399)	47	260	-	(1 155)	(1 247)
Autres éléments de bénéfice global	6 767	-	-	-	(13 024)	6 751	494
Capitaux propres	-	-	-	-	(109)	-	(109)
Vente d'IPC – activités abandonnées	-	(3 031)	(47)	17 292	-	1 839	16 053
Fluctuation des taux de change et autres	-	(14)	-	-	-	3	(11)
Solde à la fin	6 328 \$	4 422 \$	(104 953)\$	(282 475)\$	(59 314)\$	(2 962)\$	(438 954)\$
2022							
Solde au début	33 886 \$	6 459 \$	(86 616)\$	(289 835)\$	(142 751)\$	(17 350)\$	(496 207)\$
Comptabilisé dans les éléments suivants :							
Bénéfice tiré des activités poursuivies	1 569	(1 939)	(12 264)	822	619	(3 108)	(14 301)
Bénéfice tiré des activités abandonnées	-	1 893	4	(1 476)	-	(1 398)	(977)
Autres éléments de bénéfice global	(36 950)	-	-	-	95 552	2 541	61 143
Capitaux propres	-	-	-	-	485	-	485
Fluctuation des taux de change et autres	-	274	-	-	-	(3)	271
Solde à la fin	(1 495)\$	6 687 \$	(98 876)\$	(290 489)\$	(46 095)\$	(19 318)\$	(449 586)\$

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont présentés dans les bilans consolidés de la façon suivante :

	2023	2022
Actifs d'impôt différé	3 232 \$	1 419 \$
Passifs d'impôt différé	(442 186)	(451 005)
	(438 954)\$	(449 586)\$

Au 31 décembre 2023, la Société et ses filiales avaient des différences temporaires déductibles liées à ses participations dans des entreprises associées qui s'élevaient à 57,8 M\$ pour lesquelles les avantages n'ont pas été comptabilisés.

Note 18. Dette à long terme

Échéance	Taux	2023	2022
26 janvier 2027	3,44 %	400 000 \$	400 000 \$
13 décembre 2027	6,65 %	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	200 000	200 000
25 janvier 2047	4,56 %	200 000	200 000
9 décembre 2047	4,115 %	250 000	250 000
13 juillet 2048	4,174 %	200 000	200 000
21 mars 2050	4,206 %	250 000	250 000
26 mai 2053	5,426 %	300 000	–
		2 400 000 \$	2 100 000 \$

La dette à long terme comprend les débentures non garanties qui sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée dans les autres passifs financiers et est comptabilisée au coût amorti.

Les charges d'intérêts liées à la dette à long terme se sont chiffrées à 116,3 M\$ (2022 – 106,6 M\$).

Le 26 mai 2023, la Société a émis des débentures à 5,426 % d'une durée de 30 ans d'un montant de 300 M\$. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément de prospectus au prospectus préalable de base simplifié de la Société daté du 7 décembre 2022.

Note 19. Capital social

Autorisé

En nombre illimité :

Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série

Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série

Actions de catégorie 1, sans droit de vote

Actions ordinaires, sans valeur nominale

Émis et en circulation

	2023		2022	
	Actions	Valeur attribuée	Actions	Valeur attribuée
Actions ordinaires				
Solde au début	237 668 062	1 672 799 \$	239 679 043	1 658 680 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions (note 21)	463 676	17 827	879 019	34 429
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	(2 890 000)	(20 310)
Solde à la fin	238 131 738	1 690 626 \$	237 668 062	1 672 799 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 21 décembre 2023, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui demeurera en vigueur jusqu'au 20 décembre 2024, date d'expiration de l'offre, ou jusqu'à une date antérieure à laquelle la Société aura effectué ses rachats conformément à l'avis d'intention déposé auprès de la TSX. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 3 millions de ses actions ordinaires en circulation au 7 décembre 2023, soit 1,3 % de celles-ci.

Le 1^{er} mars 2022, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui est demeurée en vigueur jusqu'au 28 février 2023. En vertu de cette offre, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 6,0 millions de ses actions ordinaires en circulation au 15 février 2022, soit environ 2,5 % de celles-ci.

Aucune action ordinaire n'a été rachetée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, 2 890 000 actions ont été rachetées à un coût de 115,7 M\$. Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

Note 20. Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2 400,0 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 2 100,0 M\$ au 31 décembre 2022. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière. L'augmentation de la dette à long terme découle de l'émission, le 26 mai 2023, de débentures à 5,426 % d'un montant de 300 M\$ arrivant à échéance le 26 mai 2053. La Société financière IGM a utilisé le produit net pour financer une partie du prix d'achat dans le cadre de l'acquisition de la participation de 20,5 % dans Rockefeller et aux fins générales de l'entreprise.

Le 21 décembre 2023, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat aux fins d'annulation d'au plus 3 millions de ses actions ordinaires afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital. La Société n'a racheté aucune action ordinaire en 2023.

En 2023, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 535,7 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Note 21. Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement attribuées à des employés à un prix n'étant pas inférieur au cours moyen pondéré par action ordinaire à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de négociation précédant la date d'attribution. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé, établies à la date d'attribution. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Au 31 décembre 2023, 17 687 703 actions ordinaires (2022 – 18 151 379) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime.

En 2023, la Société a attribué 662 606 options à des salariés (2022 – 1 546 295). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 a été estimée à 5,56 \$ l'option (2022 – 4,91 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 42,36 \$ (2022 – 44,02 \$). Les autres hypothèses utilisées par ces modèles d'évaluation comprennent ce qui suit :

	2023	2022
Prix d'exercice	42,53 \$	44,59 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,44 %	2,04 %
Durée de vie attendue des options	7 ans	7 ans
Volatilité attendue	23,00 %	23,00 %
Taux de rendement attendu de l'action	5,31 %	5,12 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur sept années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Le prix d'exercice moyen s'est établi à 38,43 \$ en 2023 (2022 – 39,50 \$).

La Société a comptabilisé une charge de rémunération de 4,7 M\$ liée à son régime d'options sur actions (2022 – 4,9 M\$).

	2023		2022	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début	11 725 342	39,98 \$	11 712 164	39,36 \$
Attribuées	662 606	42,53	1 546 295	44,59
Exercées	(463 676)	36,39	(879 019)	37,03
Frappées de déchéance	(1 022 154)	45,86	(654 098)	43,77
Solde à la fin	10 902 118	39,74 \$	11 725 342	39,98 \$
Pouvant être exercées à la fin	6 924 596	39,80 \$	6 596 299	41,01 \$

Options en circulation au 31 décembre 2023	Date d'expiration	Prix d'exercice (\$)	Options en circulation	Options pouvant être exercées
	2024	53,81	579 124	579 124
	2025	43,28 – 43,97	776 309	776 309
	2026	34,88 – 38,17	795 689	746 859
	2027	39,71 – 41,74	940 780	868 684
	2028	37,58 – 40,10	1 154 727	1 154 727
	2029	34,29 – 36,91	1 122 461	847 190
	2030	31,85 – 38,65	1 976 703	1 172 881
	2031	35,01 – 46,02	1 407 189	478 812
	2032	36,57 – 45,56	1 486 530	300 010
	2033	39,02 – 42,54	662 606	–
			10 902 118	6 924 596

Régimes d'unités d'actions

La Société s'est dotée de régimes d'unités d'actions à l'intention de certains employés admissibles en vue de les maintenir en poste et d'harmoniser encore davantage les intérêts de la haute direction et ceux des actionnaires. Parmi ces régimes figurent un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées et un régime d'unités d'actions restreintes. En vertu des régimes, les unités d'actions sont attribuées chaque année et sont assujetties à des conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé. En outre, le régime d'unités d'actions liées au rendement et le régime d'unités d'actions différées sont assujettis à des conditions d'acquisition des droits relatives au rendement. La valeur de chaque unité d'action se fonde sur le cours des actions ordinaires de la Société. Les unités d'actions liées au rendement et les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et les droits sont acquis sur une période de trois ans. Au moment de l'attribution, certains employés peuvent choisir de recevoir une partie de leurs unités d'actions liées au rendement sous forme d'unités d'actions différées, dont les droits sont acquis sur une période de trois ans. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées et seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Des unités d'actions supplémentaires sont émises à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur des unités d'actions à la date de versement des dividendes. La Société a comptabilisé une charge de rémunération, excluant l'incidence des couvertures, de 23,7 M\$ en 2023 (2022 – 21,1 M\$) et un passif de 37,4 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 40,1 M\$).

Régimes d'achat d'actions

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur rémunération annuelle soit retenu, jusqu'à concurrence d'un plafond préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les droits aux actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquis après une période maximale de deux ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont comptabilisées au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 4,9 M\$ (2022 – 4,7 M\$).

Régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs

La Société a établi un régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs de la Société dans le but de promouvoir un meilleur alignement entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société. Aux termes de ce régime, les administrateurs doivent recevoir 50 % de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil sous forme d'unités d'actions différées et peuvent choisir de recevoir le solde de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil en trésorerie ou en unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir certains de leurs honoraires sous forme de combinaison d'unités d'actions différées et de trésorerie. Le nombre d'unités d'actions différées attribuées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre de l'exercice (la « valeur d'une unité d'action différée »). L'administrateur qui choisit de recevoir des unités d'actions différées recevra d'autres unités à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur d'une telle unité à la date de versement des dividendes. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées, et seront acquittées au moyen de versements en trésorerie, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Au 31 décembre 2023, la juste valeur des unités d'actions différées en cours était de 31,1 M\$ (2022 – 29,8 M\$). Tout écart entre la variation de la juste valeur du régime d'unités d'actions différées et la variation de la juste valeur du swap de rendement total, qui constitue un instrument de couverture économique pour le régime d'unités d'actions différées, est comptabilisé au poste Charges sous Activités et services de soutien dans la période au cours de laquelle la variation a lieu.

Note 22. Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

	Avantages du personnel	Autres investissements	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2023				
Solde au début	4 383 \$	309 605 \$	48 778 \$	362 766 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(18 378)	85 054	(96 441)	(29 765)
Cession d'une participation dans une entreprise associée (note 10)	–	–	(16 008)	(16 008)
Sortie des éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	(703)	–	(703)
Solde à la fin	(13 995)\$	393 956 \$	(63 671)\$	316 290 \$
2022				
Solde au début	(95 666)\$	919 152 \$	59 597 \$	883 083 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	100 049	(585 515)	(10 819)	(496 285)
Sortie des éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	(24 032)	–	(24 032)
Solde à la fin	4 383 \$	309 605 \$	48 778 \$	362 766 \$

Les montants sont comptabilisés déduction faite de l'impôt.

La Société a comptabilisé des profits après impôt de 85,1 M\$ dans les autres éléments du résultat global (2022 – pertes de 585,5 M\$) en raison des variations de la juste valeur des placements de la Société principalement liées aux ajustements de la juste valeur relativement à Wealthisimple.

Note 23. Gestion des risques

La Société gère activement ses risques de liquidité, de crédit et de marché.

Risque de liquidité et de financement lié aux instruments financiers

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision des risques de liquidité et de financement par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance et d'autres secteurs.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties

sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes, et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »).

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal.

La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.

Les échéances contractuelles de certains passifs financiers de la Société sont les suivantes :

Au 31 décembre 2023 (en M\$)	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	5 ans et plus	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	11,4 \$	38,2 \$	– \$	49,6 \$
Dépôts et certificats ¹	3 342,8	0,3	0,5	0,6	3 344,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	937,1	3 737,5	13,2	4 687,8
Contrats de location ²	–	29,2	84,2	96,9	210,3
Dettes à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des échéances contractuelles	3 342,8 \$	978,0 \$	4 385,4 \$	1 985,7 \$	10 691,9 \$

1. Les dépôts et les certificats payables à vue sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 825 M\$ au 31 décembre 2022. Les marges de crédit au 31 décembre 2023 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, comparativement à 650 M\$ et à 175 M\$, respectivement, au 31 décembre 2022. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

Risque de crédit lié aux instruments financiers

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 544,6 M\$ (2022 – 1 072,9 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 216,5 M\$ (2022 – 346,3 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 328,1 M\$ (2022 – 726,6 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 0,5 M\$ (2022 – 81,6 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 36,4 M\$ (2022 – 306,8 M\$), d'acceptations bancaires de 291,2 M\$ (2022 – 293,2 M\$) et d'autre papier commercial de société de néant (2022 – 45,0 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Les fonds de clients déposés, qui s'élevaient à 3 365,7 M\$ (2022 – 4 347,4 M\$), étaient détenus dans des banques à charte de l'annexe I.

Au 31 décembre 2023, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 5,1 G\$ (2022 – 5,0 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 4,7 G\$ (2022 – 4,6 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des

prêts d'un montant de 375,5 M\$ (2022 – 371,9 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 11,5 M\$ (2022 – 12,7 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG^{MC} d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,4 G\$ (2022 – 2,5 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,3 G\$ (2022 – 2,1 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 58,0 M\$ (2022 – 55,2 M\$) et à 37,0 M\$ (2022 – 21,3 M\$), respectivement, au 31 décembre 2023. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2023, une proportion de 50,7 % (2022 – 53,3 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 décembre 2023, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,1 M\$, comparativement à 2,2 M\$ au 31 décembre 2022. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,8 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 1,7 M\$ au 31 décembre 2022.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 31 décembre 2023, comparativement à 0,8 M\$ par rapport au 31 décembre 2022, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes, y compris la hausse des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché ».

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 51,2 M\$ (2022 – 71,2 M\$), ne

tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 3,7 M\$ au 31 décembre 2023 (2022 – 10,5 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2023. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2022.

Risque de marché lié aux instruments financiers

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2023, ce swap avait une juste valeur de 7,7 M\$ (2022 – 20,5 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,2 G\$ (2022 – 0,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2023, ces swaps avaient une juste valeur négative de 12,5 M\$ (2022 – juste valeur négative de 19,6 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,4 G\$ (2022 – 1,3 G\$). Au 31 décembre 2023, la juste valeur nette d'un montant négatif de 4,8 M\$ (2022 – montant positif de 0,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,6 G\$ (2022 – 1,5 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Au 31 décembre 2023, ces swaps avaient une juste valeur négative de 1,1 M\$ (2022 – juste valeur positive de 4,7 M\$) sur un montant notionnel en cours de 181,5 M\$ (2022 – 191,6 M\$).

Au 31 décembre 2023, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,5 M\$ (2022 – une diminution de 1,7 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2022.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres (se reporter à la note 6) classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées (se reporter à la note 10), qui sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2023, la juste valeur des placements en titres de capitaux propres était de 0,9 G\$ (2022 – 0,8 G\$) et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 3,7 G\$ (2022 – 2,1 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2023, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 128,1 M\$ (141,6 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 4,9 M\$ (5,4 M\$).

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

Les risques liés au rendement des marchés des actions, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux variations des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur le volume et la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Ces variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils ont une incidence directe sur les résultats.

Note 24. Instruments financiers dérivés

La Société conclut des contrats dérivés qui sont négociés sur les bourses ou sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes qui sont des contreparties dans les opérations de titrisation de la Société. Dans tous les cas, les contrats dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt calculés en fonction d'un montant notionnel et d'un taux de référence déterminés. Les swaps de rendement total sont des ententes contractuelles visant l'échange de paiements calculés en fonction d'un montant notionnel déterminé et du titre sous-jacent pour une période déterminée. Les options sont des ententes contractuelles qui donnent le droit, sans que ce soit une obligation, d'acheter ou de vendre des instruments financiers précis à un prix fixe à une date ultérieure. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes contractuelles visant l'achat ou la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe.

Certains des instruments financiers dérivés de la Société sont assujettis à des conventions cadres de compensation et sont présentés sur une base brute. Le montant assujetti au risque de crédit est limité à la juste valeur actuelle des instruments qui sont en position de profit et qui sont comptabilisés dans les actifs dans les bilans consolidés. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représenterait pas un profit ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du profit ou de la perte.

Le tableau suivant présente un sommaire du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société :

	Montant notionnel				Risque de crédit	Juste valeur	
	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	5 ans et plus	Total		Actif	Passif
2023							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	77 967 \$	50 422 \$	128 389 \$	– \$	– \$	362 \$
Sans comptabilité de couverture	235 100	1 380 288	85 769	1 701 157	39 995	39 995	41 572
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	17 281	56 738	–	74 019	2 734	2 734	7 646
	252 381 \$	1 514 993 \$	136 191 \$	1 903 565 \$	42 729 \$	42 729 \$	49 580 \$
2022							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	71 634 \$	52 290 \$	123 924 \$	899 \$	899 \$	26 \$
Sans comptabilité de couverture	555 248	973 750	34 636	1 563 634	55 789	55 789	49 604
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	18 150	45 319	–	63 469	6 977	6 977	1 951
	573 398 \$	1 090 703 \$	86 926 \$	1 751 027 \$	63 665 \$	63 665 \$	51 581 \$

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation, se chiffrait à 3,7 M\$ (2022 – 8,9 M\$).

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation et y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, se chiffrait à 3,7 M\$ (2022 – 10,5 M\$). Les droits aux produits d'intérêts nets futurs sont liés aux activités de titrisation de la Société et ne sont pas présentés dans les bilans consolidés.

Note 25. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée observables autres que les cours du marché de niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données d'entrée de marché observables.

Niveau 3 – Données d'entrée non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données d'entrée de marché observables.

(niveau 2) ou des données d'entrée de marché non observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données d'entrée raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales de concurrence sur le marché, toute donnée d'entrée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données d'entrée disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données d'entrée, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés dans le niveau 3 comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les placements en titres de capitaux propres négociés en bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données d'entrée observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres de placement faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap. Les autres titres de placement classés dans le niveau 3, d'un montant de 721 M\$, sont principalement constitués de sociétés en démarrage du secteur des technologies financières, incluant Wealthsimple avec une juste valeur de 607 M\$.

La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres des placements, le cas échéant, des flux de trésorerie prévus et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues. Une augmentation (diminution) de 5 % des flux de trésorerie prévus ou des multiples de produits donnerait lieu à une augmentation (diminution) de la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple d'environ 30 M\$.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, la facilité de crédit et certains autres passifs financiers.

		Juste valeur			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2023					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres investissements					
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	721 379 \$	– \$	– \$	721 379 \$	721 379 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	142 219	130 790	–	11 429	142 219
Instruments financiers dérivés	42 729	–	26 801	15 928	42 729
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 108 696	–	379 954	4 690 885	5 070 839
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	49 580	–	41 373	8 207	49 580
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	3 344 190	–	3 344 223	–	3 344 223
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 687 827	–	–	4 695 738	4 695 738
Dette à long terme	2 400 000	–	2 453 390	–	2 453 390
2022					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres investissements					
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	602 612 \$	– \$	– \$	602 612 \$	602 612 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	171 924	160 495	–	11 429	171 924
Instruments financiers dérivés	63 665	–	37 900	25 765	63 665
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 021 483	–	372 983	4 532 493	4 905 476
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	51 581	–	46 332	5 249	51 581
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	4 333 997	–	4 334 010	–	4 334 010
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 610 438	–	–	4 544 609	4 544 609
Dette à long terme	2 100 000	–	2 013 917	–	2 013 917

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2023 et en 2022.

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert au niveau 3 ou hors du niveau 3 en 2023 et 2022.

	Solde au 1 ^{er} janvier	Profits/ (pertes) compris dans le bénéfice net ¹	Profits/(pertes) compris dans les autres éléments du résultat global	Achats et émissions	Règlements	Solde aux 31 décembre
2023						
Autres investissements						
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	602 612 \$	– \$	96 557 \$	32 463 \$	10 253 \$	721 379 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	11 429	–	–	–	–	11 429
Instruments financiers dérivés, montant net	20 516	(360)	–	(3 130)	9 305	7 721
2022						
Autres investissements						
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 291 434 \$	– \$	(677 525)\$	36 140 \$	47 437 \$	602 612 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	11 429	–	11 429
Instruments financiers dérivés, montant net	960	28 010	–	(5 605)	2 849	20 516

1. Inclus au poste Produits du secteur Gestion de patrimoine ou au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Note 26. Bénéfice par action ordinaire

	2023	2022
Bénéfice		
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	929 380 \$	861 158 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	(3 469)	(5 134)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – activités poursuivies	925 911	856 024
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	223 131	11 420
Participation ne donnant pas le contrôle	(150)	(200)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – activités abandonnées	222 981	11 220
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 148 892 \$	867 244 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	238 033	238 470
Ajouter : Exercice potentiel des options sur actions en circulation ¹	385	526
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – Dilué	238 418	238 996
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)		
De base		
Bénéfice tiré des activités poursuivies	3,89 \$	3,59 \$
Bénéfice tiré des activités abandonnées	0,94	0,05
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	4,83 \$	3,64 \$
Dilué		
Bénéfice tiré des activités poursuivies	3,88 \$	3,58 \$
Bénéfice tiré des activités abandonnées	0,94	0,05
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	4,82 \$	3,63 \$

1. Exclut 912 milliers d'actions en 2023 relativement à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif (2022 – 837 milliers).

Note 27. Passifs éventuels et garanties

Passifs éventuels

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été certifié en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite pendant deux ans. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes d'indemnisation de tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts ou des opérations de titrisation. La Société a également accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants. La nature de ces ententes nous empêche de faire une évaluation raisonnable du montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement à ces ententes.

Note 28. Transactions entre parties liées

Transactions et soldes entre parties liées

La Société conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco, qui est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2023 et en 2022, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 51,7 M\$ (2022 – 48,7 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 59,8 M\$ (2022 – 61,4 M\$) et a versé un montant de 19,6 M\$ (2022 – 19,5 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement.

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis une participation additionnelle dans ChinaAMC auprès de Power et a vendu une partie de sa participation dans Lifeco à Power (se reporter à la note 10).

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'IPC à la Canada Vie (note 3).

Les transactions d'acquisition et de vente ont été comptabilisées à la juste valeur.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau qui suit présente le total de la rémunération et des autres avantages des administrateurs et des employés considérés comme des dirigeants principaux, puisqu'ils sont responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société.

	2023	2022
Rémunération et avantages du personnel	4 224 \$	4 084 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	4 267	4 042
Paielements fondés sur des actions	2 217	1 756
	10 708 \$	9 882 \$

Les paiements fondés sur des actions ne tiennent pas compte de la réévaluation de la juste valeur des unités d'actions différées découlant des fluctuations du cours de l'action de la Société (se reporter à la note 21).

Note 29. Information sectorielle

En 2023, la Société a réorganisé ses secteurs à présenter afin de mieux caractériser et simplifier ses secteurs d'activité, lesquels comprennent maintenant les secteurs de la gestion du patrimoine et de la gestion d'actifs. La révision des secteurs reflète la réorganisation de Rockefeller et de Wealthsimple au sein du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de ChinaAMC et de Northleaf au sein du secteur Gestion d'actifs. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice déclaré de la Société. Les données comparatives de la période précédente ont été retraitées pour tenir compte de la réorganisation des secteurs.

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Gestion de patrimoine
- Gestion d'actifs
- Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent le système interne de communication de l'information financière et d'évaluation de rendement de la Société.

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de ses courtiers en valeurs mobilières, de ses courtiers en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur. Ce secteur comprenait également IPC, qui a été vendue le 30 novembre 2023. Les résultats d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils institutionnels pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.
- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

	Gestion de patrimoine	Gestion d'actifs	Activités internes et autres	Total des secteurs	Ajustements ¹	Total
Produits						
Gestion de patrimoine	2 206 201 \$	– \$	(6 520)\$	2 199 681 \$	– \$	2 199 681 \$
Gestion d'actifs	–	1 051 122	(102 081)	949 041	–	949 041
Charge de rémunération des courtiers	–	(311 439)	(2 668)	(314 107)	–	(314 107)
Gestion d'actifs – produits nets	–	739 683	(104 749)	634 934	–	634 934
Produits tirés des placements nets et autres produits	13 299	12 094	12 253	37 646	–	37 646
Profit à la vente des actions de Lifeco (note 10)	–	–	–	–	172 977	172 977
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3 309)	121 440	66 908	185 039	15 098	200 137
	2 216 191	873 217	(32 108)	3 057 300	188 075	3 245 375
Charges						
Services-conseils et croissance des affaires	922 713	83 546	(7)	1 006 252	–	1 006 252
Activités et services de soutien	438 486	362 681	1 271	802 438	103 266	905 704
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	172 391	4 609	(111 269)	65 731	–	65 731
	1 533 590	450 836	(110 005)	1 874 421	103 266	1 977 687
	682 601	422 381	77 897	1 182 879	84 809	1 267 688
Charges d'intérêts ²	98 210	25 021	–	123 231	–	123 231
Bénéfice avant impôt sur le résultat	584 391	397 360	77 897	1 059 648	84 809	1 144 457
Impôt sur le résultat	155 984	83 761	(1 929)	237 816	(22 739)	215 077
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	428 407	313 599	79 826	821 832	107 548	929 380
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	14 849	–	(12 421)	2 428	220 703	223 131
	443 256	313 599	67 405	824 260	328 251	1 152 511
Participation ne donnant pas le contrôle	(150)	(3 469)	–	(3 619)	–	(3 619)
	443 106	310 130	67 405	820 641	328 251	1 148 892
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt ¹				(76 208)	76 208	–
Profit à la vente d'IPC ¹				220 703	(220 703)	–
Profit à la vente des actions de Lifeco, déduction faite de l'impôt ¹				168 658	(168 658)	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco ¹				15 098	(15 098)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				1 148 892 \$	– \$	1 148 892 \$
Actifs identifiables	11 456 731 \$	3 583 510 \$	986 270 \$	16 026 511 \$	– \$	16 026 511 \$
Goodwill	1 346 245	1 290 526	–	2 636 771	–	2 636 771
Total de l'actif	12 802 976 \$	4 874 036 \$	986 270 \$	18 663 282 \$	– \$	18 663 282 \$

1. Les charges de restructuration et autres charges, le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente des actions de Lifeco et l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco ne se rapportent à aucun secteur en particulier et, par conséquent, ils sont exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été réintégrés, y compris les répercussions sur l'impôt sur le résultat, à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.
2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

	Gestion de patrimoine	Gestion d'actifs	Activités internes et autres	Total
Produits				
Gestion de patrimoine	2 159 870 \$	– \$	– \$	2 159 870 \$
Gestion d'actifs	–	1 077 678	(110 466)	967 212
Charge de rémunération des courtiers	–	(327 521)	–	(327 521)
Gestion d'actifs – produits nets	–	750 157	(110 466)	639 691
Produits tirés des placements nets et autres produits	2 434	5 690	14 114	22 238
Quote-part du résultat des entreprises associées	(364)	82 899	128 227	210 762
	2 161 940	838 746	31 875	3 032 561
Charges				
Services-conseils et croissance des affaires	882 712	79 353	(1)	962 064
Activités et services de soutien	424 009	360 543	2 091	786 643
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	169 093	4 946	(110 465)	63 574
	1 475 814	444 842	(108 375)	1 812 281
	686 126	393 904	140 250	1 220 280
Charges d'intérêts ¹	89 653	23 521	–	113 174
Bénéfice avant impôt sur le résultat	596 473	370 383	140 250	1 107 106
Impôt sur le résultat	159 684	81 591	4 673	245 948
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	436 789	288 792	135 577	861 158
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	11 296	–	124	11 420
	448 085	288 792	135 701	872 578
Participation ne donnant pas le contrôle	(200)	(5 134)	–	(5 334)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	447 885 \$	283 658 \$	135 701 \$	867 244 \$
Actifs identifiables	11 798 168 \$	2 315 098 \$	1 822 079 \$	15 935 345 \$
Goodwill	1 491 687	1 310 486	–	2 802 173
Total de l'actif	13 289 855 \$	3 625 584 \$	1 822 079 \$	18 737 518 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

Données trimestrielles

États consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$, sauf les montants par action)

	2023				2022			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Gestion de patrimoine	550,0	563,1	552,5	534,1	530,8	532,6	535,3	561,2
Gestion d'actifs	234,3	239,9	238,7	236,1	233,5	235,7	241,9	256,1
Charge de rémunération des courtiers	(76,7)	(78,6)	(79,5)	(79,3)	(77,0)	(77,4)	(82,1)	(91,1)
Gestion d'actifs – produits nets	157,6	161,3	159,2	156,8	156,5	158,3	159,8	165,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	10,6	7,9	1,9	190,1	14,9	10,3	(0,4)	(2,5)
Quote-part du résultat des entreprises associées	50,6	38,5	58,0	53,0	65,4	46,9	50,0	48,4
	768,8	770,8	771,6	934,0	767,6	748,1	744,7	772,1
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	253,2	253,3	254,0	245,7	238,5	235,1	243,5	245,0
Activités et services de soutien	208,8	196,4	298,7	201,8	200,0	189,9	193,6	203,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	16,7	16,8	16,4	15,8	15,5	15,2	15,4	17,4
Charges d'intérêts	32,5	32,6	30,0	28,1	28,5	28,5	28,3	27,9
	511,2	499,1	599,1	491,4	482,5	468,7	480,8	493,4
Bénéfice avant impôt sur le résultat	257,6	271,7	172,5	442,6	285,1	279,4	263,9	278,7
Impôt sur le résultat	56,0	60,3	35,5	63,3	61,8	63,4	58,5	62,3
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	201,6	211,4	137,0	379,3	223,3	216,0	205,4	216,4
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	219,7	(1,5)	1,8	3,2	3,7	1,0	3,0	3,7
Bénéfice net	421,3	209,9	138,8	382,5	227,0	217,0	208,4	220,1
Participation ne donnant pas le contrôle	(1,7)	(0,1)	(0,6)	(1,2)	(2,3)	(0,9)	(1,3)	(0,8)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	419,6	209,8	138,2	381,3	224,7	216,1	207,1	219,3
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	198,9	209,8	205,5	206,5	224,7	216,1	207,1	219,3
Autres éléments :								
Profit à la vente d'IPC	220,7	-	-	-	-	-	-	-
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	-	-	(76,2)	-	-	-	-	-
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	-	-	(6,2)	174,8	-	-	-	-
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	-	-	15,1	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	419,6	209,8	138,2	381,3	224,7	216,1	207,1	219,3
Bénéfice dilué par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ¹	0,84	0,88	0,86	0,87	0,94	0,91	0,87	0,91
Bénéfice par action	1,76	0,88	0,58	1,60	0,94	0,91	0,87	0,91
Dividendes par action (\$)	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625

1. Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Se reporter à la page 19 du présent rapport pour une explication relative aux mesures financières non conformes aux normes IFRS et aux autres mesures financières de la Société.

Données trimestrielles

Données statistiques

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$)	2023				2022			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes brutes de fonds communs de placement								
IG Gestion de patrimoine	2 628	2 687	2 581	3 021	2 125	1 970	2 590	3 902
Placements Mackenzie	1 736	1 503	1 742	2 289	1 559	1 281	1 735	2 921
Entrées brutes des courtiers								
IG Gestion de patrimoine	3 089	3 103	2 795	3 663	3 031	2 773	3 068	4 000
Flux nets – par secteur								
Flux nets d'IG Gestion de patrimoine	(228)	(17)	(424)	504	429	406	389	1 466
Ventes nettes de Placements Mackenzie ¹	(1 012)	(692)	(343)	170	(967)	(819)	(952)	873
Données consolidées d'IGM ²	(1 239)	(709)	(767)	674	(520)	(400)	(556)	2 335
Flux nets – par produit								
Ventes brutes de fonds communs de placement	4 364	4 190	4 323	5 310	3 684	3 251	4 325	6 823
Rachats de fonds communs de placement	6 403	5 322	5 533	5 497	5 368	4 249	5 182	4 977
Ventes nettes de fonds communs de placement	(2 039)	(1 132)	(1 210)	(187)	(1 684)	(998)	(857)	1 846
FNB ³	161	13	85	(14)	134	(86)	(61)	718
Fonds d'investissement	(1 878)	(1 119)	(1 125)	(201)	(1 550)	(1 084)	(918)	2 564
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	(186)	7	273	98	(135)	(139)	(133)	(427)
Actif géré consolidé	(2 064)	(1 112)	(852)	(103)	(1 685)	(1 223)	(1 051)	2 137
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	825	403	85	777	1 165	823	495	198
Données consolidées d'IGM	(1 239)	(709)	(767)	674	(520)	(400)	(556)	2 335
Flux nets liés aux activités abandonnées (déduction faite des éliminations intersociétés)	404	160	(54)	316	80	58	29	131
Données consolidées d'IGM, y compris les activités abandonnées	(835)	(549)	(821)	990	(440)	(342)	(527)	2 466
Taux de rachat – fonds à long terme (%)								
IG Gestion de patrimoine	12,2	11,6	11,1	10,7	10,0	9,5	9,1	8,9
Placements Mackenzie	17,1	16,8	16,2	16,1	16,0	14,9	14,3	13,1
Actif géré et actif sous services-conseils – par secteur								
Actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine	121 223	114 204	116 814	115 873	110 816	105 029	105 474	116 281
Placements Mackenzie								
Actif géré des tiers	118 947	112 008	116 613	116 984	113 098	108 672	111 863	124 731
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	76 758	74 325	76 722	76 785	73 514	71 834	72 855	80 814
Actif géré du secteur Gestion d'actifs	195 705	186 333	193 335	193 769	186 612	180 506	184 718	205 545
Gestion d'actifs par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine	(76 758)	(73 089)	(75 484)	(75 555)	(73 186)	(71 432)	(72 499)	(80 602)
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	240 170	227 448	234 665	234 087	224 242	214 103	217 693	241 224
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les activités abandonnées	240 170	253 355	261 106	260 448	249 409	238 105	242 083	268 328
Actif géré et actif sous services-conseils – par produit								
Actif géré des fonds communs de placement	164 043	155 895	161 132	160 559	153 709	148 001	150 179	167 478
Actif géré des FNB ³	5 507	5 050	5 168	5 086	5 219	5 010	5 368	5 848
Actif géré des fonds d'investissement	169 550	160 945	166 300	165 645	158 928	153 011	155 547	173 326
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	7 367	7 102	7 203	6 826	6 422	6 106	6 344	7 090
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ⁴	49 665	47 142	49 109	49 812	48 201	46 229	47 751	52 638
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	57 032	54 244	56 312	56 638	54 623	52 335	54 095	59 728
Actif géré consolidé	226 582	215 189	222 612	222 283	213 551	205 346	209 642	233 054
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	13 588	12 255	12 050	11 801	10 688	8 755	8 049	8 166
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	240 170	227 448	234 665	234 087	224 242	214 103	217 693	241 224
Actif géré et actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques	389 425	372 900	375 242	349 129	288 267	277 293	279 867	300 287
Actif sous services-conseils liés aux activités abandonnées (déduction faite des éliminations intersociétés)	–	27 147	27 682	27 594	26 348	25 218	25 568	28 244
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les activités abandonnées	240 170	253 355	261 106	260 448	249 409	238 105	242 083	268 328
Actif géré consolidé, excluant l'actif géré du secteur Gestion d'actifs	30 877	27 620	28 039	27 284	25 761	23 626	23 748	26 373
Actif de la Société	18 663	19 351	19 431	18 997	18 738	17 459	16 948	17 434

1. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller pour la Canada Vie et le secteur Gestion de patrimoine.

2. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

3. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

4. Données retraitées pour inclure les comptes gérés à titre de sous-conseiller des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

Rétrospective sur dix ans

États consolidés résumés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$, sauf les montants par action)	2023	2022	2021	2020	2019	TCAC ¹ 5 ans %	2018	2017	2016	2015	2014	TCAC ¹ 10 ans %
Produits²												
Produits tirés des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs	2 834,6	2 799,5	2 888,7	2 789,4	2 814,3	0,3	2 792,1	2 749,1	2 642,9	2 607,2	2 520,1	2,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	210,6	22,3	21,5	78,2	24,8	60,1	20,0	13,8	11,8	11,0	16,5	25,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	200,1	210,7	196,4	150,4	105,2	5,9	150,0	95,6	104,2	111,0	96,5	7,9
	3 245,3	3 032,5	3 106,6	3 018,0	2 944,3	1,8	2 962,1	2 858,5	2 758,9	2 729,2	2 633,1	3,0
Charges²	2 100,9	1 925,4	1 866,7	2 052,7	1 975,7	1,2	1 976,0	2 073,9	1 812,0	1 738,4	1 668,2	3,8
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 144,4	1 107,1	1 239,9	965,3	968,6	3,0	986,1	784,6	946,9	990,8	964,9	1,5
Impôt sur le résultat	215,1	246,0	279,2	200,7	219,7	0,5	210,0	173,9	167,6	210,3	202,8	0,2
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	929,3	861,1	960,7	764,6	748,9	3,7	776,1	610,7	779,3	780,5	762,1	1,9
Bénéfice net tiré des activités abandonnées ³	223,2	11,4	20,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	1 152,5	872,5	980,9	764,6	748,9	8,2	776,1	610,7	779,3	780,5	762,1	4,1
Participation ne donnant pas le contrôle	(3,6)	(5,3)	(2,0)	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	-	(2,2)	-	(8,8)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 148,9	867,2	978,9	764,4	746,7	8,4	767,3	601,9	770,5	771,7	753,3	4,2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires⁴	820,7	867,2	971,2	762,9	763,9	0,7	791,8	727,8	736,5	796,0	826,1	0,7
Bénéfice dilué par action (\$)												
Bénéfice par action	4,82	3,63	4,08	3,21	3,12	8,7	3,18	2,50	3,19	3,11	2,98	4,8
Bénéfice ajusté par action ⁴	3,44	3,63	4,05	3,20	3,19	0,9	3,29	3,02	3,05	3,21	3,27	1,3
Dividendes par action (\$)	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	-	2,25	2,25	2,25	2,25	2,18	0,5
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (%)												
Bénéfice net	18,2	14,3	16,5	16,1	16,9	-	17,7	12,9	17,1	16,9	16,2	-
Bénéfice net ajusté ⁴	13,0	14,3	16,4	16,1	17,2	-	18,2	15,6	16,3	17,4	17,8	-
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)												
De base	238 033	238 470	238 841	238 307	239 105	-	240 815	240 585	241 300	248 173	252 108	-
Dilué	238 418	238 996	240 019	238 307	239 181	-	240 940	240 921	241 402	248 299	252 778	-
Cours de clôture des actions (\$)	35,01	37,80	45,62	34,51	37,28	2,4	31,03	44,15	38,20	35,34	46,31	(4,6)

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les produits et les charges ont été retraités pour tenir compte rétroactivement du rehaussement des informations fournies en 2020, telles qu'elles sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés de 2020.

3. Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC. Le bénéfice net d'IPC a été classé dans les activités abandonnées pour les exercices 2021 à 2023.

4. Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Se reporter à la page 19 du présent rapport pour une explication relative aux mesures financières non conformes aux normes IFRS et aux autres mesures financières de la Société.

Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS excluent les éléments suivants :

2023 – Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$, une charge après impôt de 76,2 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges, un profit après impôt à la vente d'une partie de la participation de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$, et un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$.

2021 – Contrepartie additionnelle à recevoir de 7,7 M\$ après impôt relativement à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital Corporation en 2020.

2020 – Un profit après impôt de 31,4 M\$ à la vente de Personal Capital Corporation, un profit après impôt de 21,4 M\$ à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements après impôt de 3,4 M\$ de Lifeco revenant à la Société, et des charges de restructuration et autres charges de 54,7 M\$ après impôt.

2019 – Une charge de 17,2 M\$ après impôt représentant la quote-part des charges exceptionnelles de Lifeco revenant à la Société.

2018 – Une charge de 16,7 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges et une charge de 7,8 M\$ après impôt qui représente une prime versée au remboursement anticipé de débentures d'un montant de 375 M\$.

2017 – Une charge de 126,8 M\$ et de 16,8 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges, une réduction de 36,8 M\$ après impôt au titre des charges liées au régime de retraite de la Société, une charge de 14,0 M\$ et de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre des charges exceptionnelles et de la restructuration de Lifeco, respectivement.

2016 – Une variation favorable de 34,0 M\$ de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus.

2015 – Une charge de 24,3 M\$ après impôt liée aux charges de restructuration et autres charges.

2014 – Une charge de 59,2 M\$ après impôt liée à des distributions aux clients et à d'autres coûts, et une charge de 13,6 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges.

Rétrospective sur dix ans

Données statistiques

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$)	2023	2022	2021	2020	2019	TCAC ¹ 5 ans %	2018	2017	2016	2015	2014	TCAC ¹ 10 ans %
Gestion de patrimoine												
IG Gestion de patrimoine²												
Actif géré												
Ventes brutes de fonds communs de placement	10 917	10 587	11 845	8 987	8 723	3,8	9 075	9 693	7 760	7 890	7 461	5,1
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	12,2	10,0	9,2	9,8	10,3		9,2	8,4	8,8	8,7	8,7	
Ventes nettes (rachats nets)	(2 254)	43	1 813	(451)	(1 089)	n.s.	485	1 944	366	754	651	n.s.
Actif à la fin	107 635	99 275	110 541	97 713	93 161	5,3	83 137	88 008	81 242	74 897	73 459	4,7
Actif sous services-conseils ³												
Flux nets	(165)	2 690	3 684	795	(780)	n.s.	739					
Actif à la fin	121 223	110 816	119 557	103 273	97 100	7,0	86 422					
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques ⁴	161 935	115 263	123 844									
Activités abandonnées²												
Actif géré		4 622	5 629	5 320	5 391		5 125	5 377	4 908	4 452	3 850	
Actif sous services-conseils ³		29 547	33 077	29 318	27 728		25 706					
Gestion d'actifs (Placements Mackenzie)												
Ventes brutes de fonds communs de placement	7 270	7 496	12 022	13 565	9 886	(6,1)	9 951	9 124	6 939	6 965	7 070	0,8
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	17,1	16,0	13,6	16,6	15,6		17,1	14,8	15,0	16,2	14,6	
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement	(2 069)	(1 031)	5 440	4 188	1 219	n.s.	973	1 780	(555)	(1 258)	(209)	(15,6)
Actif géré												
Fonds communs de placement	56 408	54 434	62 969	52 682	60 839	1,1	53 407	55 615	51 314	48 445	48 782	2,1
FNB	12 914	12 395	12 674	8 451	4 748	34,4	2 949	1 296	113			
FNB à l'exclusion de ceux détenus dans les fonds d'investissement d'IGM	5 507	5 219	5 393	3 788	2 372	27,8	1 613	928	113			
Fonds d'investissement ⁵	61 915	59 653	68 362	56 470	63 211	2,4	55 020	56 543	51 427	48 445	48 782	3,0
Actif géré des tiers ³	118 947	113 098	129 115	110 938	68 257	14,4	60 804					
Total de l'actif géré ³	195 705	186 612	210 343	185 148	140 984	8,5	129 863					
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques ⁴	305 149	246 909	267 171									
Actif géré consolidé^{6,7}												
Actif géré	226 582	213 551	240 736	209 834	162 633	9,3	145 386	152 408	138 899	130 939	138 919	5,5
Actif géré et actif sous services-conseils	240 170	224 242	248 795	214 954	166 418	10,5	145 955					
Actif géré et actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques ⁴	389 425	288 267	309 821									
Actif de la Société	18 663	18 738	17 661	16 062	15 391	3,6	15 609	16 499	15 625	14 831	14 417	3,8

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les totaux de l'actif géré et des ventes nettes d'IG Gestion de patrimoine et des activités abandonnées (IPC) comprennent les comptes à gestion distincte.

3. À la suite de la réorganisation de la présentation des secteurs effectuée en 2020, comme il en est fait mention dans le rapport de gestion faisant partie du rapport annuel de 2020, la présentation sur cette base des données antérieures à 2018 n'était pas disponible.

4. Les données antérieures à 2021 n'étaient pas disponibles sur la base de la nouvelle présentation des données pour 2023.

5. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

6. Montant ajusté pour tenir compte des actifs intersectoriels.

7. Comme il est expliqué à la page 19 du présent rapport, l'actif géré, l'actif sous services-conseils ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées d'IPC et ont été retraités pour toutes les périodes considérées.

Conseil d'administration et haute direction

Conseil d'administration

Marc A. Bibeau^{1, 3, 4}

Président et chef de la direction
Beauward Immobilier Inc.

Marcel R. Coutu³

Administrateur de sociétés

André Desmarais, O.C., O.Q.^{2, 3}

Président délégué du conseil
Power Corporation du Canada

Paul Desmarais, Jr., O.C., O.Q.²

Président du conseil
Power Corporation du Canada

Gary Doer²

Conseiller principal, Affaires
Dentons Canada S.E.N.C.R.L.

Susan Doniz^{1, 4, 5}

Cheffe de l'information
The Boeing Company

Claude Généreux^{3, 5}

Vice-président exécutif
Power Corporation du Canada

Sharon L. Hodgson^{1, 4, 5}

Doyenne
Ivey Business School

Sharon MacLeod^{1, 3}

Administratrice de sociétés

Susan J. McArthur^{2, 3, 5}

Cofondatrice et présidente exécutive
Lockdocs Inc.

John McCallum^{1, 2, 4}

Administrateur de sociétés

R. Jeffrey Orr^{2, 3, 5}

Président du conseil
Société financière IGM Inc.
Président et chef de la direction
Power Corporation du Canada

James O'Sullivan

Président et chef de la direction
Société financière IGM Inc.

Gregory D. Tretiak, FCPA, FCA⁵

Vice-président exécutif et
chef des services financiers
Power Corporation du Canada

Beth Wilson^{1, 5}

Administratrice de sociétés



R. Jeffrey Orr

Président du conseil
Société financière IGM Inc.

1. Comité d'audit

Président : John McCallum

2. Comité de gouvernance et des candidatures

Président : R. Jeffrey Orr

3. Comité des ressources humaines

Président : Claude Généreux

4. Comité des entités reliées et de révision

Président : John McCallum

5. Comité des risques

Président : Gregory D. Tretiak

Haute direction

James O'Sullivan

Président et chef de la direction
Société financière IGM

Luke Gould

Président et chef de la direction
Placements Mackenzie

Damon Murchison

Président et chef de la direction
IG Gestion de patrimoine

Keith Potter

Vice-président exécutif et
chef des services financiers
Société financière IGM

Cynthia Currie

Vice-présidente exécutive et
cheffe des ressources humaines
Société financière IGM

Michael Dibden

Chef de l'exploitation
Société financière IGM

Rhonda Goldberg

Vice-présidente exécutive et
cheffe du contentieux
Société financière IGM

Kelly Hepher

Vice-présidente exécutive et
cheffe de la gestion des risques
Société financière IGM

Douglas Milne

Vice-président exécutif et
chef du marketing
Société financière IGM

Renseignements aux actionnaires

Siège social

447, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba) R3B 3H5
Téléphone : 204-943-0361
Télécopieur : 204-947-1659

Auditeurs

Deloitte S.E.N.C.R.L./S.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs
Computershare inc.

Téléphone : 1-800-564-6253
service@computershare.com

800-324-8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 2Z2

1500, boulevard Robert-Bourassa, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8

100 University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510 Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9

Inscription en bourse

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto. Ses actions ordinaires sont inscrites sous le symbole « IGM ».

Renseignements aux actionnaires

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, communiquez avec :

Relations avec les investisseurs
investor.relations@igmfinancial.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8259 ou visitez notre site Web au igmfinancial.com/fr.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la Société financière IGM Inc. aura lieu à The Metropolitan Entertainment Centre, 281 Donald Street, Winnipeg, Manitoba, Canada, le vendredi 3 mai 2024 à 11 h 00 (heure du Centre).

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 21 décembre 2023 au 20 décembre 2024. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 3 000 000 de ses actions ordinaires, soit environ 1,3 % de ses actions ordinaires en circulation. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

Sites Web

Visitez nos sites Web aux adresses suivantes :
igmfinancial.com/fr
ig.ca/fr
mackenzieinvestments.com/fr

^{MC} Les marques de commerce, y compris IG Gestion de patrimoine, sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par ses filiales, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

La marque de commerce Placements Mackenzie est une marque de commerce détenue par la Corporation Financière Mackenzie, utilisée avec son autorisation.

[†] Morningstar et les notations Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Inc.

FundGrade A+ est une marque de commerce détenue par Fundata Canada Inc.

« Rapport annuel de 2023 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2024

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE POWER CORPORATION



Gestion de patrimoine

Gestion d'actifs